



FINANCES et DÉVELOPPEMENT

Décembre 2016

Sebastian Mallaby

Paul Krugman

Alan Blinder

... et bien d'autres



Les élus et les exclus de la mondialisation

RÉDACTRICE EN CHEF : Camilla Lund Andersen

ÉDITRICE EN CHEF : Marina Primorac

RÉDACTEURS PRINCIPAUX

Gita Bhatt Natalie Ramírez-Djumena
Jacqueline Deslauriers James L. Rowe, Jr.
Ismaila Dieng Rani Vedurumudi

RÉDACTRICE EN LIGNE : Marie Boursiquot

RÉDACTEURS

Eszter Balázs Bruce Edwards
Niccole Braynen-Kimani Nadya Saber
Maureen Burke

SPÉCIALISTE DE PRODUCTION MULTIMÉDIAS

Lijun Li

ASSISTANT DE RÉDACTION : Robert Newman

CORRECTRICE : Lucy Morales

DIRECTRICE ARTISTIQUE : Luisa Menjivar

GRAPHISTE PRINCIPALE : Michelle Martin

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

Bernardin Akitoby James Gordon
Celine Allard Thomas Helbling
Bas Bakker Laura Kodres
Steven Barnett Tommaso Mancini Griffoli
Nicoletta Batini Gian Maria Milesi-Ferretti
Helge Berger Inci Otker-Robe
Paul Cashin Laura Papi
Adrienne Cheasty Uma Ramakrishnan
Luis Cubeddu Abdelhak Senhadji
Alfredo Cuevas Janet Stotsky
Marcello Esteveo Alison Stuart

ÉDITION FRANÇAISE

Publiée sous la direction de Eugenio Maseda, avec le concours de Monica Nepote-Cit, section française des services linguistiques.

© 2016 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire le contenu de ce numéro de F&D, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à www.imf.org/external/terms.htm, ou envoyer votre demande à copyright@imf.org. L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center (www.copyright.com) contre paiement d'une somme modique.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Abonnement, changement d'adresse et publicités :

IMF Publication Services
Finances & Développement
PO Box 92780
Washington, DC, 20090, USA
Téléphone : (202) 623-7430
Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org

Finance & Development

is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition ISSN 0430-473X

Postmaster: send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC, 20090, USA. Periodicals postage is paid at Washington, DC, and at additional mailing offices. The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.



FINANCES & DÉVELOPPEMENT PUBLICATION
TRIMESTRIELLE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Décembre 2016 • Volume 53 • Numéro 4

DOSSIER

MONDIALISATION : LES ÉLUS ET LES EXCLUS

6 Le nouveau visage de la mondialisation

Le repli des flux de capitaux et des échanges est peut-être moins catastrophique qu'il n'y paraît

Sebastian Mallaby

11 Ne réveillons pas les passions

La libéralisation du commerce est au point-mort, tant mieux!

Paul Krugman

12 Remettre le commerce sur les rails

Le commerce accroît la productivité, mais peut faire des exclus à moins que l'on s'attache à en redistribuer les bénéfices

Maurice Obstfeld

17 Voie à double-sens

Les dirigeants doivent remédier aux problèmes économiques et politiques pour renforcer la mondialisation

David Lipton

18 Un nouveau concept ... vieux comme le monde

Si le terme « mondialisation » est récent, l'internationalisation des marchés, des peuples, des idées et des cultures ne date pas d'hier

Harold James

22 À double tranchant

L'intégration de l'économie mondiale touche les travailleurs du monde entier

28 Travailleurs : pas de laissés-pour-compte

Des mesures bien dosées, la recette pour des emplois de qualité au Royaume-Uni et ailleurs

Frances O'Grady

30 Une cuillerée de sucre

L'immigration de travailleurs hautement ou faiblement qualifiés fait augmenter les revenus et est très bénéfique pour les pays avancés

Florence Jaumotte, Ksenia Koloskova et Sweta Saxena

33 Avantages et inconvénients

La politique américaine devrait promouvoir la mondialisation en transformant les perdants des échanges mondiaux en gagnants

Alan S. Blinder

34 Dans la richesse et la pauvreté

Le commerce international peut creuser les inégalités dans les pays en développement

Nina Pavcnik

37 Sushi zoulou et autres espoirs

La mondialisation n'a guère profité à l'Afrique

Kumi Naidoo

40 La classe moyenne en péril

Les ménages américains s'enrichissent ou s'appauvrissent et la classe moyenne rétrécit

Ali Alich



Idées reçues en question

2016 a été une année de bouleversements politiques en Europe, aux États-Unis et ailleurs, car les électeurs remettent en question l'idée reçue que la mondialisation a le pouvoir de changer la vie de millions de personnes et de les sauver de la misère. Ils ne sont plus disposés à prendre pour argent comptant le discours des experts et des élites et sont apparemment nombreux à décrier les conséquences néfastes de la mondialisation et à voter pour des programmes et des candidats contestataires.

«Au cours de ma carrière, j'ai subi à cinq reprises des fermetures d'usines ou des réductions d'effectifs», explique John Powers, ancien mécanicien aux États-Unis, photographié pour la couverture de cette édition de *F&D*. Cet ancien combattant de 60 ans, qui a servi dans l'Air Force, gagne aujourd'hui 12 dollars de l'heure après s'être reconverti comme électricien et considère qu'il a de la chance d'avoir un emploi. «Il y a des gens qui râlent. Je leur dis : le système a fonctionné comme prévu. Il vous a permis de faire des études. De nos jours, personne ne peut rien vous promettre. Juste vous donner un coup de main. Et c'est ce qui m'est arrivé.»

Dans ce numéro, nous passons en revue les bons et les mauvais côtés de la mondialisation. Sebastian Mallaby note qu'alors que les flux transfrontaliers de capitaux, de biens et de personnes n'ont pas cessé d'augmenter pendant des décennies, seuls les mouvements migratoires persistent aujourd'hui. Les flux de capitaux se sont taris et le commerce stagne. Mais il se peut qu'au lieu d'un signe de repli, on assiste plutôt à un recalibrage des transactions commerciales et financières à un niveau plus compatible avec la marche de la mondialisation.

Maurice Obstfeld, Chef économiste du FMI, examine les effets de l'évolution du commerce mondial. S'il est indéniable que l'expansion des échanges a engendré d'énormes gains, les progrès continus de la mondialisation depuis le début des années 90, couplés au ralentissement de la croissance économique depuis la crise financière, ont laissé beaucoup d'individus et de collectivités au bord du chemin. «La mondialisation présente un potentiel de gains pour tous, mais rien ne garantit que ce potentiel se réalisera, en l'absence d'initiatives décisives des pouvoirs publics pour venir en aide à ceux qui en subissent les effets secondaires», conclut-il.

Ce qui est sûr, c'est qu'il est indispensable de prêter attention aux arguments des deux camps dans ce débat — et en particulier à ceux qui s'expriment au nom des laissés-pour-compte. Les travailleurs des pays avancés comme John Powers ont été parmi les plus éprouvés. Frances O'Grady, Secrétaire générale du Congrès des syndicats britanniques, nous remet en mémoire le rôle constructif que peuvent jouer les syndicats. Et Kumi Naidoo, activiste sud-africain qui milite pour les droits de l'homme, présente un fervent plaidoyer en faveur de la distribution plus équitable des richesses.

Mais la sinistrose ambiance fait oublier les bienfaits de la mondialisation. Pour Walter Ascona, employé dans une mine de cuivre au Pérou, la liberté des échanges et des investissements lui a porté chance. «Grâce à mon emploi à la mine, je gagne bien ma vie, a-t-il déclaré à *F&D*, j'espère pouvoir continuer à travailler ici, parce que c'est une part essentielle de mon existence.»

Sur une note plus personnelle, je tiens à évoquer la mémoire de James Gordon, qui nous a quittés en octobre et qui fut longtemps un membre dévoué du comité consultatif de *F&D*. Il va beaucoup nous manquer.

Camilla Lund Andersen
Rédactrice en chef

AUSSI DANS CE NUMÉRO

- 43 Rogner sur la qualité**
Les exportations vinicoles de l'Argentine révèlent une préférence des consommateurs pour les biens de moindre qualité après la crise financière mondiale
Natalie Chen et Luciana Juvenal
- 48 Gare aux chocs budgétaires**
Les gouvernements doivent comprendre et gérer les risques liés aux dépenses et à l'endettement
Benedict Clements, Xavier Debrun, Brian Olden et Amanda Sayegh
- 51 L'exemple vient d'en haut**
Les évaluations internes sont tout aussi bénéfiques aux conseils d'administration des banques centrales qu'à ceux des entreprises
Ashraf Khan
- 57 Courrier des lecteurs**

RUBRIQUES

- 2 Paroles d'économistes**
L'échappée belle
Ismaila Dieng dresse le portrait de Léonard Wantchékon, ancien militant qui veut former la prochaine génération d'économistes africains
- 38 Pleins feux**
L'évolution de l'alimentation
Il est essentiel d'accroître l'efficacité et la productivité agricoles pour assurer la sécurité alimentaire
Maria Jovanović
- 46 Histoires d'argent**
Des montagnes de billets
La Suisse va à l'encontre de la tendance mondiale en maintenant une tradition d'argent liquide
David Pedroza
- 54 Notes de lecture**
The Fix: How Nations Survive and Thrive in a World in Decline, Jonathan Tepperman
Gaining Currency: The Rise of the Renminbi, Eswar Prasad
The Fourth Industrial Revolution, Klaus Schwab



Illustrations : p. 38, 39, iStock.

Photographies : Couverture, Martha Rial; p. 2, 4, Jim Graham; p. 6, mf-guddyx/Getty Images; p. 8, François Guillot/AFP/Getty Images; p. 11, Paul Vallejos/El Comercio de Peru/Newscom; p. 12, Luke Sharrett/Bloomberg via Getty Images; p. 17, photo FMI; p. 18, Bain News Service/Interim Archives/Getty Images; p. 20, William England/Getty Images; p. 22, Martha Rial; p. 23, Anastasia Vishnevskaya; p. 24, Anastasia Vishnevskaya, Tiego Tientoré; p. 25, courtesy of Convergys One; p. 26, Alberto Niquen Guerra; p. 27, Stefan de Vries; p. 28, Jess Hurd/reportdigital.co.uk; p. 30, iStock, Lee Besford/Fairfax Media/Getty Images; p. 33, Wilford Harewood/The Hale Institute, Emory University; p. 35, Andrew Holbrooke/Corbis via Getty Images; p. 37, Greenpeace; p. 40, Kay Lee Davies/Getty Images; p. 43, Daniel Garcia/AFP/Getty Images; p. 46, Michele Linina/Bloomberg via Getty Images; p. 47, Fabrice Coffrini/AFP/Getty Images, Swiss National Bank; p. 48, Lisa Wiltse/Corbis via Getty Images; p. 51, Ezra Bailey/Getty Images; p. 54-56, photo FMI.

Disponible en ligne à www.imf.org/fandd

L'échappée belle

***Ismaila Dieng* dresse le portrait de **Léonard Wantchékon**, ancien militant qui veut former la prochaine génération d'économistes africains**

SE FAIRE la belle vaut rarement la peine. La plupart des évadés se retrouvent quelques heures plus tard derrière les barreaux. En 1986, pourtant, quand Léonard Wantchékon s'est évadé de la prison où Mathieu Kérékou, l'ex-président du Bénin, enfermait ses opposants politiques, ses efforts ont payé. Il y a 30 ans, le jeune militant s'est réfugié au Nigéria voisin. Une dizaine d'années plus tard, il rentrait au pays avec un doctorat en poche. Il a ensuite enseigné aux États-Unis dans les universités de l'Ivy League et publié des articles dans de grandes revues universitaires, avant d'être élu à l'Académie américaine des arts et des sciences, l'une des plus anciennes et des plus prestigieuses sociétés savantes des États-Unis.

Son évasion était audacieuse mais peu spectaculaire. Un jour de décembre 1986, il demande à voir un médecin en dehors de la prison afin de soigner l'arthrite provoquée par les 18 mois de tortures endurés pour avoir osé dénoncer la dictature de Kérékou. Le directeur de la prison fait confiance à cet étudiant gauchiste de 30 ans, qui s'est déjà rendu à deux reprises chez le même médecin. Mais Wantchékon, qui risque encore de nombreuses années d'incarcération, n'a pas l'intention de retourner en cellule et s'est organisé pour fuir vers le Nigéria en voiture puis à moto.

Aujourd'hui en poste à l'université de Princeton, Wantchékon fait partie des rares économistes africains qui enseignent dans les établissements les plus prestigieux des États-Unis. Ses travaux, qui ont très largement attiré l'attention des économistes du développement, se concentrent sur les racines politiques et historiques du développement économique en Afrique. Il étudie les effets du commerce transatlantique des esclaves sur le développement des économies africaines contemporaines et la façon dont l'engagement citoyen peut faire reculer le népotisme, améliorer la gouvernance démocratique et jeter les bases de politiques favorables à la croissance.



«Les travaux de Wantchékon apportent un éclairage exceptionnel sur le développement économique. Ils couvrent des domaines aussi vastes qu'importants, tout en s'appuyant sur des techniques statistiques et des méthodes empiriques rigoureuses», explique Nathan Nunn. Ce professeur de Harvard est, avec Wantchékon, un des coauteurs et rédacteur du *Journal of Development Economics*. «Son étude du développement économique au travers du prisme de la politique, dont il évalue la contribution au processus de développement, participe à combler une immense lacune dans l'économie du développement actuelle.»

Redonner à l'Afrique

Wantchékon, qui vit depuis 24 ans aux États-Unis, suit les Cleveland Cavaliers et admire tout particulièrement la star de cette équipe de basket, LeBron James, qui, comme lui, veut faire quelque chose pour sa communauté. James était déterminé à remporter le championnat de la NBA pour sa ville natale, Akron, et pour l'Ohio, l'État qui l'a vu naître; Wantchékon, lui, aspire à former la prochaine génération d'économistes africains. Aux termes de quatre années de préparatifs, il a ouvert il y a deux ans l'*African School of Economics*, qui dispense un enseignement universitaire de tout premier plan aux jeunes économistes du continent africain. Il envisage aussi de proposer un premier cycle en économie, finances, gestion, statistiques et informatique. Son objectif est de constituer une masse critique d'Africains suffisamment bien formés pour s'attaquer aux défis les plus urgents que le continent doit relever en matière de développement.

«Ce qui est formidable quand on vit en Afrique, c'est que certains des défis et des casse-têtes les plus intéressants qui soient en matière de développement économique sont là, juste à votre porte», nous a confié Wantchékon. Les casse-têtes sont légion, mais jusqu'à présent ils n'ont guère été étudiés qu'en dehors du continent. L'histoire économique de l'Afrique fait l'objet de très nombreuses études ailleurs, mais rares sont les chercheurs africains qui participent à cet effort de recherche.

L'an dernier, Grieve Chelwa, post-docteur zambien à Harvard, écrivait dans un blog à très large diffusion que l'économie avait peut-être un problème avec l'Afrique. Elle avait observé que le *Journal of African Economies* de l'université d'Oxford, publication prestigieuse et influente consacrée au développement économique africain, ne comptait qu'un seul universitaire installé en Afrique parmi les 27 membres de son comité de rédaction. (Depuis la rédaction de son billet, ils sont deux). Et aucun des 64 universitaires siégeant au comité du *Journal of Development Economics* ne vit en Afrique.

D'après Wantchékon, deux facteurs contribuent à cette très faible représentation africaine. Premièrement, l'enseignement de premier cycle dans la plupart des universités africaines néglige les humanités. «Le premier cycle universitaire et le lycée tendent à être trop spécialisés, alors que les études d'économie nécessitent d'être polyvalentes.» Deuxièmement, «le niveau des cours de mathématiques et de statistiques dispensés aux étudiants en sciences sociales est médiocre.»

Le fait que les économistes africains soient si rares est une «perte» pour la discipline, affirme Wantchékon, pour qui «nous ne nous rendons pas compte du préjudice que représente», pour l'étude de l'économie du développement en Afrique, «le nombre tellement

restreint d'Africains participant à la recherche économique au plus haut niveau». Leur connaissance du contexte local et l'«intérêt intrinsèque» qu'ils ont pour le sujet peuvent enrichir les travaux.

Pour illustrer son propos, il raconte avoir été surpris en 2009 en voyant à quel point le village de sa mère, qu'il avait quitté au milieu des années 70, s'était appauvri. Dès lors, il n'a eu de cesse de comprendre les raisons de cette paupérisation, qui ne se limitaient pas à l'effondrement du pont reliant le village aux localités voisines. L'économiste qu'il est se met alors en tête d'identifier les causes profondes d'un tel déclin et c'est ainsi qu'il rédige son premier article sur l'économie agricole, intitulé «The Curse of Good Soil? Land Fertility, Roads and Rural Poverty in Africa» et coécrit avec Piero Stanig de l'université Bocconi. Wantchékon et Stanig constatent que la combinaison de terres très fertiles et d'infrastructures insuffisantes entraîne une paupérisation. Pourquoi? «Quand vous êtes isolé, sans accès aux infrastructures et que vos terres sont peu fertiles, vous envoyez vos enfants à l'école parce que la terre est si pauvre qu'ils ne pourront rien en tirer. Mais quand la terre rapporte, vous pouvez être tenté d'avoir plus d'enfants et de tous les faire travailler à la ferme», résume-t-il.

«Quand vous formez des gens, vous leur permettez de transformer leurs motivations personnelles en recherche économique avancée. Les Africains peuvent largement contribuer à faire progresser la connaissance économique en se servant de leur sensibilité culturelle et de leur motivation naturelle pour aller vraiment au fond des choses et comprendre les défis auxquels le continent fait face.»

Un parcours atypique

Wantchékon est né et a grandi dans un petit village du centre du Bénin, dans une famille victime de la violence du régime. En 1968, son père, un paysan qui pratiquait l'agriculture de subsistance, a été arrêté, humilié et placé en détention durant plusieurs jours pour ne pas s'être acquitté de l'impôt de capitation, une taxe forfaitaire prélevée sur chaque adulte et qui représentait environ 80 % des revenus monétaires de la famille.

Le souvenir de cet épisode l'a accompagné durant toutes ses années d'école primaire et, en 1971, il a rejoint un mouvement d'étudiants de gauche qui luttait pour la démocratie et contre les taxes injustes réclamées aux pauvres. En 1976, il est en première quand il est arrêté pour avoir critiqué le régime dans son journal étudiant. L'année suivante, il organise sa première manifestation étudiante.

Wantchékon avait jadis rêvé de devenir professeur d'algèbre. Il était excellent en mathématiques, mais ses études ont été sérieusement compromises par son militantisme, qui n'a fait que s'intensifier après son entrée à l'université du Bénin, en 1979. Il monte alors avec d'autres étudiants un groupe clandestin de lutte pour la liberté et la démocratie. Son séjour à l'université tourne court, les autorités l'ayant expulsé à la suite de la première grève générale des étudiants. Obligé de se cacher pendant cinq ans, il reste tout de même à proximité du campus et continue de militer activement dans le plus grand secret.

Au milieu des années 80, des pressions sont exercées sur le gouvernement pour que l'oppression soit moins brutale. Wantchékon reprend le chemin de l'université, mais ni lui ni ses camarades ne voient le changement politique espéré. Ils organisent une grande manifestation à laquelle participent des étudiants, des lycéens et des fonctionnaires. Trois mois à peine après être sorti de la



clandestinité, Wantchékon est de nouveau arrêté et ne quittera le Bénin qu'en s'évadant, en 1986.

Alors qu'arrivé à la trentaine, nombre d'universitaires brillants ont déjà largement entamé leur carrière d'enseignant, à 32 ans, Wantchékon n'a toujours pas de diplôme de premier cycle. Après son évasion, il va au Canada avec le statut de réfugié politique et s'inscrit sans attendre à l'université Laval, à Québec, et brûle les étapes du premier cycle pour passer directement une maîtrise d'économie sans posséder les bases de la discipline. Gérard Gaudet, qui enseignait alors l'économie à Laval, se rappelle qu'en raison de sa détermination impressionnante et de son âge avancé pour ce niveau d'études, l'université décide de lui donner une chance de faire ses preuves en lui permettant de suivre une année de cours de premier cycle soigneusement sélectionnés. Il relève le défi avec brio.

«La maîtrise est en fait mon premier diplôme universitaire», s'amuse Wantchékon, qui part ensuite à Vancouver, en 1992, étudier à l'université de Colombie-Britannique. Enfin, en 1995, il décroche un doctorat d'économie à l'université Northwestern, près de Chicago, avec une double spécialisation en économie politique et économie du développement.

Mais le parcours n'a pas été de tout repos. Ses difficultés à réussir les épreuves diplômantes auraient dû conduire à son expulsion du programme de doctorat. Heureusement pour lui, l'université retient des circonstances atténuantes, notamment que son épouse a frôlé la mort en mettant leur fils au monde et que Wantchékon a quasiment terminé sa thèse. Néanmoins, ses résultats médiocres le pénalisent sur le plan des perspectives professionnelles. C'est alors qu'il tombe sur une annonce de l'*American Political Science Review* indiquant que l'université Yale recherche un professeur assistant en sciences politiques spécialisé dans la théorie des jeux. La date limite de dépôt des candidatures est le lendemain. Wantchékon se précipite chez lui pour réunir les pièces du dossier qu'il envoie le jour même. Convoqué à un entretien, il emprunte 2.000 dollars à l'un de ses professeurs pour s'acheter un costume et un billet

d'avion. L'entretien est concluant et Yale lui propose un poste la semaine suivante. Wantchékon enseignera à Yale de 1995 à 2001, puis une dizaine d'années à l'université de New York, jusqu'à ce que Princeton le recrute, en 2011. Aujourd'hui, il partage son temps entre un campus de l'Ivy League, dans le New Jersey, et le Bénin, où son rêve de former des économistes africains prend tournure.

Émergence d'un pôle de formation

Provisoirement installée à Cotonou, la capitale économique du Bénin, l'African School of Economics propose des masters en mathématiques, économie, statistiques et gestion, ainsi qu'un doctorat en sciences économiques. Les premiers diplômés sortiront en décembre 2016. L'école peut se targuer d'avoir conclu une douzaine de partenariats, notamment avec l'université de Princeton, qui a versé des subventions pour quatre ans, et la Banque mondiale, qui finance une vingtaine de boursiers inscrits en mathématiques, économie et statistiques.

Wantchékon décrit ses projets d'agrandissement et le campus moderne de 18,5 hectares qui devrait comprendre un jardin botanique, un musée des arts africains, un terrain de sport et tous les aménagements que proposent les universités nord-américaines comme Princeton. Il envisage d'ouvrir des campus à Nairobi (Afrique de l'Est) et à Abidjan (Afrique de l'Ouest) pour accueillir à terme 15.000 étudiants.

Les cursus qu'il a élaborés permettront d'après lui de concurrencer les meilleures universités du monde et se concentrent très largement sur les méthodes quantitatives et les techniques de recherche. Les étudiants se familiariseront également avec les fondamentaux de l'histoire économique africaine. «L'une des choses qui nous distinguent des autres continents est le fait que nous en savons moins sur nous-mêmes.» Ainsi, peu d'Africains ont entendu parler des Amazones, le régiment entièrement féminin de l'ancien Royaume du Dahomey, qui deviendra plus tard le Bénin. Créé en 1645 par le roi Houegbadja, ce corps d'élite n'a été démantelé par l'administration coloniale française qu'en 1894.

Wantchékon passe actuellement quatre mois par an dans son pays d'origine, mais, avec la mise en place de son école, le sexagénaire a l'intention de prolonger ses séjours béninois. «Mon rôle ici est de stimuler la recherche et non de gérer les affaires courantes», explique-t-il. Il veut aussi rester en liaison étroite avec Princeton et d'autres universités américaines. «Même après avoir pris ma retraite, j'aurais toujours envie de faire partie de cet univers-ci. C'est une façon de montrer ma reconnaissance pour les chances qui m'ont été offertes. Et j'aimerais pouvoir rester en contact avec une université comme Princeton et continuer de contribuer à la connaissance.»

Un chercheur éclectique

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, le Dahomey a largement participé au commerce des esclaves avec l'Europe. Tant d'Africains y ont été réduits en esclavage que le pays a été rebaptisé la Côte des Esclaves. Wantchékon estime que l'héritage de la traite négrière est omniprésent. Il se souvient, étant enfant, d'avoir entendu des amis dire en plaisantant qu'un tel allait le «vendre» ou le «faire disparaître». Ces termes, qui semblaient refléter la mentalité de toute une société, ont amené Wantchékon à s'interroger sur la méfiance qui existait entre des amis, des collègues ou des voisins se connaissant

depuis parfois des décennies. Il a pensé d'instinct qu'il devait y avoir un rapport avec l'esclavage et cette idée l'a ensuite obsédé.

Pour mieux comprendre cette méfiance, il a pris contact avec Nunn, qui étudiait les effets à long terme du commerce des esclaves sur le développement économique. Ils ont commencé à échanger leurs points de vue pour finalement rédiger ensemble ce qui deviendrait l'un des articles fondateurs de Wantchékon, intitulé «The Slave Trade and the Origins of Mistrust in Africa», publié dans l'*American Economic Review* en 2011. Ce texte a depuis été cité plus de 700 fois dans les travaux d'autres universitaires. Nunn et Wantchékon ont combiné des données d'enquête contemporaines et des données historiques sur les cargaisons d'esclaves par groupe ethnique pour montrer que les Africains dont les ancêtres avaient été massivement victimes des négriers du commerce transatlantique et de l'océan Indien étaient moins confiants aujourd'hui que ceux dont les ancêtres avaient échappé aux rafles. «Les travaux ont mis en évidence des éléments montrant de manière probante que les chocs historiques peuvent avoir des effets durables et persistants sur le tissu culturel d'une société. Cela nous a aidé à mieux comprendre les conséquences préjudiciables de la traite esclavagiste», explique Nunn. «Sachant que la confiance est fondamentale pour les transactions économiques, l'article a démontré qu'il existait un canal par lequel le commerce des êtres humains avait eu des effets néfastes à long terme sur le développement économique.»

Expériences de terrain

Wantchékon a été séduit par l'économie en raison de son intérêt pour les mathématiques et la logique. Mais sa passion militante l'a ramené à ses premières amours, la politique. Son directeur de thèse à l'université Northwestern, Roger Myerson, lauréat du prix Nobel d'économie en 2007, exhortait ses étudiants à appliquer leurs facultés d'analyse au domaine de l'ingénierie politique, c'est-à-dire à la conception des institutions sociales.

Wantchékon a pris ce conseil au sérieux. Inspiré par les travaux théoriques de Myerson, il a «imaginé» des solutions institutionnelles aux problèmes politiques et en a vérifié la validité de manière empirique et rigoureuse. L'un de ses articles d'économie politique, qui relatait une expérience sur le terrain consacrée aux stratégies électorales clientélistes ou népotistes, a été le premier essai aléatoire contrôlé à utiliser de vrais candidats, en lice pour de vraies élections.

Pendant le premier tour des élections présidentielles béninoises de mars 2001, Wantchékon a convaincu quatre candidats d'autoriser son équipe à rédiger des messages de campagne pour leur compte et à les tester sur des villageois. L'équipe a produit deux types de messages. Ceux du premier type contenaient des promesses opportunistes et ciblées (construction de routes, d'écoles et de dispensaires dans un village, par exemple). Les autres messages étaient de portée plus générale et soulignaient la nécessité d'améliorer la prospérité du pays. Les électeurs destinataires des messages de candidats classiques ont été choisis comme groupe témoin. L'expérience a démontré empiriquement que les messages clientélistes, promettant par exemple des routes et des dispensaires, étaient plus payants sur le plan électoral que les messages en faveur d'une action gouvernementale plus large. Cependant, le clientélisme semble être moins payant lorsque les candidats mènent une campagne qui leur permet de dialoguer directement avec l'électorat.

Wantchékon est aujourd'hui un économiste du développement éclectique et hybride, heureux d'explorer les sciences politiques et l'économie. «Ses travaux paraissent dans des revues spécialisées de l'une ou l'autre discipline, ce qui est extrêmement rare. Le fait qu'il soit à l'aise dans les deux et puisse lancer un pont entre elles est en soi une contribution importante à l'économie, et sans doute aux sciences politiques», estime Gaudet, l'un de ses anciens professeurs à Laval, aujourd'hui en retraite.

«C'est un chercheur en sciences sociales incroyablement créatif, toujours focalisé sur les aspects du développement les plus importants, qu'ils concernent la politique ou l'éducation. Dans les années 90, il a travaillé sur ce qu'il advient quand le perdant d'une élection refuse le résultat du vote. Il se trouve que c'est devenu une question centrale dans les jeunes démocraties africaines», indique Andrei Shleifer, professeur à Harvard.

Wantchékon, qui prépare un ouvrage sur le développement économique et la mobilité sociale à long terme, prévoit d'utiliser des données concernant un échantillon de trois générations de familles pour étudier le progrès économique et social au Bénin, de l'époque précoloniale à nos jours. Ses données remontent à la fin du XIX^e siècle. (Le Dahomey est devenu une colonie française en 1904 et a accédé à l'indépendance en tant que République du Bénin en 1960.) Wantchékon veut montrer de quelle manière l'éducation et diverses formes d'investissements familiaux et gouvernementaux ont contribué au développement.

Cet ouvrage fait suite à un projet sur l'éducation et la mobilité sociale qui avait donné lieu à la publication d'un article dans le *Quarterly Journal of Economics* en 2015. L'article en question décrivait comment, un siècle auparavant, les écoles missionnaires avaient permis de former la future élite, façonnant ainsi la structure socioéconomique du Bénin après l'indépendance. «Les établissements tenus par des missionnaires continuent de jouer un rôle de premier plan en Afrique, mais je pense que personne n'a mesuré l'importance considérable qu'ils ont pour la formation de ce que les économistes appellent le capital humain «supérieur», déclare Shleifer.

Par une belle journée de juin, sur le campus presque désert de Princeton, Wantchékon revient sur son parcours, de l'étudiant militant au fondateur d'une école qui formera des économistes africains : «L'aventure n'a pas été de tout repos, mais elle se termine bien».

«La chance a joué», admet-il. Le plan qu'il avait soigneusement échafaudé pour fuir au Nigéria a failli échouer à la dernière minute. Quand il est arrivé à la frontière, le policier en faction l'a tout de suite reconnu. Terrifié, mais déjà au fait des incitations, le jeune militant s'est arrêté, a sorti des billets de sa poche et les a mis dans la main de l'agent. Ce dernier a refermé la main sur la liasse puis ordonné au conducteur de circuler.

En quelques minutes, qui lui ont semblé une éternité sur cette route poussiéreuse, Wantchékon a quitté le Bénin et rejoint le Nigéria. Il ne le savait pas encore, mais il écrivait l'histoire et réussissait l'une des évasions les plus fructueuses que le monde ait connues. ■

Ismaila Dieng, qui a fait partie de la rédaction de Finances & Développement, est aujourd'hui Directeur de la Communication et des relations extérieures de la Banque africaine de développement.



Le nouveau visage de la mondialisation

Le repli des flux de capitaux et des échanges est peut-être moins catastrophique qu'il n'y paraît

Port de Hambourg (Allemagne)
au crépuscule.



Sebastian Mallaby

À VINGTAINE d'années post-guerre froide a été célébrée et décriée comme étant l'ère de la mondialisation, celle de l'inexorable expansion des mouvements transfrontaliers de capitaux, de biens et de personnes. Entre la chute du Mur de Berlin en 1989 et l'amorce de la crise financière mondiale en 2007, la part des flux internationaux de capitaux dans le PIB mondial a bondi de 5 à 21 % et celle du commerce de 39 à 59 %, tandis que le nombre de personnes vivant hors de leur pays de naissance a grimpé de plus de 25 %.

Aujourd'hui, la situation mondiale est plus complexe. Les flux de capitaux se sont écroulés. Le commerce stagne. Seule la circulation des personnes continue de progresser.

Faut-il y voir le début d'une nouvelle ère, une ère de démondialisation? Pas impossible. La rapide mondialisation de la fin du XIX^e siècle a été suivie de la démondialisation du début du XX^e. Pourtant, à moins d'un choc comparable à la Première Guerre mondiale ou à la Grande Dépression, ce scénario a peu de chances de se reproduire. Une analyse au-delà des gros titres conclut davantage à un changement qu'à une stagnation ou une inversion de la mondialisation.

Flux de capitaux

Prenons d'abord les flux de capitaux, secteur le plus éloquent dans le scénario de démondialisation. Le McKinsey Global Institute (Lund *et al.*, 2013) indique qu'en 2008, les flux de capitaux transfrontaliers sont tombés à 4 % du PIB mondial, soit un cinquième de leur pic de l'année précédente (graphique 1). Cet effondrement et le niveau encore plus faible des financements transfrontaliers en 2009 s'expliquaient par l'exceptionnelle paralysie des marchés financiers suite à la chute de Lehman Brothers en septembre 2008. Fait encore plus remarquable, la mondialisation financière ne s'est toujours pas relancée. En actualisant les données de son étude de 2013, McKinsey a signalé que les flux transfrontaliers étaient descendus à 2,6 % du PIB en 2015 et que sur la période 2011-15, ils s'étaient tout juste situés à 5,4 % du PIB mondial, soit un quart du niveau de 2007.

Comment expliquer cela? Un élément de réponse se dégage en divisant la finance transfrontalière en quatre catégories (graphique 2). Les investissements de portefeuille en actions ont légèrement progressé depuis 2007, en dollars. L'achat d'obligations et les investissements directs étrangers ont connu des baisses raisonnables. Ce sont les prêts bancaires qui se sont écroulés. En 2015, le solde net des prêts transfrontaliers a même été négatif, les banques ayant rappelé davantage de prêts qu'elles n'en ont accordés. En consolidant ces chiffres, McKinsey attribue les trois-quarts de la chute totale de la finance transfrontalière depuis 2007 à l'évaporation des prêts bancaires transfrontaliers.

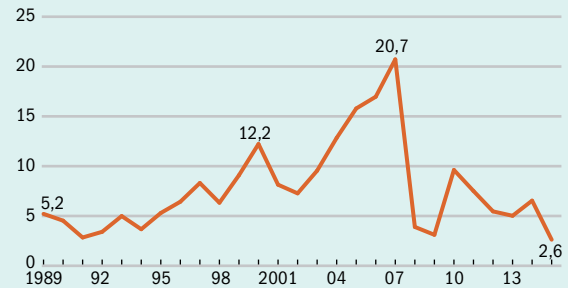
Dans une certaine (grande?) mesure, ce tassement est salutaire. Dans les années qui ont précédé 2007, les prêts internationaux ont été dopés de façon intenable par deux folies parallèles : les banques européennes se gavaient de crédits hypothécaires subprime américains et les banques du Nord de l'Europe prêtaient sans compter à la périphérie méditerranéenne. Logiquement, l'effondrement des prêts transfrontaliers a surtout été le fait des

Graphique 1

Chute libre des flux de capitaux

Les flux transfrontaliers de capitaux en pourcentage du PIB mondial ont chuté brutalement après la crise mondiale et restent éloignés de leur pic du début des années 2000.

(entrées mondiales de capitaux en pourcentage du PIB)



Source : McKinsey Global Institute.

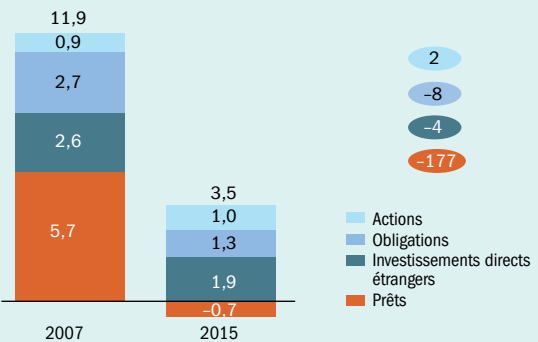
Graphique 2

Les prêts bancaires s'écroulent

Entre 2007 et 2015, les achats transfrontaliers d'obligations et l'investissement direct étranger ont diminué, alors que les achats transfrontaliers d'actions ont légèrement augmenté. Les prêts bancaires transfrontaliers se sont écroulés.

(entrées de capitaux par types, en milliards de dollars)

(taux de croissance annuel cumulé, 2007-15, en pourcentage)



Source : McKinsey Global Institute.

banques en Europe. Selon la Banque des règlements internationaux, les établissements de la zone euro ont réduit leurs créances à l'étranger de près de 1.000 milliards de dollars par an au cours des huit ans qui ont suivi la chute de Lehman Brothers, une contraction beaucoup plus radicale qu'ailleurs.

Le juste dosage

Vues sous cet angle, les années qui ont mené à la crise financière n'aident guère à déterminer le degré normal ou souhaitable de mondialisation financière. Le pic de 21 % du PIB mondial atteint par les flux de capitaux transfrontaliers illustre un mélange nocif d'ambition et de crédulité, notamment chez les banques européennes. Mais si la période 2005-07 a dépassé les bornes, alors quel est le juste dosage d'intégration mondiale?

Pour répondre, il peut se révéler utile de se pencher sur la période 2002–04, interlude relativement calme entre l'éclatement de la bulle Internet au début des années 2000, et la folie des subprimes et des prêts à tout-va dans la zone euro vers la fin de la décennie. Sur ces trois ans, les flux de capitaux transfrontaliers se sont en moyenne élevés à 9,9 % du PIB mondial. En comparaison, la nouvelle norme pour 2011–15 dépasse à peine la moitié de l'ancienne. À en juger par cette mesure, la démondialisation financière est peut-être allée trop loin.

Il existe cependant une deuxième façon de répondre, car ce qui était normal même durant la période paisible du début au milieu des années 2000 n'était peut-être pas souhaitable. Depuis, nous avons assisté à une réévaluation de la finance transfrontalière. Certains de ses avantages théoriques ne sont que ... théoriques. Sur le papier, la mondialisation financière permet aux épargnants des pays riches de récolter des rendements élevés dans les pays émergents à croissance rapide, facilitant ainsi le financement des retraites dans les pays développés. Parallèlement, elle apporte des capitaux aux pays émergents, qui peuvent ainsi accroître leurs investissements et rattraper plus vite leur retard. Pourtant, nombre de grands pays émergents se sont développés en mobilisant l'épargne intérieure et en exportant du capital au lieu d'en importer. Le cas d'école en faveur de la mondialisation financière semble se cantonner aux écoles.

Si les avantages de la mondialisation financière ne sont pas évidents, ses effets néfastes le sont devenus. Tout d'abord, les capitaux internationaux tendent à inonder les petits pays ouverts pendant les périodes florissantes, aggravant le risque de surinvestissement et de bulles; et à fuir quand le ciel s'assombrit, exacerbant par là-même la récession. Ce schéma a aiguillé les nations à revenu intermédiaire vers le contrôle des capitaux. Ensuite, l'activité bancaire transfrontalière implique des prêteurs de grande taille, complexes et difficiles à contrôler, ce qui pose un risque sociétal devenu évident en 2008. Face à ces risques,

les régulateurs du monde développé ont tenté de dissuader les banques de s'aventurer à l'étranger, ce qui a alimenté le phénomène de démondialisation. Forbes, Reinhardt et Wieladek (2016) montrent que pour la Grande-Bretagne, le levier réglementaire peut se révéler particulièrement efficace, au point d'avoir représenté environ 30 % de l'érosion des prêts transfrontaliers par les banques du Royaume-Uni durant la période 2012–13.

Certes, il est indéniable que la finance est moins internationalisée que par le passé. Mais il reste à savoir si cela correspond davantage à une «démondialisation», avec ses connotations de repli, ou bien à une «gestion mondiale plus saine», plus positive. Après tout, les nouvelles restrictions réglementaires constituent, au moins en partie, une parade aux risques du financement transfrontalier, ce qui sous-tend un niveau de flux souhaitable bien inférieur aux 9,9 % du PIB mondial de la période 2002–04. Si le ratio optimal se situait autour de 5 %, le degré de mondialisation financière serait aujourd'hui plutôt approprié.

Repli du commerce

Considérons maintenant la deuxième forme de mondialisation : le commerce. Les avantages d'une activité transfrontalière sont ici moins discutables. Les grandes success stories est-asiatiques ont été bâties sur les exportations. En Afrique comme en Amérique latine ou en Asie du Sud, l'autarcie a été une arme stérile contre la pauvreté. Selon les économistes Gary Hufbauer et Euijin Jung (2016), l'expansion progressive du commerce depuis la Deuxième Guerre mondiale a injecté plus de 1.000 milliards de dollars par an au revenu national américain. À l'échelle mondiale, les gains sont proportionnellement plus importants. Si le commerce, à l'instar du progrès technologique, peut fausser la distribution des revenus, les bienfaits de la mondialisation sur l'économie pèsent bien plus lourd que les pertes subies par les métiers impactés par les importations. Le remède à l'inégalité n'est donc pas le protectionnisme. Ce sont les politiques fiscales et de dépenses qui redistribuent une partie du gain aux personnes affectées par le commerce. Le fait que cette redistribution ne soit pas satisfaisante est à mettre sur le compte de l'échec des politiques et non de la mondialisation.

Le commerce étant si bénéfique, l'hostilité dont il fait actuellement l'objet est dommageable. Les négociations sur le commerce mondial du Cycle de Doha ont échoué; la ratification du Partenariat transpacifique est encore en suspens; les négociations autour du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement sont au point mort. En choisissant de quitter l'Union européenne, les électeurs britanniques ont démontré leur indifférence face aux avantages du marché unique européen ou tout du moins leur refus d'accepter l'immigration comme prix de l'appartenance à l'UE. Aux États-Unis, la récente campagne présidentielle a montré à quel point le commerce est délaissé. Donald Trump a promis d'imposer des droits de



Passagers à la gare de Lyon, à Paris (France).

douane dissuasifs. Hillary Clinton, a renoncé à soutenir le Partenariat transpacifique.

Cette hostilité se traduit par un déclin marqué de la croissance du commerce par rapport au PIB. Après avoir progressé environ deux fois plus vite que le PIB mondial entre 1990 et 2007, le commerce est à la traîne depuis 2008. Comme pour la mondialisation financière, les déboires se sont prolongés au-delà de la crise des subprimes. En proportion du PIB mondial, le commerce s'est effondré en 2009, avant de rebondir en 2010–11. Mais à compter de 2012, il a calé avant de repartir à la baisse (graphique 3).

Pourtant, comme avec la finance, ce coup porté au projet de mondialisation constructive n'est pas aussi rude qu'il y paraît. Seule une partie minime du ralentissement reflète l'édification d'une multitude de subtiles barrières au commerce. Hufbauer et Jung parlent de «microprotectionnisme». Le FMI a récemment qualifié de «limités» les effets de cette légère poussée de protectionnisme. Par conséquent, une plus grande partie du ralentissement tient à des facteurs statistiques ne devant pas être interprétés comme des obstacles à la mondialisation. Certains aspects traduisent même des glissements qui témoignent de l'efficacité de la mondialisation.

Prenons le fléchissement du commerce : 60 % du PIB mondial en 2014, 58 % en 2015, soit une baisse 4.500 milliards de dollars. Il relève surtout de l'illusion statistique : avec un dollar plus fort et des prix des matières premières plus bas, la valeur du commerce en

On assiste à un changement plutôt qu'à une stagnation ou une inversion de la mondialisation.

dollars a baissé. De façon encore plus évidente, le prix du pétrole en 2015 était 48 % plus bas qu'en 2014, entraînant une baisse des ventes de 891 milliards de dollars, malgré une hausse du nombre de barils vendus (BP, 2016). Cet effet explique à lui seul un cinquième du fléchissement du commerce par rapport au PIB en 2015. De même, le prix du minerai de fer a baissé de 43 % et celui du blé de 24 %. Ces corrections donnent un aspect anémique au commerce, mais ne nous renseignent pas sur la santé de la mondialisation.

Le commerce peut également être affecté lorsque la production se rapproche des consommateurs, indépendamment de toute barrière protectionniste. C'est ainsi que l'hydrofracturation, technologie de forage innovante, a réduit le besoin des États-Unis d'importer du pétrole et du gaz. L'évolution des chaînes d'approvisionnement en Asie semble avoir un effet similaire. La Chine assemblait des produits tels que l'iPhone et importait des composants complexes tels que les semi-conducteurs. Aujourd'hui, les progrès technologiques du pays lui permettent de fabriquer les composants localement. Ironie du sort, le modèle de développement de la Chine, qui est basé sur le commerce et symbolise donc parfaitement la réussite de la mondialisation, lui a permis de réduire certains aspects de sa dépendance commerciale.

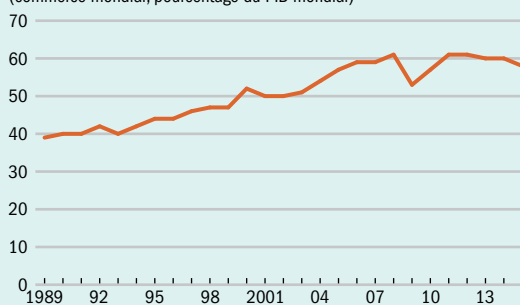
Deux derniers constats incitent à conclure que l'apparente stagnation du commerce ne constitue pas, pour l'instant, un mal profond. Premièrement, tout en s'enrichissant, l'économie mondiale transite naturellement depuis l'industrie vers les services. Or ces derniers engendrent moins d'activité commerciale, à cause en partie de barrières protectionnistes plus élevées dans ce secteur.

Graphique 3

Le yo-yo du commerce mondial

Le commerce mondial a décliné après la crise financière, a rebondi et a de nouveau décroché récemment.

(commerce mondial, pourcentage du PIB mondial)



Source : Banque mondiale.

Deuxièmement, la réduction des déséquilibres des balances courantes annonce peut-être un ralentissement du commerce, mais de tels rééquilibres sont les signes d'une mondialisation plus saine. En 2007, selon la Banque mondiale, la Chine affichait un excédent courant équivalent à 10 % de son économie, ce qui signifiait qu'un déficit de dépenses intérieures la contraignait à générer des exportations nettes à hauteur de 10 % du PIB. Mais en 2015, cet excédent courant était tombé à 3 %. La Chine dépense désormais une portion plus importante de son revenu, si bien qu'elle n'est plus obligée d'exporter une aussi grande partie de sa production. Bien entendu, la Chine pourrait, théoriquement, vendre davantage à l'étranger sans engendrer un excédent commercial. Mais les réductions des déséquilibres d'épargne pourraient en partie expliquer les statistiques atones du commerce. Les déficits d'épargne ont baissé aux États-Unis et en Europe méditerranéenne alors même que l'excédent d'épargne de la Chine s'est contracté.

En somme, le commerce constitue un bienfait indéniable de la mondialisation. Un monde avec des barrières commerciales minimales permet aux producteurs de se concentrer sur leurs avantages comparatifs, de tirer des enseignements de la concurrence mondiale et de réaliser des économies d'échelle. L'hostilité envers le commerce est donc inquiétante. En effet, qui dit moins d'ouverture et moins de concurrence, dit moins de gains de productivité, ce qui aggravera la compression des revenus de la classe moyenne tant décriée par les détracteurs du commerce. Cependant, les chiffres du commerce, parfois cités pour étayer la thèse de la démondialisation, ne justifient pas (encore) le découragement.

Intensification des flux migratoires

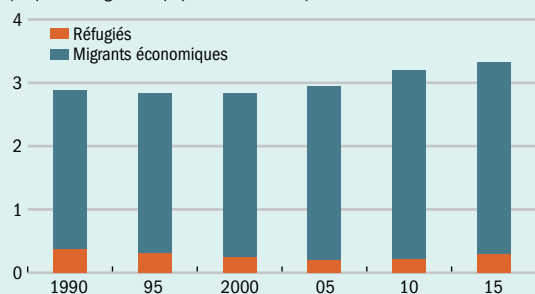
Le troisième aspect de la mondialisation, à savoir la circulation des personnes, est orienté à la hausse ces derniers temps. Au cours des années 90, l'augmentation de la migration économique par rapport à la population mondiale était pratiquement nulle. Les migrants économiques représentaient 2,5 % de la population mondiale au début de la décennie et 2,6 % en 2000 (graphique 4). Depuis, les flux migratoires se sont intensifiés et la part des migrants dans la population mondiale a atteint 3 % en 2015. Ce sont 222 millions de personnes qui vivent actuellement hors de leur pays de naissance. Les opportunités de l'expatriation seraient donc plus fortes que les

Graphique 4

En mouvement

Le nombre total de migrants est resté stable au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, mais il est reparti à la hausse depuis.

(en pourcentage de la population mondiale)



Source : Banque mondiale.

bienfaits psychologiques de l'enracinement, à savoir la proximité de la famille et une certaine affinité culturelle.

Hélas, les flux migratoires de réfugiés fuyant les guerres et l'instabilité ont épousé la même tendance, selon les chiffres de la Banque mondiale. De 1990 à 2005, la part des réfugiés dans la population mondiale a baissé de 0,37 à 0,20 %. Depuis, la courbe s'est inversée,

La mondialisation numérique exerce aujourd'hui un impact plus fort sur la croissance que le commerce de marchandises.

la part des réfugiés en 2015 atteignant 0,29 %. Cela est inférieur à la proportion de la première moitié des années 90 (exode de millions de personnes de l'ex-Yougoslavie), mais supérieur si l'on raisonne en chiffres absolus. En 2015, on recensait 21 millions de réfugiés, soit davantage que le pic de 20 millions atteint en 1992, sans compter que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays est supérieur aujourd'hui. Le problème des déplacements entraînés par les guerres et les catastrophes n'a jamais été aussi aigu.

Le positif l'emporte sur le négatif

Si la mondialisation est le processus de partage des idées et des ressources par-delà les frontières, les éléments analysés ici sont plutôt positifs. La mondialisation financière s'est inversée, mais son niveau actuel est plus sain. Encore plus important, les investissements étrangers directs — la forme de flux de capitaux transfrontaliers la plus stable, riche en connaissances et productive, car elle confère aux acteurs des pays bénéficiaires un rôle direct dans la gestion des entreprises — représentent désormais une part beaucoup plus importante de la totalité des flux transfrontaliers. L'hostilité politique au commerce est dommageable, mais les récents chiffres sont moins inquiétants qu'il n'y paraît. Quant à la circulation des personnes, peut-être la plus importante des trois formes traditionnelles de mondialisation, elle continue de progresser plus rapidement que la croissance de la population

mondiale. Si la mondialisation consiste, *in fine*, à laisser les individus rechercher de l'inspiration et des opportunités au-delà de leurs frontières, ou tout simplement fuir des conditions difficiles dans leur pays, il n'y a guère de signe de ralentissement.

Les raisons de se montrer optimistes sont nombreuses et incontestables. Les 15 dernières années ont vu l'émergence d'un quatrième canal de mondialisation, encore discret lors de la chute du Mur de Berlin. Les idées, les données, les actualités et les divertissements sont désormais partagés à l'échelle mondiale sur Internet, dans des volumes qui dépassent largement ceux des canaux d'interaction transfrontalière traditionnels. Pour le McKinsey Global Institute (Manyika *et al.*, 2016), cette mondialisation numérique exerce aujourd'hui un impact plus fort sur la croissance que le commerce de marchandises. Des millions de petites entreprises n'ayant pas l'envergure nécessaire pour s'aventurer physiquement à l'étranger ont intégré le secteur de l'export par le biais de marchés en ligne. Quelque 900 millions de personnes utilisent les médias sociaux et des millions d'étudiants recourent à l'enseignement en ligne.

L'évolution de la mondialisation dépend de deux forces : *la technologie*, qui facilite la mobilité et la communication, et *les politiques contribuant à l'ouverture du monde*. Les années 90 ont eu cela de particulier que ces deux forces ont agi en même temps : la baisse du coût des transports et de la téléphonie a été renforcée par l'ouverture de la Chine et par une série d'avancées en matière de libéralisation des échanges commerciaux (l'Accord de libre-échange nord-américain, le marché unique européen et les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay).

Le monde est incontestablement entré dans une nouvelle ère où la technologie reste le moteur de l'intégration, mais où la résistance politique s'accroît. Pourtant, le frein politique est pour l'heure moins puissant que la traction technologique. Sauf choc cataclysmique (du type guerre mondiale ou dépression), il y a fort à parier que la mondialisation va se poursuivre. ■

Sebastian Mallaby est Paul A. Volcker Senior Fellow en économie internationale au Council on Foreign Relations et l'auteur, récemment, de The Man Who Knew: The Life & Times of Alan Greenspan.

Bibliographie :

- British Petroleum (BP)*, 2016, Statistical Review of World Energy (London).
- Forbes*, Kristin, Dennis Reinhardt, and Tomasz Wieladek, 2016, "The Spillovers, Interactions, and (Un)Intended Consequences of Monetary and Regulatory Policies," NBER Working Paper 22307 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Hufbauer, Gary, and Euijin Jung, 2016, "Why Has Trade Stopped Growing? Not Much Liberalization and Lots of Microprotection," Peterson Institute for International Economics report (Washington).
- International Monetary Fund (IMF)*, 2016, World Economic Outlook (Washington, October).
- Lund, Susan, Toos Daruvala, Richard Dobbs, Philipp H. H. H. Ju-Hon Kwek, and Ricardo Falcón, 2013, *Financial Globalization: Retreat or Reset?* (Washington: McKinsey Global Institute).
- Manyika, James, Susan Lund, Jacques Bughin, Jonathan Woetzel, Kalin Stamenov, and Dhruv Dhingra, 2016, *Digital Globalization: The New Era of Global Flows* (Washington: McKinsey Global Institute).



Ne réveillons pas les passions

La libéralisation du commerce est au point-mort, tant mieux!

Paul Krugman

LA MONDIALISATION est attaquée de toute part, et les populistes de droite comme de gauche dénoncent à cor et à cri les projets de nouveaux accords, comme le Traité transpacifique (TTP) et le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI). La plupart de ces politiciens racontent n'importe quoi. Si des obstacles se dressent sur la route de la mondialisation, c'est pour de bonnes raisons, et il ne suffira pas de dénoncer les erreurs économiques pour revenir à la normale.

À mon sens, ce qui est crucial, c'est qu'il y a toujours eu une dissonance entre le discours des économistes et des élites chantres du libre-échange et la réalité qui ressort des modèles économiques. Certes, la théorie classique du commerce enseigne que les échanges enrichissent les nations, alors que l'isolationnisme les appauvrit. Mais elle suggère aussi que le protectionnisme, s'il n'est pas poussé à l'extrême, a un coût relativement limité et que le commerce peut avoir un lourd impact sur la distribution des revenus entre les citoyens et faire des perdants aussi bien que des gagnants.

Pourquoi donc le libre-échange a-t-il la faveur des économistes et des élites politiques? S'agissant des économistes, je soupçonne que l'avantage comparatif est un concept séduisant — décrit par Paul Samuelson comme un parfait exemple de raisonnement qui aboutit à une conclusion à la fois exacte et non évidente, ce qui la rend chère au cœur des praticiens (voir «Remettre le commerce sur les rails», dans ce numéro de *F&D*). Les élites, quant à elles, estiment que le système commercial de l'après-guerre a été une réussite incomparable de la coopération internationale. C'est un argument de taille aux yeux des sommités qui se réunissent à Davos et parlent doctement des affaires du monde.

Et pendant longtemps — des années 40 aux années 80 —, la libéralisation du commerce a remarquablement bien progressé. Les perdants du commerce en pleine expansion n'étaient pas si visibles ni nombreux, surtout parce que la croissance prenait la forme de flux intrasectoriels entre des nations similaires, qui n'avaient guère d'impact sur la distribution.

Depuis 1990, cependant, les choses ont bien changé. Pour plusieurs raisons — la baisse du coût des transports et des communications (qu'illustre la révolution des porte-conteneurs), la volte-face économique des pays en développement, qui ont tourné le dos aux politiques de substitution des importations —, nous avons assisté à un gigantesque essor du commerce Nord-Sud, autrement dit entre des pays ayant des niveaux de développement



Paul Krugman, éminent professeur d'économie au Graduate Center de City University of New York.

(et de salaires) très différents. Ce commerce fait encore croître le revenu réel de part et d'autre, mais il a eu beaucoup plus d'incidence sur les emplois industriels et, probablement, sur la répartition du revenu entre le travail et le capital que l'expansion des échanges de 1950 à 1980. Les exportations de la Chine ont véritablement fait disparaître des millions d'emplois manufacturiers aux États-Unis; les importations provenant des pays en développement sont une raison importante, mais pas la seule, de la stagnation ou de la baisse des salaires des travailleurs peu qualifiés.

Comme l'a démontré Branko Milanović, le résultat global a été une augmentation considérable de la classe moyenne dans le

tiers-monde et du 1 % supérieur, mais aussi un déclin spectaculaire de la classe ouvrière des pays avancés. Dans l'optique du bien-être mondial, c'est sans doute positif : la hausse des revenus de centaines de millions de personnes qui vivaient auparavant dans la misère n'est pas une mince affaire. Mais c'est une maigre consolation pour les travailleurs du monde industrialisé, dont l'existence devient plus difficile, et non plus aisée.

Face à cette réalité, il est étonnant que le retour de bâton à l'encontre de la mondialisation ait mis si longtemps à se produire et qu'il ait jusqu'à présent des effets si discrets. Nombreux sont ceux qui ont prédit une poussée protectionniste après la Grande Récession; en fait, il n'y a guère eu de nouvelles restrictions des échanges, du moins jusqu'à présent.

Ce qui est sûr, c'est que l'élan des politiques commerciales et d'investissement toujours plus libérales semble au point-mort. En fait, il a commencé à s'essouffler dès avant la Grande Récession, sans parler de Donald Trump : le cycle de Doha est moribond depuis longtemps.

Faut-il s'inquiéter du fait que la route semble sans issue? Je dirais que non. Le commerce est remarquablement libre par rapport au passé, et les nouveaux accords proposés, tels que le TTP, ont trait davantage à la propriété intellectuelle et au règlement des différends qu'au commerce *per se*. Ce ne sera pas une tragédie s'ils n'aboutissent pas.

Une guerre commerciale mondiale — qui aurait des effets dévastateurs pour les pays pauvres qui dépendent de leurs exportations à haute intensité de main-d'œuvre — serait, bien sûr, une toute autre affaire. Mais, si nous pouvons éviter ce type de catastrophe, le mieux est de considérer que la mondialisation est un projet plus ou moins achevé, et de calmer le débat. ■

Remettre le commerce sur les rails



Train de transport d'automobiles près de Campbellsburg, Kentucky (États-Unis).

Le commerce accroît la productivité, mais peut faire des exclus à moins que l'on s'attache à en redistribuer les bénéfices

Maurice Obstfeld

À L'HEURE où l'économie mondiale connaît une croissance anémique, le soutien politique à la liberté des échanges faiblit, notamment dans les pays avancés et surtout aux États-Unis. L'opposition au libre-échange n'a rien de nouveau et n'a jamais stoppé le processus de libéralisation de l'après-guerre, qui a favorisé la croissance des pays avancés et la convergence des revenus par habitant dans une grande partie du monde en développement.

L'opposition au libre-échange reste le fait d'une minorité : le commerce est bénéfique pour la plupart des gens, mais il semble avoir beaucoup plus d'ennemis bruyants de nos jours.

Le commerce permet à un pays d'employer ses ressources plus efficacement. Mais les gains d'efficacité peuvent ne pas être également répartis, et il peut y avoir des perdants, ce qui peut accentuer les inégalités et bouleverser la vie des citoyens.

Au cours des 25 dernières années, le monde a subi une transformation majeure grâce à l'essor des échanges, aux avancées technologiques et aux mutations politiques. Bien qu'il y ait lieu de se féliciter des grands progrès accomplis au niveau mondial, la plupart des gouvernements n'ont pas fait en sorte que les bénéfices de la croissance économique, y compris ceux qui sont dus au commerce, soient largement partagés. Par endroits, le manque de vigueur ou le ralentissement de la progression du revenu global a exacerbé les frustrations.

Le partage des profits commerciaux a toujours été inéquitable, et la situation a peut-être empiré ces dernières années. Mais ces gains ont d'autant plus d'importance dans l'actuel contexte de

croissance anémique. Les pays doivent préserver et disséminer ces gains en les redistribuant plus équitablement. Cela aura aussi pour effet d'accroître la résistance de leur économie à tout un éventail de forces du marché, outre celles qui sont liées à la mondialisation.

Commerce et technologie

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le démantèlement progressif d'obstacles au commerce tels que les droits de douane et les quotas d'importation a favorisé la croissance et amélioré le bien-être partout où il a été entrepris — en partie en ouvrant aux ménages l'accès à des biens plus variés et meilleur marché. Surtout, le commerce a eu un puissant effet positif sur la productivité — l'efficacité avec laquelle les ressources mondiales sont employées pour produire des biens économiques. Il est particulièrement important de tirer parti de ces avancées dans un monde où la croissance économique semble se ralentir.

La principale raison pour laquelle le commerce accroît la productivité est l'avantage comparatif, ainsi que l'a expliqué il y a deux siècles l'économiste britannique David Ricardo. Par exemple, disait-il, si l'Angleterre et le Portugal peuvent produire du textile et du vin, la production de ces deux biens est maximisée lorsque le pays où le coût d'opportunité de la production vinicole est la plus faible se spécialise dans le vin, et l'autre dans le textile. Les deux partenaires commerciaux gagnent à se spécialiser de la sorte. En outre, cette spécialisation reste efficiente même si un des deux pays peut produire les deux biens



plus efficacement que l'autre — autrement dit, s'il a un avantage de productivité absolu à fabriquer les deux produits. Les échanges commerciaux accroissent toujours la productivité de tous les pays qui les autorisent — ce dont il est rarement fait mention dans le débat public de nos jours.

Les études empiriques confirment l'idée fondamentale de Ricardo : le commerce stimule la productivité. Mais elles vont bien plus loin : grâce au commerce, la concurrence étrangère force les producteurs nationaux à se surpasser. Il leur ouvre aussi accès à toute une variété de biens de production intermédiaires que les entreprises peuvent utiliser pour produire à moindre coût. Enfin, les exportateurs peuvent affiner leurs techniques et doivent attirer les consommateurs en améliorant leur efficacité et la qualité de leurs produits (voir, par exemple, Dabla-Norris et Duval, 2016).

Selon Ricardo, le commerce s'assimile à une nouvelle et meilleure technologie qui est mise simultanément à la portée de tous les pays qui ouvrent leurs frontières et dont tous profitent également. Il arrive que le commerce fonctionne ainsi, mais ses côtés si positifs n'expliquent pas pourquoi certains s'y opposent si farouchement.

Il y a deux aspects qui peuvent expliquer cette opposition. Premièrement, *le coût immédiat du redéploiement des ressources hors d'un secteur qui s'amenuise du fait du libre commerce*. Il se peut que des travailleurs qui se retrouvent en plan dans un secteur textile en pleine contraction ne puissent pas se réinstaller dans une région viticole ou apprendre rapidement le métier de vigneron. Dans le monde moderne, les coûts et inefficacités peuvent être prolongés et toucher durement certains travailleurs, pour qui les gains à long terme de l'économie semblent abstraits et insignifiants.

Deuxièmement, même sans problèmes d'adaptation, *le commerce peut faire empirer la distribution du revenu interne, et aggraver encore le sort de certains*. Alors, bien que la productivité et des revenus augmentent dans tout le pays, certains peuvent empocher des gains disproportionnés, tandis que d'autres sont absolument perdants et ressentent cette perte comme une injustice (voir l'encadré).

Ces effets dits «de redistribution» peuvent se produire non seulement du fait de la mondialisation, mais aussi en raison des progrès technologiques dont certains pans de l'économie profitent plus que d'autres. L'enchaînement des événements est presque le même si le progrès technologique permet de produire plus de textile avec la même quantité de travailleurs non qualifiés et qualifiés, cependant que la technologie de production du vin ne change pas. Parce que le commerce est assimilable à une avancée technologique, il ne faut pas s'étonner que le progrès technologique puisse redistribuer les revenus de la même façon que le commerce. Mais alors qu'une large minorité se méfie du commerce, presque personne ne proteste contre la hausse de la productivité.

Une des grandes difficultés qui compliquent la compréhension de la relation entre la mondialisation et les inégalités de revenus consiste à faire abstraction des effets majeurs d'autres facteurs, dont l'évolution de la technologie. Et pour compliquer les choses, la mondialisation et la technologie se nourrissent mutuellement — et, en fait, l'impulsion que la mondialisation donne au progrès technologique est une importante source de gains commerciaux.

Inégalités entre les nations et en leur sein

Alors même que les inégalités *entre* les nations ont quelque peu diminué au cours des dernières décennies, elles ont augmenté

Pourquoi le commerce fait-il des exclus ?

Il y a bien des manières de perdre de l'argent en commerçant, mais Wolfgang Stolper et Paul Samuelson ont donné les exemples théoriques les plus simples et les plus connus dès 1941. Supposons que la production de vin et celle de textile demandent à la fois des travailleurs qualifiés et non qualifiés, mais que celle de vin demande relativement plus de vignerons compétents, alors que celle de textile emploie principalement des ouvriers non qualifiés. Si la production de textile diminue du fait de la libéralisation du commerce, les travailleurs non qualifiés licenciés doivent d'une manière ou d'une autre trouver du travail dans le secteur viticole en expansion, où il y a relativement peu d'emplois non qualifiés, même si l'ensemble du secteur est en plein essor. Pour que les ex-travailleurs non qualifiés se reconvertissent dans le vin, il faut que leurs salaires baissent et que ceux des travailleurs qualifiés augmentent, de sorte que toutes les entreprises de la filière viticole soient incitées à remplacer les travailleurs qualifiés par des travailleurs non qualifiés — par exemple en utilisant un plus petit nombre de travailleurs qualifiés, à qui ils confient le soin de superviser les équipes de travailleurs non qualifiés.

au sein de nombreuses nations. Le commerce et la technologie ont tous deux accéléré la convergence globale des revenus dans beaucoup des pays les plus pauvres, tout en changeant les modes de production et la distribution des revenus au sein des nations.

Les exemples les plus frappants de réduction des inégalités entre les nations viennent d'Asie, du fait que la RAS de Hong Kong, la Corée, Singapour et Taiwan (province de Chine) se sont distingués en passant au rang de pays à haut revenu et en raison de la récente croissance économique de la Chine et de l'Inde. Le PIB par habitant de l'Inde est passé de 553 dollars en 1991 (en dollars de 2010) à 1.806 dollars en 2015, et celui de la Chine a fait un bond spectaculaire de 783 dollars à 6.416 dollars au cours de la même période. Étant donné leurs énormes populations, le succès économique de la Chine et de l'Inde contribue à faire baisser sensiblement les inégalités entre les populations du monde. Les pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne à croissance plus lente n'ont pas réduit aussi vite leur écart par rapport aux pays plus riches, mais l'incidence de la pauvreté a considérablement diminué dans les pays les plus pauvres.

Ces progrès de la convergence des revenus et de la réduction de la pauvreté sont dus pour une large part au commerce et aux investissements mondiaux — sinon aux politiques de libre-échange dans de nombreux cas, du moins à l'ouverture de débouchés extérieurs.

La croissance n'a cependant pas toujours été partagée équitablement dans le tiers-monde. En gros, les inégalités se sont aggravées, surtout en Asie et en Europe orientale, alors que dans certaines parties de l'Amérique latine (au Brésil notamment), elles ont diminué, mais restent élevées par rapport au reste du monde.

La hausse des inégalités dans la plupart des pays avancés, couplée au récent ralentissement de la croissance économique de presque tous les pays avancés, s'est soldée par une hausse à long terme relativement faible des revenus des ménages, sauf dans les tranches supérieures (graphique 1). Les causes du ralentissement sont complexes, mais tiennent en partie à la crise financière mondiale.

Le cas des États-Unis illustre la façon dont la croissance économique des pays avancés est devenue moins solidaire au fur et à mesure qu'elle a ralenti dans l'après-guerre. En 2014, le revenu réel annuel médian d'un ménage américain était de 53.657 dollars, selon les statistiques américaines, soit à peu près identique en termes réels à celui de 1989, alors qu'il avait quasiment doublé entre le début des années 50 et la fin des années 80. Après une période de progrès économique rapide et plus largement partagé, au moins 50 % des ménages américains sont passés à côté des bénéfices de la croissance durant le dernier quart de siècle. (Avant un bond subit de 5,2 % du revenu médian en 2015, dont la durabilité reste à prouver.)

Cette évolution reflète les idiosyncrasies du développement de chaque nation — changement de la progressivité des impôts, limitation de la rémunération des dirigeants d'entreprises, ou financiarisation de l'économie. Mais la mondialisation et la technologie sont des éléments moteurs universels; il faut donc essayer d'en jauger l'influence respective. Et la mondialisation et la technologie s'entremêlent : les innovations, notamment des technologies de l'information et des communications (TIC), ont accru les possibilités commerciales, par exemple dans les services tels que la banque ou l'assurance. Si elles trouvent des débouchés à l'exportation ou font face à la concurrence des importations, les entreprises peuvent innover pour améliorer leurs processus de production. Les investissements directs étrangers (IDE), comme les échanges, peuvent favoriser l'exportation des meilleures pratiques technologiques, ce qui, en soi, influe sur la dynamique de l'avantage comparatif. Le commerce mondialisé aide donc à faire de la technologie un facteur mondial.

Un monde en transformation

Les bouleversements des 25 dernières années prouvent que le commerce et la technologie ont modifié les paramètres de la production et des salaires partout dans le monde. Au début des années 90, divers courants convergents ont refaçonné l'économie mondiale. Le bloc soviétique s'est désagrégé, et les pays d'Europe orientale et d'Asie

qui le constituaient se sont mués en économies de marché ouvertes aux échanges et aux investissements internationaux. Peu après, la Chine, qui avait commencé à ouvrir son marché en 1978, a accéléré le processus, notamment en autorisant davantage d'entreprises à commercer avec le reste du monde et en abaissant les barrières aux importations et exportations. D'autres pays émergents lui ont emboîté le pas, notamment plusieurs nations d'Amérique latine, qui espéraient mettre fin à près de dix années de croissance faible et de surendettement, et l'Inde, qui a engagé de vastes réformes en 1991. Souvent, l'ouverture aux IDE et à d'autres types de flux financiers a aussi progressé, alimentant l'essor des exportations.

Ces transformations ont été fort bien accueillies à l'époque, à juste titre. Elles ont fait naître un système d'échanges internationaux d'une ampleur inégalée dans l'histoire de l'humanité. Elles portaient en germe la promesse non seulement d'une plus grande liberté économique, et dans certains cas politique, pour des milliards de citoyens du monde, mais aussi d'une croissance dynamique tirée par l'essor des revenus, de la consommation, des investissements et de l'innovation à l'échelle planétaire. La croissance s'est accélérée dans beaucoup de pays émergents, accentuant parfois les inégalités internes, car certaines personnes savaient mieux que d'autres saisir ces nouvelles opportunités. Il reste que l'on a assisté, pour la première fois, à l'émergence de classes moyennes en Chine et en Inde.

Mais les importantes conséquences distributives de ces mutations mondiales ne sont pas passées inaperçues, en particulier pour les travailleurs des pays avancés, confrontés à l'explosion de l'offre mondiale de main-d'œuvre — souvent peu qualifiée. En l'an 2000, la Chine, l'Inde et les pays du bloc soviétique avaient mis sur le marché mondial près de 1,5 milliard de travailleurs, doublant l'offre de main-d'œuvre (Freeman, 2007). D'après Stolper-Samuelson, la hausse du ratio mondial travail/capital tend à faire diminuer la rémunération du travail par rapport au revenu du capital dans les pays avancés; cela explique sans doute en partie à la fois la léthargie des salaires médians et la chute de la part de la main-d'œuvre dans le PIB en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon. Ce processus a été renforcé par le déclin du syndicalisme et la plus grande inclination des entreprises à relocaliser leur production dans des pays où les salaires sont bas.

D'après le raisonnement de Stolper-Samuelson, les travailleurs peu qualifiés des pays pauvres devraient voir leurs salaires relatifs augmenter, tandis que les travailleurs hautement qualifiés gagnent plus dans les pays riches, ce qui amoindrirait les inégalités salariales dans les pays pauvres et les accentuerait dans les pays riches. Or, l'écart entre les salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés s'est en fait creusé dans les deux groupes de pays après les années 80. Autre entorse à la logique de Stolper-Samuelson, les primes à la compétence ont eu tendance à augmenter même au sein des branches d'activité, alors que rien ne montre que les entreprises des pays avancés employaient un plus gros pourcentage de travailleurs peu qualifiés en raison de la baisse de leur coût relatif.

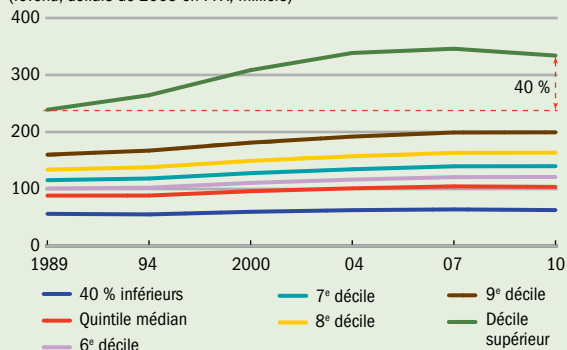
Beaucoup d'économistes pensent que l'évolution mondiale de la prime à la compétence au cours des années 90 s'explique principalement par le progrès technologique, qui favorise les travailleurs hautement qualifiés — par exemple la révolution des TIC —, autre phénomène mondial qui a produit des changements fort bien accueillis, qui se sont accélérés au début des années 90. Mais l'expansion des échanges y a peut-être été pour quelque chose, car les

Graphique 1

Toujours plus haut

Les revenus des 10 % de citoyens les plus aisés dans les pays avancés n'ont pas cessé d'augmenter au cours du dernier quart de siècle, alors que ceux de la classe moyenne et des plus défavorisés sont restés à la traîne.

(revenu, dollars de 2005 en PPA; milliers)



Sources : enquête sur le revenu des ménages au Luxembourg/New York Times Income Distribution Database (2014); calculs des services du FMI.

Note : pays = Allemagne, Canada, États-Unis, Italie et Royaume-Uni. PPA = parité de pouvoir d'achat.

entreprises exportatrices utilisent relativement plus de main-d'œuvre qualifiée que celles qui n'exportent pas, ce qui donne à penser que le commerce alimente la demande de compétences. Autre facteur à prendre en compte : la délocalisation de la production; en effet, le déplacement des activités demandant peu de qualifications des pays riches vers les pays pauvres peut faire augmenter partout la prime à la compétence (Feenstra et Hanson, 1996).

Depuis le début du siècle, la mondialisation, y compris la pleine intégration de la Chine dans le système des échanges internationaux, s'est accélérée. L'accroissement des investissements dans l'éducation a favorisé l'externalisation des activités manufacturières et services routiniers, ainsi que l'essor des exportations de haute technologie, de la Chine en particulier. Dans les pays avancés, les emplois moyennement qualifiés sont en voie de disparition; cette «polarisation» tient en partie au commerce et aux délocalisations, mais peut-être aussi aux avancées technologiques, car les tâches routinières sont de plus en plus automatisées (Goos, Manning et Salomons, 2014).

On ne dispose que depuis peu de données assez détaillées pour prouver les effets négatifs à long terme des importations chinoises et des délocalisations sur l'emploi dans les branches d'activité concurrencées par ces importations sur les marchés du travail et sur les salaires. La part de la main-d'œuvre manufacturière a diminué dans l'ensemble des pays avancés, en raison de l'augmentation relativement vive de la productivité de ce secteur. Mais le déclin a été très marqué aux États-Unis dans les années 2000, car les entreprises investissaient leurs capitaux à l'étranger pour y faire fabriquer des produits qui seraient exportés aux États-Unis, notamment par la Chine (graphique 2).

Les travailleurs licenciés par les entreprises manufacturières américaines qui parviennent à retrouver un emploi doivent accepter des salaires nettement plus bas, comme le montrent plusieurs études (Autor, Dorn et Hanson, 2016; Ebenstein, Harrison et McMillan, à paraître). La triste situation des travailleurs déplacés par la concurrence des importations et frappés par la déperdition de leurs salaires et le chômage de longue durée se retrouve dans des pays très divers, y compris dans les pays émergents. C'est aussi un problème coriace, exacerbé depuis peu par le vieillissement de la main-d'œuvre dans les pays avancés et par l'ampleur des bouleversements liés à la rapide croissance des exportations de la Chine.

Du filet de sécurité au tremplin

Il ne faut pas s'attendre à d'autres chocs de même ampleur que ceux qu'a produits la nouvelle donne économique mondiale, mais leurs contrecoups politiques et économiques restent considérables, et il y aura sûrement des bouleversements similaires — mais de moindre envergure. Comment les gouvernants peuvent-ils faire front au protectionnisme et répartir plus largement les gains du commerce?

Dans son rapport de 1989, *S'adapter pour gagner*, le Conseil consultatif pour l'adaptation du Canada faisait une distinction entre les politiques de type «filet de sécurité» — qui assurent, par exemple, à ceux qui ont perdu leur emploi une protection sous forme d'indemnités de chômage — et les politiques de type «tremplin» qui les aident à retrouver un emploi (Trebilcock, 2014). Chacun a son importance, mais un système de tremplin comprenant des mécanismes d'orientation et de recyclage aide les gens à s'adapter plus vite en cas de choc économique, réduit les périodes de chômage prolongé et la dépréciation des compétences et de l'employabilité

qui en découle. Ce type de tremplin pour l'emploi existe déjà dans beaucoup de pays avancés et mérite un examen plus approfondi pour que tout le monde puisse s'inspirer des pratiques optimales.

Les tremplins sont utiles (et sans doute nécessaires) dans toutes sortes de transitions et pas seulement celles qui ont trait aux échanges commerciaux. Il est difficile d'identifier spécifiquement les pertes d'emplois liées au commerce, et il est indispensable que les pouvoirs publics interviennent pour accélérer la reconversion des travailleurs, que ce soit à cause de l'incidence du commerce ou d'un autre facteur de changement économique. Afin de favoriser l'adaptation, il faut investir dans l'éducation, pour former une force de travail agile, dans les infrastructures nécessaires, dans la santé et dans l'amélioration du parc de logements, réduire les obstacles à l'entrée de nouvelles entreprises et veiller au bon fonctionnement des marchés financiers. Cela a en outre l'avantage de promouvoir la croissance.

Les filets de sécurité ont aussi leur importance. Les économies ouvertes sur le monde peuvent être plus vulnérables aux chocs exogènes et donc demander des dispositifs de protection plus développés. L'État peut offrir une assurance salariale partielle élargie aux travailleurs déplacés relégués dans des emplois moins rémunérateurs (Kletzer et Litan, 2001) et proposer aux employeurs des subventions salariales pour qu'ils embauchent des travailleurs déplacés. Des programmes tels que le crédit d'impôt sur le revenu gagné aux États-Unis devraient être élargis afin de réduire les écarts de revenu tout en encourageant les citoyens à travailler. Il faut rendre la fiscalité et les transferts plus progressifs afin que les fruits de la mondialisation soient mieux partagés.

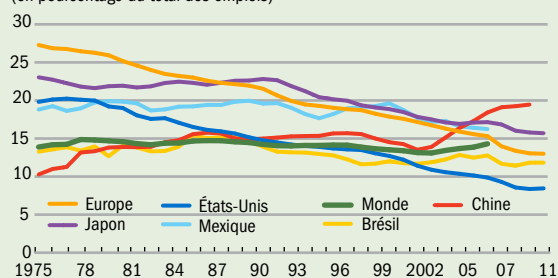
Comme la mobilité croissante des capitaux au travers des frontières a nourri la concurrence fiscale entre les nations, il est devenu plus difficile pour les États de financer des systèmes de protection sociale et des programmes d'ajustement sans imposer exagérément le revenu du travail ou recourir à des taxes à la consommation régressives. De ce fait, nous avons besoin de coordonner la lutte internationale contre l'évasion fiscale pour éviter que le gros des gains de la mondialisation ne bénéficie de manière disproportionnée au capital. Si rien n'est fait pour corriger ces inégalités, le soutien politique au commerce va continuer à s'effriter.

Graphique 2

Relocalisations

Le secteur manufacturier représente une fraction depuis longtemps décroissante de la main-d'œuvre des pays avancés, car les emplois sont relocalisés dans les pays émergents ou disparaissent à cause des avancées technologiques.

(en pourcentage du total des emplois)



Sources : EU-KLEMS; EUSTAT; GGDC 10-Sector; ILOSTAT; Bureau national des statistiques de Chine; OCDE; RIETI CIP.

Aucune garantie

La mondialisation présente un potentiel de gains pour tous, mais rien ne garantit que ce potentiel se réalisera en l'absence d'initiatives décisives des pouvoirs publics pour venir en aide à ceux qui en subissent les effets secondaires. Des années de transformation radicale du système mondial depuis le début des années 90, couplées à la faiblesse persistante de la croissance économique après la crise financière mondiale, ont laissé beaucoup d'individus et de collectivités au bord du chemin. De ce fait, l'opposition à la poursuite des échanges commerciaux et de la libéralisation du commerce est en train de se cristalliser dans un certain nombre de pays industrialisés.

Les politiques commerciales ne sont pourtant ni les seuls, ni les plus importants facteurs, et ne sont pas non plus responsables du ralentissement économique. Les avancées technologiques et les idiosyncrasies du développement des nations ont aussi joué un rôle majeur. Le consensus politique sur la politique commerciale durant une grande partie de l'après-guerre va s'évanouir si l'on ne s'attache pas à répartir les risques de l'ouverture commerciale; garantir la flexibilité des marchés du travail et la formation d'une main-d'œuvre adaptable; faire coïncider les besoins et les compétences; perfectionner les marchés financiers et remédier aux inégalités. Cet effort coordonné est aussi indispensable pour faire face à d'autres transitions qui, comme les échanges commerciaux, peuvent nuire à certains et exiger des adaptations au sein de l'économie.

Le commerce n'est un cas particulier que si l'on s'imagine que les gouvernements peuvent faire abstraction du reste du monde quand le monde ne va pas comme il faut. Au XXI^e siècle, cependant, l'interdépendance n'est pas affaire de choix. ■

Maurice Obstfeld est Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI.

Bibliographie :

Autor, David H., David Dorn, and Gordon H. Hanson, 2016, "The China Shock: Learning from Labor Market Adjustment to Large Changes in Trade," NBER Working Paper 21906 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Dabla-Norris, Era, and Romain Duval, 2016, "How Lowering Trade Barriers Can Revive Global Productivity and Growth," iMFdirect, posted June 20.

Ebenstein, Avraham, Ann Harrison, and Margaret McMillan, forthcoming, "Why Are American Workers Getting Poorer? China, Trade, and Offshoring," in *The Factory-Free Economy*, ed. by Lionel Fontagné and Ann Harrison (New York: Oxford University Press).

Feenstra, Robert C., and Gordon H. Hanson, 1996, "Globalization, Outsourcing, and Wage Inequality," *American Economic Review*, Vol. 86, No. 2, p. 240–45.

Freeman, Richard B., "The Great Doubling: The Challenge of the New Global Labor Market," 2007, in *Ending Poverty in America: How to Restore the American Dream*, ed. by John Edwards, Marion Crain, and Arne L. Kalleberg (New York: New Press).

Goos, Maarten, Alan Manning, and Anna Salomons, 2014, "Explaining Job Polarization: Routine-Biased Technical Change and Offshoring," *American Economic Review*, Vol. 104, No. 8, p. 2509–26.

Kletzer, Lori G., and Robert E. Litan, 2001, "A Prescription to Relieve Worker Anxiety," *Policy Brief 73* (Washington: Brookings Institution).

Trebilcock, Michael J., 2014, *Dealing with Losers: The Political Economy of Policy Transitions* (New York: Oxford University Press).



COLUMBIA | SIPA School of International and Public Affairs

12-MONTH MPA PROGRAM IN ECONOMIC POLICY MANAGEMENT AT COLUMBIA

Designed for mid-career professionals, with tracks in

- Economic Policy Management
- Central Banking and Financial Markets
- Global Energy Management and Policy

Application Deadline for 2017–2018: January 5, 2017

- A rigorous graduate training in micro- and macroeconomics
- Faculty of world's leading economists, policymakers, and expert practitioners
- Tailored seminar series on macroprudential policymaking, international finance, and financial crises

Contact us at pepm@sipa.columbia.edu | 212-854-6982 | sipa.columbia.edu/pepm



Voie à double-sens

Les dirigeants doivent remédier aux problèmes économiques et politiques pour renforcer la mondialisation

David Lipton

LA MONTÉE des doutes et du mécontentement à l'égard de la mondialisation ébranle les fondements économiques et politiques de notre ordre international. Le commerce et l'ouverture économiques étant en ligne de mire, nous risquons d'assister à l'effondrement de la coopération qui a été le moteur d'une ère de prospérité sans précédent.

Les dirigeants mondiaux doivent prendre ce problème à bras le corps, en commençant par examiner le substrat politique du débat actuel. Les symptômes récents sont le vote pour le Brexit au Royaume-Uni et les élections présidentielles aux États-Unis, mais il y a beaucoup d'autres exemples dans nombre de pays. L'atonie de la croissance, le chômage élevé et les inégalités de revenus de plus en plus criantes alimentent l'insatisfaction.

Les dirigeants économiques et le FMI lui-même sont confrontés à une situation sans précédent. Depuis trop longtemps, nos délibérations et décisions n'ont pas pleinement pris en compte les ramifications politiques.

Nous voyons maintenant que la politique et l'économie sont une voie à deux sens. Nous devons nous attaquer aux risques politiques complexes de notre temps. Mais la manière dont nous réagissons aux enjeux économiques qui se profilent aujourd'hui — croissance lente, inégalités des revenus et des sexes, avancées technologiques et évolution démographique — aura une profonde influence sur la politique de demain.

Les risques actuels sont les suivants :

- Les menaces internes, telles que la défiance à l'égard de l'ordre mondial, qui sont au cœur du débat actuel. Le désarroi des citoyens devant la stagnation de leurs revenus, la perte de leurs emplois et l'aliénation sociale a rapidement bouleversé la politique de nombreux pays avancés.
- Les abus tels que la corruption, le favoritisme et la mauvaise gestion, qui minent la confiance dans les processus démocratiques et mettent aussi en question la légitimité des élites économiques et politiques.
- Les menaces externes, telles que le terrorisme; la désagrégation des États-nations et l'apparition de nouvelles entités non étatiques; les flux de réfugiés ou encore les attaques informatiques et autres menées criminelles transfrontalières. Les entreprises jouent désormais un rôle nouveau et important. Elles traitent plus de données que les pouvoirs publics, les transmettent non seulement au-delà des frontières, mais les stockent aussi dans le



David Lipton est Premier Directeur général adjoint du FMI.

nuage et s'en servent pour influencer l'opinion publique et le comportement des consommateurs.

Parallèlement, la communauté internationale se trouve sur un terrain géopolitique de plus en plus mouvant. La Chine et d'autres puissances émergentes comme le Brésil, l'Inde et la Russie exigent d'avoir davantage voix au chapitre et s'emploient à créer des institutions multilatérales qui tiennent mieux compte de leur poids croissant au sein de l'économie mondiale. Les institutions existantes, dont le FMI, s'adaptent à la nouvelle réalité.

L'heure n'est pas à l'immobilisme. L'heure est au leadership et à la coopération internationale, qui doivent aller de pair. Beaucoup de ces problèmes apparemment insolubles dépassent les frontières, et, sans cette coopération, les dirigeants nationaux

auraient du mal à répondre aux demandes de leurs citoyens. Les mécanismes de coopération — au sein des institutions multilatérales, par l'intermédiaire du G-20 et d'autres enceintes politiques, et même de nouvelles institutions comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures — peuvent contribuer à réaliser les promesses de la mondialisation et à en limiter les effets nocifs. Une coopération efficace aidera les dirigeants à freiner les réactions populistes dans leurs pays.

Nous avons vu la coopération à l'œuvre lorsque les États ont réagi face à la crise financière mondiale. Les dirigeants ont pris des mesures pour éteindre l'incendie chez eux et ont su unir leurs forces grâce à un nouveau dispositif de collaboration internationale incluant le Groupe des 20 pays avancés et en développement, le FMI et d'autres institutions.

Face aux enjeux actuels, l'essentiel est d'adopter les mesures qui sont efficaces. Nous devons nous efforcer en premier lieu de raffermir la croissance : pour que chacun ait une plus grosse part du gâteau, il faut que le gâteau soit plus gros. Deuxièmement, pour que les fruits de la croissance économique soient largement partagés, il faut répondre aux besoins de ceux qui pâtissent de la crise financière, de l'évolution des technologies ou de la mondialisation. Sinon, nos problèmes politiques ne feront qu'empirer.

Le FMI peut aider à renforcer la coopération et l'efficacité des mesures gouvernementales. Nous pouvons identifier les inflexions qui s'imposent dans chaque pays pour relancer la croissance et peut-être améliorer la compréhension des ramifications politiques. Il est crucial de résister aux forces de la fragmentation. Face aux dangers qui nous menacent, la coopération est plus que jamais vitale pour la prospérité de la communauté internationale. ■



Arrivée de migrants à Ellis Island, New York, au début du XX^e siècle.

UN NOUVEAU CONCEPT ... vieux comme le monde

Si le terme «mondialisation» est récent, l'internationalisation des marchés, des peuples, des idées et des cultures ne date pas d'hier

Harold James

LA MONDIALISATION suscite des réactions curieuses. Si nous nous accordons pratiquement tous à dire qu'une révolte contre ce phénomène est en cours, nous sommes aussi nombreux à reconnaître le caractère inévitable et irréversible du processus fondamental.

Vrai ou faux? L'histoire aide à comprendre la dynamique des révoltes contre la mondialisation, à savoir le mouvement de l'argent, des biens, des personnes, des idées, des technologies et des cultures à travers les frontières.

Le terme «mondialisation», dans son acception moderne, a été inventé dans les années 70 pour désigner l'internationalisation des marchés, en particulier financiers, suite à la flambée du prix du pétrole, mais il reflète une réalité beaucoup plus ancienne. L'apparente montée en régime de la mondialisation de ces derniers temps, au moins jusqu'à la crise financière mondiale, n'est qu'une des nombreuses phases ascendantes et des nombreux revirements qui jalonnent l'histoire de l'humanité.

La crise a montré qu'il est trompeur — et dangereux — de se fier à l'analyse de «tendances» économiques déduites de l'extrapolation d'une courte période de données. Car nous ignorons à quel point ces données sont inhabituelles ou exceptionnelles, et combien l'interconnexion mondiale est complexe. Le choc d'une crise inattendue a éveillé un intérêt nouveau pour l'observation de cycles issus de périodes bien plus longues. Plus anciens et plus étendus, ces cycles peuvent révéler des vulnérabilités qui aident à comprendre comment ajuster le cadre institutionnel afin de rendre la mondialisation plus stable, moins dangereuse et plus juste.

La mondialisation autrefois

L'essor du commerce mondial entre la deuxième moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e est un thème cher aux historiens de l'économie (O'Rourke et Williamson, 1999). Pourtant, cette période n'a certainement pas été le seul épisode de



mondialisation. Des preuves archéologiques attestent de l'ampleur mondiale du commerce sous l'Empire romain, où la monnaie romaine s'échangeait jusqu'aux côtes de Sri Lanka et du Viet Nam. Les nombreuses phases d'expansion commerciale et financière ultérieures ont souvent vu ressurgir des idées héritées de l'Antiquité classique et de l'ère romaine de la mondialisation (et de la domination mondiale). Ce fut le cas de la reprise économique de la fin du XV^e siècle et du début du XVI^e (toile de fond économique de la Renaissance), ou au XVIII^e siècle, lorsque le progrès technique et les moyens de communication ont permis à la Grande-Bretagne et à la France de bâtir des empires planétaires.

Technologie et mondialisation sont étroitement liées, voire indissociables. Au XIX^e siècle, la machine à vapeur a été à l'origine de l'interconnexion du monde, qui a ouvert de nouveaux continents et permis d'acheminer des denrées vers des marchés lointains par chemin de fer. Puis les bateaux à vapeur ont relié les continents, et la baisse spectaculaire des coûts de transport a stimulé l'intégration des marchés. Quant au télégraphe, qui a franchi les océans à compter de la pose du premier câble transatlantique en 1865, il a répondu au besoin d'une communication unifiée pour coordonner les transports.

Grâce à l'essor de l'imprimerie et de la presse, les gens ont pu enrichir leurs connaissances sur d'autres pays et comparer la rudesse de leur sort avec un Eldorado mythique. Ils étaient prêts à endurer d'immenses sacrifices pour entreprendre des expéditions périlleuses. Pragmatiques, la plupart étaient conscients que la terre promise ne se matérialisait peut-être pas pour eux, mais qu'elle constituait une réelle possibilité pour leurs enfants.

Soupapes de sécurité

Au-delà de la quête d'une vie meilleure, l'émigration fait office de soupape permettant d'évacuer la pression sociale dans les pays d'origine. Elle a remédié aux problèmes causés par des progrès technologiques et des pratiques commerciales qui ont rendu obsolètes des pans entiers de l'activité économique, le départ étant synonyme de nouveaux débouchés.

Au XIX^e siècle, l'exode de ressortissants de la très pauvre périphérie de l'Europe (Europe de l'Est et méditerranéenne, et Scandinavie) a augmenté les revenus, de façon très spectaculaire chez les migrants scandinaves. Ils furent 30 millions à quitter l'Europe pour rejoindre les États-Unis entre le milieu du XIX^e siècle et le début du XX^e; 6,5 millions à partir en Argentine et 5 millions au Canada. La proportion de la population américaine née à l'étranger était plus élevée à la veille de la Première Guerre mondiale qu'aujourd'hui.

La dynamique politique de l'émigration a été schématisée par l'économiste Albert Hirschman, sûrement inspiré par sa propre fuite de la persécution politique et raciale dans l'Allemagne nazie (Hirschman, 1970). Plus il est aisé de partir (sortie), moins l'engagement envers la société politique du pays d'origine (fidélité) est fort et moins le besoin de formuler des idées (voix) est pressant. Lorsque la porte de sortie se ferme, les voix s'élèvent.

La dynamique est inversée dans les pays d'accueil, où l'arrivée de migrants génère fidélité et dynamisme économique. Comme l'a souligné feu Thomas McCraw, l'esprit d'entreprise américain doit beaucoup à l'inventivité des migrants (2012).

Il arrive que ces soupapes détournent les courants et provoquent des inondations ailleurs, ce qui rend l'émigration très impopulaire. L'hostilité envers la mondialisation frappe souvent la dernière soupape de sécurité ouverte, ce qui semble être le cas dans de nombreux pays aujourd'hui.

Revirements

Il existe plusieurs explications historiques à l'hostilité envers la mondialisation.

Tout d'abord, *la simple réaction psychologique à la différence*. Saturés d'interaction, les gens fuient ce qui est étranger, et se protègent des périls et des ravages mondiaux.

Le débat autour du commerce avec les contrées éloignées a souvent viré à la dénonciation de luxes superflus. Aristote et son successeur chrétien au Moyen-Âge Thomas d'Aquin reconnaissaient sa nécessité pour certains produits, mais considéraient la production locale plus morale, convaincus que les étrangers allaient perturber la vie civile (Irwin, 1996). Le philosophe romain Pline l'Ancien se plaignait que la Cité Éternelle soit inondée d'onéreux et inutiles produits de luxe en provenance d'Inde, de Chine et de la Péninsule arabique, et le poète Properce se lamentait de voir «la fière Rome crouler sous sa richesse». Père

Le débat autour du commerce avec les contrées éloignées a souvent viré à la dénonciation de luxes superflus.

de la Réforme protestante, le théologien Martin Luther pestait contre les luxueux produits italiens qui supplantaient les biens de fabrication allemande. De même, la Révolution américaine est née d'une sorte de rébellion antimondialiste contre les taxes britanniques, mais aussi contre un produit de luxe, le thé, fabriqué par des multinationales anglaises.

L'hostilité envers l'immigration a aussi pris la forme du nativisme. En 1882, le Congrès américain adopta le *Chinese Exclusion Act*, qui bloquait les frontières aux travailleurs chinois (et obligeait tous les Chinois à présenter à leur arrivée un certificat indiquant leur profession). La loi a été régulièrement renouvelée, avant son abrogation en 1943. D'autres projets de loi limitant l'immigration de façon générale ont également été votés, mais régulièrement rejetés par le Président, jusqu'à la Première Guerre mondiale.

L'histoire fournit une deuxième explication : *la mondialisation se désagrège pendant les crises financières*. La finance est la plus volatile des connexions internationales. La mondialisation amplifie les crises financières. L'histoire a montré que les flux de capitaux entre pays ont été plus importants durant l'ère de l'intégration sous l'étalon-or que pendant la vingtaine d'années qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, marquée par une interconnexion financière limitée. Mais les crises bancaires ont également été plus nombreuses sous l'étalon-or. Les grandes crises financières survenues en 1907 et après 1929 ont donné lieu à un nouveau phénomène de nationalisme, les krachs étant mis sur le compte des étrangers et de leur influence.



Train de la compagnie Great Western Railway, Ontario, Canada, au XIX^e siècle.

La troisième hypothèse veut que *la volatilité ou l'effondrement de la finance invite à s'interroger sur le fonctionnement du système international* et sur l'augmentation de la sensibilité à la dynamique du pouvoir sur la scène mondiale. La crise de 1907 est riche d'enseignements s'agissant de l'impact des crises financières, mais aussi de l'influence de la finance sur la politique. Après 1871, le système financier mondial gravitait essentiellement autour de la Grande-Bretagne et de la City londonienne. La Panique d'octobre 1907 a sensibilisé les puissances industrielles montantes, notamment l'Allemagne et les États-Unis, à l'attrait du pouvoir financier. La crise a incontestablement trouvé son origine aux États-Unis, où la forte demande de liquidités provoqua un envol des taux d'intérêt qui stimula les importations d'or. Mais les taux augmentèrent également ailleurs, mettant la pression sur les banques en Égypte, en Italie, en Suède ou encore en Allemagne, pratiquement partout en somme.

L'expérience de 1907 allait convaincre certains financiers américains de la nécessité de doter New York d'un système de négociation de titres pour financer les échanges. Un calque du modèle flexible adopté par Londres sur son marché profond et mature (Broz, 1997; Eichengreen et Flandreau, 2010). Paul Warburg fut le champion du marché d'acceptations américain permettant d'échanger des instruments à court terme, généralement utilisés pour financer les importations et les exportations. Allemand immigré aux États-Unis, Warburg allait devenir l'un des principaux artisans de la Réserve fédérale. Influent banquier hambourgeois, son frère aîné, Max Warburg, était le conseiller personnel du Kaiser autocrate Guillaume II. Des deux côtés de l'Atlantique, les frères militèrent énergiquement en faveur d'institutions allemandes/américaines offrant une alternative au monopole industriel et financier britannique, convaincus de la montée en puissance de leurs pays et du déclin du Royaume-Uni.

Quatrièmement, *les connexions mondiales sont détruites par les guerres qui naissent des tensions issues d'un paysage géopolitique bouleversé par la mondialisation et répondent aux vulnérabilités et à l'interdépendance stratégique*. Il existe une vision traditionnelle, issue de la pensée de Montesquieu, selon laquelle le commerce est un facteur de paix. Partisans du libre-échange au XIX^e siècle, les Britanniques John Bright et Richard Cobden

avançaient le même argument. C'est dans *La Grande Illusion* (1913) de Norman Angell que l'on trouve l'explication la plus célèbre de ce concept de paix voulant que «les forces économiques intangibles réduisent à néant la force des armes». Angell voulait démontrer à quel point l'interdépendance économique avait modifié l'idée de domination et d'empire. Il y voyait un contraste fondamental avec l'impérialisme du modèle romain, bâti sur la fiscalité imposée aux peuples assujettis. «Rome n'avait pas besoin de créer des marchés et de trouver un terrain pour l'utilisation de son capital. Contrairement à nous.»

Cependant, cette interdépendance a permis d'instrumentaliser politiquement la menace d'une perturbation systémique (Lambert, 2012). La complexité des réseaux dans un contexte mondialisé et la manière dont ils peuvent être utilisés pour diffuser l'influence en font une arme idéale dans la lutte des puissances. Cela dit, les stratégies y ayant recours ne sont pas simples puisque l'arroseur peut très bien se retrouver arrosé. Lors de la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne a entamé la guerre par un blocus massif et, en 1917, l'Allemagne s'est engagée dans une bataille sous-marine totale, mais, dans les deux cas, les stratégies se sont retournées contre elles. Bien entendu, le mal était fait.

Les enseignements de la mondialisation

À chaque stade du cycle de mondialisation, nous avons tendance à extrapoler à partir des événements en cours et à considérer que cette phase durera à jamais, qu'il s'agisse d'un essor résolu ou d'une désespérante spirale négative. Une rupture dans la tendance positive engendre alors un profond sentiment de désorientation et de désillusion.

Au lendemain de la récente crise financière, à l'instar de leurs prédécesseurs un siècle plus tôt, les banquiers allemands et américains ont voulu non seulement réformer leur secteur, mais aussi envisager une nouvelle donne financière et économique mondiale. Les États-Unis, pourtant l'épicentre de la crise de 2007-08, ont mieux récupéré que d'autres pays développés en raison de la profondeur et des capacités de leur système financier. En Europe et en Asie, cette expérience a suscité de grands débats autour des moyens de reproduire la modernité et la robustesse du système américain, tout comme les Allemands et les Américains avaient tenté de s'inspirer du modèle de la City et de la Banque d'Angleterre après 1907.

Comme il y a un siècle de cela, les enseignements tirés de l'instabilité varient d'une région à l'autre. Pour les dirigeants chinois, la priorité consiste à renforcer le rôle de leur pays dans le financement des échanges, avec une augmentation rapide de la proportion des transactions libellées en renminbi. Les Chinois réinterprètent le débat du début du XX^e siècle autour du remplacement des acceptations commerciales de Londres par celles de New York.

Pour les Européens, le grand enseignement réside dans le besoin d'un actif plus sûr et d'un meilleur marché pour les obligations d'État, ce qui impliquerait le passage à un titre européen standard comparable au bon du Trésor américain. On revient ainsi au débat allemand suite à la Panique de 1907. De nombreux économistes européens et extra-européens reconnaissent les vertus du début de l'aventure américaine, qui vit le Père fondateur Alexander

Hamilton bâtir la nouvelle république sur la base d'une dette nationale consolidée. Cependant, la création d'un titre européen normalisé suppose des aménagements politiques et constitutionnels difficilement envisageables au sein de l'Union européenne.

La création d'un titre européen normalisé suppose des aménagements politiques et constitutionnels au sein de l'Union européenne.

De même, pour atteindre son plein développement, le marché obligataire allemand du début du XX^e siècle aurait nécessité une constitutionnalisation beaucoup plus poussée.

Jeu à somme nulle

Pour d'autres pays, le principal enseignement de la crise de 2008 est que le monde est par nature une terre de conflits et que les grandes puissances jouent un jeu à somme nulle dans leur quête d'hégémonie (Rachman, 2011). Rien d'étonnant à ce que les cibles de cette diplomatie financière intensive se mettent en quête d'alternatives au dollar et au système financier international. Les déclarations du Président russe Vladimir Poutine à Sochi au lendemain de la crise de 2008 ont ostensiblement fait écho aux critiques formulées par la France dans les années 60 à l'égard du privilège exorbitant du dollar — préservé par son statut de devise de réserve internationale des contraintes de marché des autres monnaies. Difficile d'expliquer la politique de Poutine après 2008 autrement que par l'enseignement qu'il a tiré de 2008, à savoir l'apparente vulnérabilité américaine. Le contrat gazier russo-chinois de 2014 avait cela de particulier que les ventes n'étaient pas libellées en dollars, ce qui répondait au désir chinois de voir le renminbi gagner en stature et à l'objectif russe de réduire la dépendance du commerce international vis-à-vis du billet vert. L'émigration augmente également suite à des crises financières et à des guerres et conflits dévastateurs.

Vision d'espoir

Lors de la séance d'ouverture de la conférence monétaire internationale de Bretton Woods en 1944, Henry Morgenthau, Secrétaire du Trésor américain, avait déclaré :

«J'espère que cette conférence dirigera tout particulièrement son attention sur deux axiomes économiques élémentaires. Le premier est que la prospérité n'a pas de limites fixes. Ce n'est pas une substance finie que l'on peut diminuer par la division. Au contraire, plus les autres nations en jouiront, plus chacune d'entre elles en aura pour elle-même... Le deuxième axiome découle du premier. La prospérité, tout comme la paix, est indivisible. Nous ne pouvons pas nous permettre de l'éparpiller parmi les privilégiés ou d'en jouir aux dépens des autres.»

Parfois utilisé en synonyme de «mondialisation», l'anglicisme globalisation porte une signification différente en français.

«Globaliser» signifie établir des liens entre différents domaines, la sécurité et l'économie par exemple, ou bien, de façon plus générale, évaluer sur le même plan différents types de risques. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, au moment de dessiner un nouvel ordre de paix, les Nations Unies et les institutions économiques internationales ont été conçues avec une symétrie délibérée : les cinq plus grandes puissances étaient aussi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Elles détenaient également les cinq plus fortes quotes-parts, et des sièges permanents à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Mais un fossé s'est créé entre les systèmes politiques et économiques lorsque l'Union soviétique n'a pas ratifié les accords de Bretton Woods et lorsque le siège du FMI est revenu à la modeste République de Chine (Taiwan) suite à la Révolution communiste. La République populaire de Chine n'a repris ce siège qu'en 1980.

La vision de 1944–45 reposait sur les passerelles entre les domaines politiques et économiques. Mais la séparation intervenue entre ces sphères a rendu les problèmes difficiles — voire impossibles — à résoudre. Une tentative de résolution nécessiterait de raviver l'esprit qui avait prévalu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale afin de concevoir un socle institutionnel qui ait non seulement les ressources techniques pour amortir le choc des crises financières, mais aussi la possibilité de fédérer des pays autour d'un accord plus général sur une démarche commune. ■

Professeur d'histoire et d'affaires internationales à l'université de Princeton, Harold James est le nouvel historien officiel du FMI.

Bibliographie :

- Angell, Norman, 1913, *The Great Illusion: A Study of the Relation of Military Power to National Advantage* (Toronto: McClelland and Goodchild).
- Broz, J. Lawrence, 1997, *The International Origins of the Federal Reserve System* (Ithaca, New York: Cornell University Press).
- Eichengreen Barry, and Marc Flandreau, 2010, "The Federal Reserve, the Bank of England and the Rise of the Dollar as an International Currency, 1914–39," *BIS Working Paper 328* (Basel: Bank for International Settlements).
- Hirschman, Albert O., 1970, *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press).
- Irwin, Douglas A., 1996, *Against the Tide: An Intellectual History of Free Trade* (Princeton, New Jersey: Princeton University Press).
- Lambert, Nicholas, 2012, *Planning Armageddon: British Economic Warfare and the First World War* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press).
- McCraw, Thomas K., 2012, *The Founders and Finance: How Hamilton, Gallatin, and Other Immigrants Forged a New Economy* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press).
- O'Rourke, Kevin H., and Jeffrey G. Williamson, 1999, *Globalization and History: The Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy* (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).
- Rachman, Gideon, 2011, *Zero-Sum Future: American Power in an Age of Anxiety* (New York: Simon & Schuster).

À double tranchant



L'intégration de l'économie mondiale touche les travailleurs du monde entier

John Powers, électricien originaire de Rices Landing, Pennsylvanie, a changé de carrière grâce à une initiative publique en faveur des travailleurs licenciés.

LA MONDIALISATION façonne le cours de nos vies de multiples façons. Guidée par la mobilité des populations, des capitaux et des idées et favorisée par la technologie de l'information, elle est synonyme de vie meilleure pour certains, et d'adversité pour d'autres.

F&D dresse ici le portrait de six personnes sur cinq continents qui, pour le meilleur ou pour le pire, ont été touchées par la mondialisation.

Certains éprouvent des difficultés. Aux États-Unis, un ouvrier a perdu son emploi à cause de la concurrence étrangère, mais a rebondi grâce à une formation financée par l'État. En Suisse, les nouvelles technologies et la solidité du franc suisse créent une double menace pour les horlogers traditionnels : la concurrence des montres connectées à la mode et la main-d'œuvre française bon marché. Au Burkina Faso, la prospérité d'un agriculteur sur le marché mondial du coton a alimenté la croissance, mais la concurrence de pays plus riches qui ont les moyens de subventionner leur production menace ses moyens d'existence, et toute l'économie du pays.

D'autres en profitent, mais la situation est souvent nuancée. Aux Philippines, grâce à une main-d'œuvre relativement bon marché, instruite et anglophone, les entreprises de sous-traitance prospèrent. Le Pérou a bénéficié d'une hausse spectaculaire des cours internationaux du cuivre, essentiellement due à une demande chinoise insatiable. Enfin, en France, dans une banlieue difficile de Paris, des travailleurs laissés pour compte trouvent un emploi grâce à des applications comme Uber.



ACTE DEUX

John Powers se lève avant l'aube et conduit près de 100 kilomètres jusqu'à son travail à Pittsburgh (Pennsylvanie). Il lui arrive de ne rentrer qu'à 21 heures après une rude journée

passée à installer des barrières électriques. À 60 ans, cet ancien combattant de l'armée de l'air gagne 12 dollars de l'heure, et s'estime heureux d'avoir un emploi.

«Cinq de mes anciens employeurs ont mis la clé sous la porte ou ont licencié», raconte John en se reposant devant la cheminée de son coquet pavillon à Rices Landing, petite ville du Sud-Ouest de la Pennsylvanie.

Depuis des générations, les habitants de Rices Landing et d'autres villes sur les rives du Monongahela étaient assurés de trouver un emploi bien rémunéré dans les mines de charbon, les aciéries et les entreprises qui travaillaient pour elles, des équipementiers aux centrales électriques. Les choses ont commencé à changer dans les années 80, lorsque la sidérurgie a été décimée par la concurrence étrangère.

Aujourd'hui, le taux de chômage du comté de Greene, où vit John, s'établit à 7,1 %, l'un des plus élevés de Pennsylvanie, État où le chômage atteint 5,7 %.

Parmi les victimes récentes de la concurrence étrangère, on peut citer la fonderie de zinc de Monaca où John a réparé les machines pendant dix-huit ans. L'usine, qui récupérait le zinc de la poussière des fours à arc des aciéries, a été victime des importations bon marché d'acier galvanisé, revêtu de zinc.

Son propriétaire, Horsehead Corporation, a commencé en 2013 par licencier plus de 500 employés, dont John, puis a fermé l'usine l'année suivante. Pour rivaliser avec les importations, Horsehead a construit une fonderie moins coûteuse en Caroline du Nord et relocalisé la production d'oxyde de zinc au Canada.

«J'ai eu une peur bleue, se souvient John. Qu'est-ce que j'allais devenir? Je n'avais plus 20 ans.»

Un conseiller du Département du travail de Pennsylvanie l'a persuadé de profiter d'un programme fédéral en faveur des travailleurs privés d'emploi par la concurrence étrangère. Malgré ses scrupules à accepter une aide publique pour payer ses frais



de scolarité, John s'est inscrit au Pittsburgh Technical College pour se reconverter en électricien.

Il y a suivi des cours d'élocution, de rédaction et de mathématiques, ainsi que des cours d'électronique et de physique. «J'ai eu du mal à retourner sur les bancs de l'école, reconnaît-il. Certaines choses ne rentraient pas. Je devais les revoir deux ou trois fois.» Il s'est accroché, et a obtenu son diplôme spécialisé en 21 mois, avec mention, sans avoir manqué un seul cours.

«J'étais fier de moi, confie Powers, sur un ton bon enfant et avec un large sourire. Je ne pensais pas en être capable.»

John a décroché un emploi dans l'entreprise d'installation de barrières où il avait été apprenti, mais gagne deux fois moins qu'à Horsehead.

Beaucoup de ses anciens camarades n'ont pas eu cette chance. Certains ont perdu leur logement. Un autre, qui le taquinait d'avoir repris ses études, gagne aujourd'hui 10 dollars de l'heure comme ouvrier dans un élevage laitier.

«Il n'y a pas beaucoup d'argent par ici, indique John. Si vous gagnez 15 dollars de l'heure, c'est déjà très bien. Autrefois, c'était un salaire d'embauche à l'aciérie.»

Il aime son travail, mais les gros efforts physiques et les longs trajets quotidiens sont éprouvants. John, qui souffrait d'une arthrose de l'épaule, vient de se faire poser une prothèse. Depuis quelques mois, il a postulé sans succès à plus de 20 emplois plus proches, dont un comme responsable maintenance à une station d'épuration municipale.

Ses liens familiaux l'empêchent de chercher plus loin. Son père, 84 ans et métallurgiste à la retraite, vit tout près, au comté de Beaver, où John a grandi. Et puis John s'est fiancé à Alisa Hatchett, cadre au Département du travail, qui l'a encouragé à reprendre ses études.

En définitive, John pense avoir de la chance. «Aux râleurs, je réponds que le système a fait son devoir. Il m'a payé des études. Plus rien n'est acquis. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est vous aider. C'est ce qu'ils ont fait.»

Reportage : Chris Wellisz

Photographie : Martha Rial

ÉPOQUE TROUBLÉE

Lionel Parmentier et sa femme mènent depuis 40 ans une vie aisée grâce à l'horlogerie. Ils résident en Suisse à deux pas de stations de ski renommées, de vignobles classés patrimoine mondial et des eaux calmes du lac de Genève.

Symbole du confortable cocon économique dans lequel se nichent les citoyens du pays, son magasin de vente et de réparation a assuré à la famille 40 années relativement prospères.

Mais ce n'est pas le cas du secteur de l'horlogerie dont Lionel dépend, ni celui de son fils, qui s'est engagé dans la même voie, mais est aujourd'hui sans emploi et a peu de chances de trouver un travail convenable.

Entre 1995 et 2012, les horlogers suisses ont surfé sur une vague de croissance créée par la demande apparemment insatiable de produits de luxe venant des marchés émergents en pleine prospérité, en premier lieu la Chine. Mais la demande chinoise a nettement reculé depuis 2012, et avec elle la prospérité du secteur. Les horlogers ont subi un autre coup dur en

janvier 2015, lorsque la Banque nationale suisse a laissé flamber le franc suisse de 15 à 20 %, ce qui a sensiblement relevé le prix des montres suisses à l'étranger et a représenté un terrible revers pour un secteur qui exporte 95 % de sa production.

Selon la Fédération de l'industrie horlogère suisse, les exportations de bracelets-montres ont reculé de 5,6 % depuis 2011. Plus grave, les exportations ont diminué de 12,4 % entre le premier semestre de 2015 et le premier semestre de 2016. De grands acteurs comme Cartier, Vacheron Constantin et Piaget ont alors licencié. Le Swatch Group (avec des marques telles qu'Omega et Tissot) a enregistré une baisse de 54 % de son bénéfice d'exploitation au premier semestre de 2016.

Mais si l'illustre horlogerie suisse dépérit, le reste de l'économie semble bien se porter. À 60.500 dollars, le PIB par habitant est supérieur de 8 % à celui des États-Unis (en parité de pouvoir d'achat). D'autres exportations — produits chimiques et pharmaceutiques en particulier — progressent et, globalement, l'économie, partiellement dopée par la consommation publique, va bien. Les salaires sont élevés, le chômage faible. Certes, les étrangers n'achètent plus de montres suisses, mais les clients locaux restent nombreux à se rendre au magasin des Parmentier.

En revanche, Raphaël, fils de Lionel, a récemment perdu son emploi durant une vague de licenciements à la Compagnie financière Richemont, qui possède les marques Cartier et Piaget. Il était chef de projet au service de fabrication des cadrans depuis dix ans.



Lionel Parmentier dans son horlogerie à Lausanne, Suisse.



«La nouvelle m'a fait un choc. Nous venions d'emménager dans de nouveaux locaux», se souvient Raphaël.

Comme beaucoup d'analystes, il dénonce une stratégie axée sur le marché chinois. «Pour un observateur extérieur, il est évident que c'est une démarche dangereuse, précise-t-il. Ils sont très exposés à l'évolution de l'économie chinoise.»

Au départ, Raphaël, père de deux jeunes enfants, était convaincu de trouver un autre emploi dans le secteur, mais il a rapidement découvert que toute la profession était en difficulté.

«Aujourd'hui, je dirais qu'il est tout simplement impossible de trouver un emploi dans l'horlogerie. Les entreprises n'emploient plus beaucoup», regrette-t-il.

Raphaël en rejette la responsabilité sur les transfrontaliers français, heureux de prendre des emplois moins rémunérés. «Dans les parcs de stationnement des entreprises, on ne voit que des plaques d'immatriculation françaises. Les Suisses ont du mal à rivaliser.»

Raphaël reçoit une assurance chômage représentant 80 % de son salaire pendant 18 mois. Il a changé ses objectifs de carrière et vise dorénavant l'industrie spatiale en plein essor en Suisse, espérant que son expérience de chef de projet et ses compétences techniques feront de lui un candidat naturel.

Son père, quant à lui, n'est pas près d'abandonner une profession qui a assuré son existence pendant 40 ans, même s'il sait bien que le marché du luxe est menacé par les montres connectées, qui donnent l'heure, mais sont aussi dotées de fonctions informatiques tout comme les téléphones intelligents, à la fois téléphones et ordinateurs. «La montre traditionnelle va résister, prédit-il. Une montre connectée n'est qu'un écran, ce n'est pas un objet que l'on transmet de génération en génération.»

Reportage : Celeste Gorrell Anstiss

Photographie : Anastasia Vishnevskaya

L'OR BLANC

Le coton, deuxième produit d'exportation du Burkina Faso après l'or, fait vivre 4 millions de paysans, dont Kohoun Yorossi, producteur du village de Kamandéna, au Centre-Ouest du pays.

Appelé ici «or blanc», le coton représente près de 40 % du PIB du pays et, jusqu'en 2009, près de 60 % de ses recettes d'exportation. Les cotonculteurs sont actionnaires des trois sociétés cotonnières du pays, SOFITEX, Faso Coton et SOCOMA.

Sous un soleil de plomb, Kohoun guide le conducteur de son tracteur qui applique des pesticides sur un champ attaqué par les parasites. Dans son village, d'une région considérée comme le «grenier» du pays en raison de son potentiel agricole, ce trentenaire exploite 30 hectares depuis 2002, dont la moitié réservée au coton.

Il gagne en moyenne plus de 7.500 dollars par an.

«Avec ce que je gagne, j'ai pu acheter un tracteur il y a trois ans, avec l'équipement complet. J'ai pu aussi améliorer mon cadre de vie. Avant, nous vivions dans des maisons anciennes, mais aujourd'hui ma famille est à l'aise et tout va bien», explique-t-il.

Entre 2008 et 2010, la production avait cependant chuté de près de moitié. Découragés par la baisse des cours, certains cotonculteurs, dont Kohoun, avaient abandonné la culture du coton pour des cultures céréalières, tandis que d'autres réduisaient les superficies exploitées.

Un autre coup dur a été le passage généralisé au coton génétiquement modifié (coton Bt) après l'arrivée de la firme américaine Monsanto. Après plusieurs années d'expérimentation,



Kohoun Yorossi, de Kamandéna, Burkina Faso, s'oppose aux subventions agricoles des pays riches.

du coton Bt a été semé dans tout le pays en 2009. Cette nouvelle variété de coton, qui exige beaucoup moins de pesticides, semblait très prometteuse pour les agriculteurs, qui luttent depuis longtemps contre les parasites.

Ils ont cependant constaté que les cotonniers génétiquement modifiés produisaient une soie plus courte et peu éclatante,

«Nous ne demandons pas qu'ils cessent d'aider leurs agriculteurs, mais simplement qu'ils respectent leurs engagements.»

rendant ce coton moins attrayant que le coton traditionnel sur le marché mondial et nuisant à la réputation du coton burkinabé, renommé pour sa qualité.

«On nous avait promis la lune, mais notre situation a empiré», explique Kohoun.

Des problèmes plus vastes se sont aussi posés. La dépendance accrue du Burkina Faso à l'égard du coton a exposé l'économie aux chocs extérieurs (sécheresse, inondations et chute des cours mondiaux) ces dernières années.

Pour aider la filière, l'État a maintenu le prix des graines, engrais et autres intrants à 25 dollars le sac et porté son prix d'achat du kilo de coton graine de 34 cents à 40 cents, à la satisfaction de Kohoun. Cette augmentation coûtera à l'État environ 53 millions de dollars pour une superficie emblavée de 800.000 hectares.

Avec ce concours de l'État, la fourniture rapide des intrants de qualité dont il a besoin et le paiement des revenus du coton dans les meilleurs délais, Kohoun Yorossi espère aider le pays à atteindre son objectif de production.

Il a cependant des comptes à régler avec ses concurrents internationaux. Les exportations de coton burkinabé font face à la concurrence féroce de grands producteurs, en particulier ceux bénéficiant de subventions comme aux États-Unis. Comme beaucoup de ses collègues, il s'oppose à ces subventions, qui déstabilisent la production locale.

Des progrès ont été enregistrés. Dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce, le groupe «Coton-4» (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) a recueilli un soutien pour un accord qui limiterait les subventions aux exportations dans les pays riches et ouvrirait le marché aux exportations de coton des pays pauvres. Des pays comme l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon et la Suisse, ainsi que des pays de l'Union européenne, se sont engagés à verser 295 millions de dollars d'aide au développement au secteur du coton africain, mais, au milieu de 2016, ils avaient décaissé moins de la moitié de cette somme.

«Nous ne demandons pas qu'ils cessent d'aider leurs agriculteurs, mais simplement qu'ils respectent leurs engagements et permettent au coton africain de devenir un outil de développement pour des millions de pauvres», conclut Kohoun.

Reportage et photographie : Tiego Tiemtoré

L'APPEL DU SUCCÈS

Lorsque Rain Tan a suivi ses collègues de l'hôtellerie vers les centres d'appels qui venaient de voir le jour en 2001, il n'imaginait pas que ces centres deviendraient aujourd'hui la deuxième source de devises des Philippines et l'un de ses principaux employeurs.

À son arrivée au centre d'appels eTelecare, Rain, qui s'occupait des réservations à l'ancien hôtel Mandarin Oriental Manila, voulait seulement participer à un projet novateur et stimulant.

«À l'époque, je trouvais que c'était une structure intéressante, explique Rain. J'ai toujours aimé les horaires décalés. Et je pense que, ne sachant pas où recruter, ils ont prospecté le secteur du tourisme, car ils avaient besoin de gens capables de travailler le soir, bons en langues et à l'écoute des clients.»

Âgé de 24 à l'époque, il était persuadé de n'avoir rien à perdre, et tout à gagner. «J'étais sûr de rebondir en cas d'échec», se souvient Rain, diplômé en gestion marketing de De La Salle University à Manille.

Cette décision s'est révélée l'une des meilleures de sa vie professionnelle.

Rain a monté les échelons, passant d'agent à chef d'équipe, pour finir vice-président chargé des ressources humaines à Convergys Philippines, précurseur du secteur de la sous-traitance aux Philippines et premier employeur privé du pays.

D'après les dernières données publiques, le chiffre d'affaires de ce secteur devrait atteindre 25 milliards de dollars cette année, contre 3,2 milliards en 2006. En 2016, il employait environ 1,3 million de Philippins, contre 240.000 en 2006. Ce secteur en pleine expansion, qui assure des processus opérationnels précis comme la comptabilité, la paye ou le télémarketing, représente près de 8 % du PIB du pays, contre 2,6 % en 2006.

Cette part devrait augmenter, car les Philippines sont bien placées au regard de grands indicateurs tels que les talents expérimentés, la proximité culturelle avec les États-Unis, l'une des principales sources d'externalisation, et le nombre de diplômés universitaires.



Rain Tan, de Manille, Philippines, a trouvé sa vocation.

Les perspectives de croissance restent encourageantes malgré les récentes diatribes anti-américaines du nouveau Président Rodrigo Duterte, Rain pense que les entreprises de sous-traitance doivent préparer le secteur à la prochaine vague de croissance.

Des services téléphoniques (assistance et vente de produits et services), les Philippines doivent progresser dans la chaîne de valeur pour conquérir une plus grande part du marché des autres services à plus forte valeur ajoutée, notamment des services d'analyse et des services financiers en Inde, par exemple.

Il a toujours été difficile de recruter suffisamment d'employés qualifiés. Les candidats doivent travailler la nuit, gérer les appels de clients mécontents et parler l'anglais couramment.

Dans un secteur où le passage d'un centre à un autre est plus la règle que l'exception, Rain explique à ses employés qu'ils jouent un rôle majeur dans l'économie et assurent des services utiles au monde entier.

C'est ce qui le motive.

«Les clients disent toujours qu'ils ne trouvent pas un service de cette qualité ailleurs, explique-t-il. Nous prenons soin des clients, c'est notre marque de fabrique.» Il ajoute cependant que le moment est venu pour le secteur philippin de la sous-traitance de s'engager dans de nouvelles activités, en particulier celles qui offrent de meilleurs salaires.

«Dans ce jeu, c'est le premier arrivé qui se taille la part du lion. Plus tôt nous créerons des emplois de pointe à haute valeur ajoutée, mieux ce sera pour nous et pour le pays», conclut Rain.

Reportage : Tina Arceo-Dumlao

Photographie : avec l'autorisation de Convergys One



TOUT CE QUI BRILLE

Walter Ascona est un modèle, tant dans la fonderie de cuivre de Southern Peru Copper à Ilo, dans la région de Moquegua, que dans le reste du Pérou. Il encourage les jeunes à parler franchement : «N'ayez pas peur de poser des questions, vous apprendrez toujours quelque chose», conseille-t-il, en se remémorant son arrivée à Ilo il y a 41 ans.

Sur le point de devenir père et jeune étudiant en deuxième année de construction mécanique à l'université de Tacna, il a commencé comme manœuvre. Il a rapidement grimpé les échelons et, à 63 ans, il dirige aujourd'hui l'équipe chargée des procédés de fonderie.

Il est très respecté, à la fonderie et ailleurs. Il a occupé trois mandats de maire tout en travaillant les après-midi et le soir à la fonderie. Pendant 15 ans, il a aussi été dirigeant syndical et membre de la Confédération générale des travailleurs péruviens.

Southern, acheté par Grupo México en 2010, est l'une des plus grandes entreprises de cuivre du monde, représentant plus de 60 % de la production de cuivre du Pérou. «C'est là que j'ai tout appris : la camaraderie, l'amitié, comment demander, comment exiger. J'espère y rester parce que c'est une partie essentielle de ma vie, raconte Walter. Grâce à cette compagnie, j'ai bien gagné ma vie.»

L'entreprise n'a pas seulement bénéficié à Walter et à ses collègues, elle a aussi favorisé le développement des infrastructures à Ilo, site de la fonderie, et à Toquepala, site de la mine.



Walter Ascona, d'Ilo, Pérou, subit les hauts et les bas de la dépendance de son pays à l'égard des produits de base.

Comme le Chili, le Pérou a connu une forte croissance grâce à la hausse des cours internationaux du cuivre et à l'essor des exportations de cuivre vers la Chine. La taille de la Bourse du Pérou a triplé entre la fin de 2008 et la fin de 2010, et en 2012 le Pérou était le troisième producteur mondial de cuivre. Mais ce boom a été suivi par l'effondrement asiatique et le krach des métaux, qui ont semé le chaos dans l'économie mondiale.

«Les salaires ont commencé à augmenter en 2007, et nous autres manœuvres et employés gagnions entre 80.000 et 100.000 soles. C'était inimaginable, se rappelle Walter. Et grâce à l'effet

La mondialisation est nécessaire pour le Pérou, mais elle présente aussi des risques.

multiplicateur, les chauffeurs de taxi, les entreprises, tout le monde en a profité. Mais un krach entraîne tout avec lui.»

«Nous faisons partie de l'économie mondiale, remarque-t-il. Le cours du cuivre est passé de moins de 1 dollar la livre à 4 dollars. Nous en avons profité, notre pouvoir d'achat s'est amélioré, nous avons consommé sans compter. L'entreprise a mené une action sociale et y a investi. Mais le filon s'est épuisé, et il faut maintenant être prudents, la livre de cuivre dépassant

à peine 2 dollars. L'entreprise gagne toujours de l'argent, mais pas autant. Nous aussi.»

La mondialisation est nécessaire, en particulier pour un pays comme le Pérou, mais elle présente aussi des risques, et Walter le sait bien. Il reste néanmoins convaincu que les dirigeants péruviens doivent s'engager à diversifier l'économie pour ne plus être aussi tributaires de l'industrie minière.

«L'effondrement des cours du cuivre nous a pris de court. Nous avons besoin d'alternatives économiques et d'une ferme volonté politique», pense-t-il.

Walter attire aussi l'attention sur une autre question fondamentale : la protection de l'environnement. «Le Pérou devrait peu à peu encourager des investissements non seulement porteurs de croissance, mais aussi créateurs de développement durable, qui apportent des emplois et des revenus plus sûrs et ont moins d'effets préjudiciables sur les populations et l'environnement», explique-t-il.

Père de trois adultes et aîné de six enfants, Walter est accueilli chaleureusement dans les rues d'Ilo. Sa famille attend sa retraite avec impatience, mais lui n'y pense pas. Avec son casque de chantier immaculé, il se tient toujours prêt à faire les 3x8. Non seulement pour Southern, mais aussi pour faire avancer le Pérou.

Reportage : Alberto Ñiquen Guerra et Karla Chaman
Photographie : Alberto Ñiquen Guerra

VOIE DE SORTIE

Nous ne sommes qu'à cinq minutes du périphérique, la rocade qui sépare Paris des millions d'habitants de sa banlieue, mais c'est déjà un autre monde. À Aubervilliers, ville de 80.000 habitants autrefois située dans la plus grande zone industrielle d'Europe, le taux de chômage est largement supérieur à 20 %. Beaucoup de résidents sont d'origine étrangère et ont du mal à joindre les deux bouts.

Depuis quinze ans, Aubervilliers et l'État français ont investi des millions d'euros dans la revitalisation urbaine. Les usines ont laissé place à d'élégants immeubles de bureaux et centres commerciaux. En septembre 2016, la compagnie américaine de transports Uber y a ouvert un centre d'accueil pour une seule raison : la plupart de ses chauffeurs vivent à proximité, en Seine-Saint-Denis.

Bien que surveillée de près par l'État et sévèrement critiquée par les chauffeurs de taxi traditionnels, Uber a connu un succès immédiat à Paris. En 2015, rien qu'en Seine-Saint-Denis, 2.700 chauffeurs ont rejoint la start-up californienne, soit près de 80 % des chauffeurs en France. Environ 40 % d'entre eux étaient sans emploi.

Le succès de ce centre a été pratiquement immédiat : chaque jour, une longue file se forme à l'entrée. Certains veulent devenir chauffeurs, d'autres demander des conseils en comptabilité ou faire appel à d'autres services assurés par des partenaires choisis par Uber. D'autres encore viennent profiter de cours gratuits.

L'un d'entre eux est Farah Abdellah, immigré marocain, la cinquantaine. Pendant 23 ans, il a bien gagné sa vie comme directeur de production dans une entreprise d'impression textile.



Farah Abdellah (gauche) et Habib, lui aussi chauffeur, tous deux d'Aubervilliers, France, voient les avantages de Uber.

Il y a deux ans, son employeur, Finishtex, a fait faillite. Farah trouve une nouvelle voie chez Uber. «Devenir chauffeur indépendant, c'est un excellent moyen de changer de carrière. L'entreprise a une réputation internationale, je n'y vois que des avantages.»

Pour beaucoup de Français, *ubérisation* est un gros mot. Il est synonyme d'emploi mal rémunéré dans un monde où tous ont un statut d'indépendant, sans protection. Pourtant la plupart de ceux qui tournent autour de ce centre Uber en ont une opinion positive. «Je veux ouvrir mon entreprise, j'en ai toujours rêvé, avoue Farah. Je préférerais être entrepreneur. Je vais continuer de chercher dans ma spécialité.»

Après sa première journée, il se confie : «Ce n'est pas ce que je pensais. En fait, c'est assez difficile d'être assis dans une voiture toute la journée. C'est peut-être une solution temporaire, mais au moins j'ai retrouvé un emploi.»

Plus qu'ailleurs, le métier de chauffeur Uber à Paris a un aspect social. «Beaucoup de chauffeurs n'étaient jamais allés dans la capitale. Maintenant, ils quittent leur morne quartier et rencontrent des Parisiens de tous les horizons. Cela leur donne une autre perspective, et plus de confiance en eux : ils réalisent qu'ils peuvent s'échapper de la banlieue», raconte un employé.

Uber pourrait être l'un des premiers créateurs d'emplois de Seine-Saint-Denis. Malgré ses promesses, le gouvernement n'est pas parvenu à résoudre le problème du chômage. «Maintenant, cette entreprise privée fait le travail que l'État devrait faire», explique Farah.

Une autre raison, plus subtile, explique que ces banlieusards veulent travailler pour Uber : leur code postal, le 9-3, est synonyme de logements dégradés, de violence et de pauvreté. «Beaucoup ici cherchent un emploi depuis longtemps. Quand les entreprises voient 9-3 sur un CV, ils le jettent à la poubelle, même si le candidat est parfaitement qualifié, remarque Farah, agacé, mais pas Uber.»

Reportage et photographie : Stefan de Vries

Travailleurs : pas de laissés-pour-compte

Des mesures bien dosées, la recette pour des emplois de qualité au Royaume-Uni et ailleurs

Frances O'Grady

LE CHOIX des Britanniques de sortir de l'UE a été interprété comme un refus de la mondialisation et a bousculé l'idée partagée de longue date selon laquelle la mondialisation est une bonne chose pour tous. Alors qu'avant le référendum, les débats portaient sur le mouvement des populations (la migration) les résultats du vote ont attiré l'attention sur des questions plus vastes axées sur les deux autres piliers de la mondialisation : les mouvements internationaux de biens et de capitaux. Les régions du Royaume-Uni où les emplois industriels ont disparu ces 30 dernières années ont voté en grande majorité pour le Brexit. En dehors des régions prospères de Londres et du Sud-Est, moins d'une circonscription sur sept s'est prononcée pour le maintien dans l'UE.

Aux États-Unis, les effets des échanges internationaux sur l'emploi et les salaires ont occupé une part importante dans la campagne présidentielle. Alors que certains s'interrogent devant la montée de l'antimondialisation, il est donc plus pertinent de se demander pourquoi on s'intéresse relativement peu aux gagnants et aux perdants de la mondialisation, et si l'on peut la réorienter pour la mettre au service des citoyens ordinaires.

Les syndicalistes ont leur mot à dire dans ces débats. Instinctivement, nous sommes internationalistes et soutenons de longue date les accords commerciaux équitables et la coopération internationale. Nos valeurs nous amènent à évaluer les atouts des idées, politiques ou tendances en fonction de leur effet sur les emplois, les salaires et les droits des travailleurs.

Avant d'évaluer la mondialisation, il faut d'abord la définir. L'économie mondiale se caractérise depuis 30 ans par une hausse sensible du volume des échanges mondiaux, la période 1988-2008 étant considérée comme l'âge d'or de l'intégration des échanges internationaux grâce à la fin de la guerre froide, l'entrée de la Chine sur les marchés mondiaux et la réduction des obstacles au commerce (Corlett, 2016).

Or cette période a vu non seulement une augmentation du volume des échanges de biens et services, mais aussi une hausse sensible des mouvements de capitaux transfrontaliers.



Frances O'Grady est Secrétaire générale du Trades Union Congress.

De nombreux pays ont réduit ou supprimé le contrôle des entrées et sorties de capitaux, espérant doper la croissance. Ainsi, si le volume accru du commerce mondial a été souvent jugé inévitable (du moins après l'arrivée de la Chine sur les marchés mondiaux) l'intensification des flux financiers dans le monde est clairement un choix de politique économique.

Quel a été l'effet de ces mouvements sur les travailleurs? Cette période a coïncidé avec une nette amélioration des conditions de vie dans les pays pauvres. La croissance économique rapide de la Chine, pays le plus peuplé du monde, a diminué de plus d'un milliard le nombre de personnes vivant avec

moins de 1,90 dollar par jour entre 1981 et 2012, et comme l'a montré l'économiste Branko Milanović, les revenus ont sensiblement augmenté dans de nombreux pays pauvres.

La pauvreté absolue a heureusement reculé, mais en tant que syndicalistes, nous devons aussi viser une plus grande égalité. Or si les inégalités entre pays ont diminué, celles au sein des pays ont explosé partout dans le monde.

Ainsi, le Royaume-Uni affiche un taux d'emploi record, mais le chômage élevé (11 % en moyenne entre 1980 et 1988) a souvent laissé des traces profondes (problèmes de santé et perspectives d'emploi limitées) dans les populations touchées par la disparition des emplois industriels. En 1980, un quart des emplois étaient des emplois industriels, contre moins d'un sur dix aujourd'hui (ONS, 2016).

De nombreux travailleurs du secteur manufacturier continuent de souffrir de la concurrence internationale, y compris dans la sidérurgie au Royaume-Uni. L'ouverture aux marchés chinois y a réduit le prix des biens de consommation, mais dans les secteurs en concurrence avec la Chine, les travailleurs connaissent des périodes plus longues de chômage et de réductions de salaires, les moins bien rémunérés étant les principales victimes (Pessoa, 2016).

Au Royaume-Uni, l'évolution des salaires a été freinée par le recul des emplois qualifiés bien rémunérés, notamment dans le secteur manufacturier, au profit d'emplois moins rémunérés dans les services. Mais depuis quelques années, c'est surtout



l'effet de la crise financière qui se fait sentir, le pays connaissant la plus forte baisse du salaire réel moyen des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à l'exception de la Grèce. Selon l'article «Le néolibéralisme est-il surfait?» dans le numéro de juin 2016 de *F&D*, il est exagéré de prétendre que l'ouverture financière stabiliserait la croissance, car la libéralisation du compte de capital accentue la volatilité économique et les inégalités. La période précédant la crise financière a vu une hausse insoutenable de la dette *privée*, non seulement aux États-Unis mais aussi dans de plus petits pays (Royaume-Uni, Irlande et Espagne), et l'intégration du système financier a fait le reste pour qu'une fois déclenchée, la crise se propage rapidement dans le monde.

Mais en considérant que la dégradation des emplois et des salaires depuis 30 ans est uniquement le fruit de la mondialisation, on néglige la responsabilité des autorités nationales. Les politiciens semblent souvent impuissants face aux évolutions mondiales. Or leurs choix de politique économique ont radicalement changé les perspectives d'emplois et de salaires des travailleurs.

Au Royaume-Uni, les inégalités se sont rapidement creusées dans les années 80 (voir le graphique), les plus hauts revenus augmentant fortement, les revenus médians plus lentement et les plus bas revenus restant inchangés. La mondialisation du commerce et de la finance a joué un rôle, mais les écarts de revenus se sont exacerbés dans les années 80 des suites d'une série de réformes des impôts et des prestations. Dans les années 2000, des mesures redistributives ont empêché ces écarts de s'aggraver mais ont été insuffisantes pour les combler.

Surtout, les attaques contre les négociations collectives ont progressivement affaibli l'une des protections les plus importantes contre les inégalités. Les pays où les conventions collectives sont les plus larges affichent le moins d'inégalités de salaires, y compris entre travailleurs très qualifiés et peu qualifiés, entre hommes et femmes et entre titulaires de contrats permanents et temporaires (OIT, 2016).

Notre rôle de syndicalistes dans les débats sur la mondialisation est donc de rappeler à nos gouvernements qu'ils ont le

pouvoir d'améliorer la vie des travailleurs. Cela signifie encourager les investissements nécessaires pour recréer les emplois de qualité disparus et encourager les syndicats à poursuivre leur action vitale de protection des droits et des salaires. Compte tenu de la convergence internationale des salaires, les syndicats des différents pays peuvent s'unir pour que les avantages soient partagés plus équitablement et pour dénoncer les traitements inéquitables des travailleurs.

Au niveau international, nous devons juger chaque proposition (d'ouverture au commerce ou de coopération fiscale)

Si les inégalités entre pays ont diminué, celles au sein des pays ont explosé partout dans le monde.

en fonction de son effet probable sur les emplois, les droits et le niveau de vie des travailleurs. Au sein de la Confédération syndicale britannique (*Trades Union Congress*), nous sommes fermement opposés au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), dénonçant ses conséquences fâcheuses sur la répartition équitable des fruits d'une intensification des échanges, sur les services publics dont dépendent de nombreux travailleurs et sur la marge de manœuvre des gouvernements démocratiquement élus pour réguler la protection des consommateurs, de l'environnement et des lieux de travail. Nous restons néanmoins convaincus que le maintien de la dimension sociale et l'accès au marché unique européen demeureront le meilleur moyen de favoriser des emplois de qualité au Royaume-Uni lorsque le pays aura quitté l'UE.

Notre conviction que l'on pourrait procéder autrement doit valoir aussi au niveau international. Le réexamen de la libéralisation du compte de capital et du rééquilibrage budgétaire, qu'il faut saluer, amène à s'interroger sur la façon dont la finance mondiale pourrait mieux favoriser l'économie productive et sur l'opportunité d'une approche internationale qui donnerait la latitude nécessaire aux autorités pour agir à cette fin dans leur pays. Pour beaucoup, les réformes de l'ère de Bretton Woods après la Seconde Guerre mondiale, alors que le niveau de vie des travailleurs était en nette amélioration, visaient cet objectif. Les syndicats ont joué un rôle actif dans le consensus forgé à l'époque; notre objectif est de jouer aujourd'hui encore un rôle dans l'élaboration d'une mondialisation bénéfique pour les travailleurs. ■

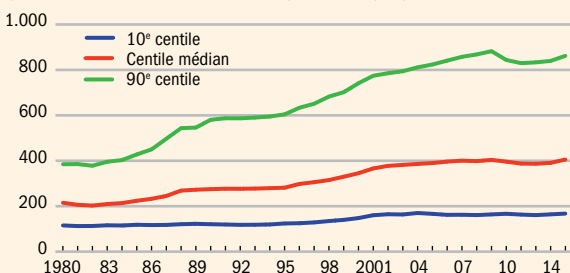
Bibliographie :

- Corlett, Adam, 2016, "Examining an Elephant" (London: Resolution Foundation).
- International Labour Organisation (ILO), 2016, "If You Want to Tackle Inequality, Shore Up Collective Bargaining," blog, March 3.
- Office for National Statistics, *Labour Market Statistics*, September 2016.
- Pessoa, Jo.o Paulo, 2016, "International Competition and Labor Market Adjustment," Centre for Economic EP Discussion Paper 1411 (London).

Toujours plus riches

Au Royaume-Uni, les revenus des ménages les plus aisés ont fortement augmenté, tandis que ceux des ménages les plus pauvres n'ont pratiquement pas bougé.

(revenus hebdomadaires réels, en livres, prix de 2013/14)



Source : données de IFS Incomes in the United Kingdom disponibles à l'adresse www.ifs.org.uk/tools_and_resources/incomes_in_uk.

Note : coûts exprimés comme équivalent pour un ménage sans enfants à partir de l'échelle d'équivalence modifiée de l'OCDE.

Une cuillerée de sucre



Une garde-nourrice joue avec des enfants à la crèche de West Hoxton, Nouvelles Galles du Sud (Australie).

Florence Jaumotte, Ksenia Koloskova et Sweta Saxena

L'immigration de travailleurs hautement ou faiblement qualifiés fait augmenter les revenus et est très bénéfique pour les pays avancés

LA LÉGENDE : Aux alentours du VIII^e siècle, une bande de Parsis fuyant l'Iran après la conquête arabe alla chercher refuge en Inde. À leur arrivée, le seigneur du lieu leur présenta un bol de lait plein à ras-bord, signifiant que le pays ne pouvait pas accueillir de nouveaux arrivants. Pour toute réponse, le chef des Parsis versa une cuillerée de sucre dans le lait, pour lui faire comprendre que les étrangers pouvaient enrichir la collectivité, sans lui nuire. Ils se dissoudraient dans la société comme le sucre se dissout dans le lait, en améliorant le goût sans l'altérer (NPR).

La réalité d'aujourd'hui : La migration est un sujet qui fait couler beaucoup d'encre de par le monde, notamment à cause des récents afflux de réfugiés. Les journaux regorgent de photos de gens qui fuient la terre de leurs ancêtres, mais il y a déjà un nombre élevé et croissant de migrants qui vivent déjà dans des pays avancés (graphique 1). Les migrants adultes représentent entre 15 et 20 % de la population en âge de travailler dans beaucoup de pays avancés, et 25 % ou plus dans quelques pays anglo-saxons tels que l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Ils comptent pour la moitié de l'augmentation de la population en âge de travailler dans les pays avancés entre 1990 et 2015 et, d'après les prévisions des Nations Unies, à supposer que les flux migratoires cessent, le pourcentage de travailleurs dans ces pays va encore diminuer au cours des dix prochaines années à cause du vieillissement démographique.

Après des siècles et des siècles, la question continue à se poser : est-ce que l'arrivée de migrants adoucit ou aigrit le goût du lait?

Coûts et avantages

Dans les pays avancés, l'opinion publique est beaucoup plus critique vis-à-vis de l'immigration que du commerce, pour deux grandes raisons. Tout d'abord, les gens considèrent souvent que la migration est un jeu à somme nulle : ils craignent de perdre leur emploi ou d'avoir à se contenter d'un plus maigre salaire. Or, la plupart des études montre que les flux migratoires ont très peu d'impact sur le salaire moyen ou l'emploi des travailleurs nationaux (Peri, 2014). Quelques études concluent cependant qu'ils font bel et bien baisser les salaires des travailleurs peu qualifiés (voir, par exemple, Borjas, 2003; Card, 2001). En second lieu, les travailleurs nationaux craignent de perdre leur identité culturelle lorsque les migrants ont du mal à s'intégrer. Les enquêtes montrent qu'en Europe les gens s'inquiètent plus des effets sociologiques — langue et culture — qu'économiques — emplois — du phénomène migratoire (Card, Dustmann et Preston, 2012). Les barrières linguistiques et culturelles, couplées au refus de prendre en compte les connaissances et l'expérience acquises à l'étranger — et à une discrimination implicite dans certains cas —, peuvent faire obstacle à l'intégration des migrants. Il est donc indéniable que la migration peut avoir des effets négatifs à court terme — et que le court terme peut parfois durer bien longtemps.



Dans notre nouvelle étude, nous montrons toutefois que les migrants peuvent à long terme apporter des bienfaits significatifs aux pays qui les accueillent, sous forme d'une hausse du revenu par habitant et donc d'une amélioration de la qualité de vie. Il y a donc peut-être avantage à prendre en charge ce qu'il en coûte à court terme pour aider les migrants à trouver leur place sur le marché du travail et dans la société.

L'argument classique en faveur de l'immigration est qu'elle fait augmenter le pourcentage de la population en âge de travailler, car les migrants sont en général plus jeunes que les nationaux, surtout dans les pays d'accueil touchés par le vieillissement démographique. Il y a donc plus de revenus à distribuer aux habitants, notamment par le biais des politiques fiscales et redistributives. C'est un levier par lequel l'immigration accroît le revenu par habitant, mais ce n'est pas le plus puissant.

Le second levier est l'impact des migrants sur la production unitaire, ou ce qu'il est convenu d'appeler la productivité de la main-d'œuvre, que l'immigration affecte à plusieurs égards.

- Premièrement, l'immigration peut faire diminuer, au moins initialement, la productivité de la main-d'œuvre, car l'arrivée de nouveaux travailleurs réduit la quantité de capital physique unitaire disponible. Il s'avère cependant que le stock de capital s'adapte à terme à l'expansion de la population active grâce à l'augmentation des investissements.

- Deuxièmement, bien des gens pensent que les migrants ont en moyenne un niveau d'éducation inférieur à celui des nationaux, ce qui abaisserait aussi la productivité de la main-d'œuvre. En fait, les migrants sont de plus en plus moyennement ou hautement qualifiés et, dans de nombreux pays, le pourcentage des travailleurs hautement qualifiés est plus élevé parmi les migrants que parmi les nationaux.

- Enfin, des études montrent que les migrants aussi bien hautement que peu qualifiés peuvent avoir des effets positifs sur la productivité globale, de diverses manières. Par exemple, les *migrants hautement qualifiés* accroissent l'innovation et stimulent la productivité de leurs homologues nationaux. Mais les *migrants peu qualifiés* peuvent aussi accroître l'efficacité globale de l'économie. Ils peuvent, par exemple, remplir les emplois pour lesquels il n'y a pas assez de postulants nationaux, notamment dans l'agriculture et les soins de santé (complémentarité des compétences). Leur présence peut aussi encourager les nationaux à accroître leurs propres qualifications et à rechercher des emplois demandant des compétences plus

complexes (perfectionnement), surtout sur le plan linguistique ou dans le domaine de la communication, où ils ont un avantage comparatif (voir, par exemple, D'Amuri et Peri, 2014). Un bon exemple de complémentarité est l'effet «nounou» : lorsque les migrant(e)s peu qualifié(e)s viennent grossir l'offre de services ménagers ou de garde d'enfants, cela permet aux femmes du pays d'accueil, surtout celles qui ont de hautes qualifications, de participer davantage à la vie active (voir, par exemple, Cortés et Tessada, 2011).

Mais le tout est de savoir si ces effets sont suffisamment puissants pour affecter notablement la productivité globale de l'économie. Deux vastes études transversales montrent que l'immigration a un impact important sur le revenu par habitant et la productivité (Ortega et Peri, 2014; Alesina, Harnoss et Rapoport, 2016). Nous nous sommes posé la même question, en centrant exclusivement notre étude sur les pays avancés, où le nombre de migrants est relativement élevé par rapport à la population nationale et où l'immigration fait débat. Nous avons mis en évidence certains effets à long terme de l'immigration sur l'économie des pays avancés :

- Sur le long terme, les migrants font augmenter sensiblement le revenu par habitant, principalement par l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre.

- Aux progrès liés à la productivité des migrants hautement qualifiés s'ajoute la contribution des migrants peu qualifiés au travers de conduits différents.

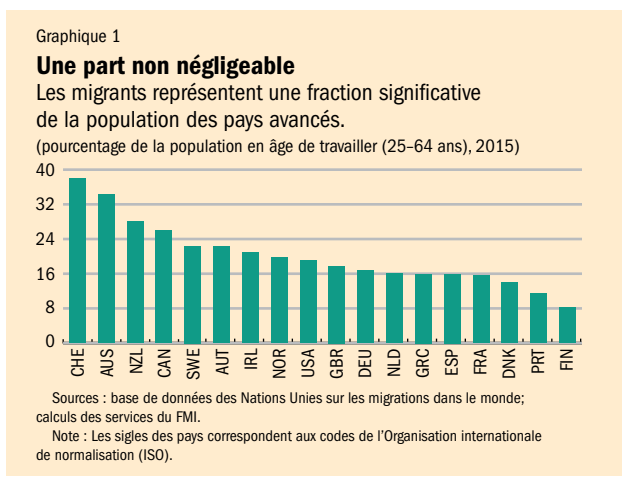
- Les gains résultant de l'immigration sont largement partagés par l'ensemble de la population.

Éléments nouveaux

Pour parvenir à ces conclusions, nous avons eu recours à une nouvelle base de données qui comptabilise le nombre de migrants par pays d'origine et en fonction du niveau d'éducation dans 18 pays avancés au cours de la période 1980–2010, par intervalles de cinq ans. Les techniques économétriques nous permettent d'analyser l'impact de la quantité de migrants (globale et classée par niveau d'éducation) sur le PIB par habitant et la productivité de la main-d'œuvre, compte tenu d'autres éléments déterminants du revenu des pays d'accueil, dont les niveaux de technologie et d'éducation et la pyramide des âges, l'ouverture commerciale et les effets spécifiques aux pays et constants dans le temps (éléments déterminants du revenu unitaire).

L'étude de l'impact macroéconomique de l'immigration se heurte à des obstacles. Il est difficile de démêler l'effet direct de l'immigration sur le revenu par habitant des éventuels effets inverses du revenu par habitant sur l'immigration — par exemple, le fait que les hauts revenus des pays avancés attirent les migrants, ou que ces pays à haut revenu peuvent restreindre plus efficacement le flux d'immigration. Pour résoudre ce problème, nous avons construit un indicateur approximatif de l'immigration (une «variable instrumentale» en jargon économétrique), basé exclusivement sur des facteurs indépendants du niveau de revenu du pays d'accueil. Cela comprend des facteurs «de motivation» dans les pays d'origine — par exemple les mauvaises conditions économiques et politiques — et le coût de la migration, calculé d'après la distance géographique et culturelle entre les pays d'accueil et d'origine.

Cette démarche nous amène à conclure que les migrants font sensiblement augmenter le revenu par habitant dans les pays avancés, principalement en accroissant la productivité de la main-d'œuvre. Bien qu'inférieur aux estimations précédentes, cet effet



a généralement un impact significatif sur l'économie : une hausse de 1 point de la part des migrants dans la population adulte peut induire sur le long terme une hausse du PIB par habitant allant jusqu'à 2 %. De plus, les migrants, tant hautement que peu qualifiés, semblent contribuer à l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre. Les travailleurs hautement qualifiés apportent des talents et expertises variés. L'importance de la contribution des moins qualifiés est proportionnelle à leur complémentarité avec les compétences des nationaux. Nous constatons, par exemple, que plus le nombre de personnes non qualifiées qui arrivent dans le pays est élevé, plus les femmes du pays d'accueil tendent à rejoindre le marché du travail, probablement parce qu'elles peuvent se procurer des services d'aide ménagère et de garde d'enfants.

Certaines réserves s'imposent. D'une part, l'effet estimatif est une moyenne de l'ensemble des pays, et, dans un pays donné, l'impact pourrait être fonction de différents facteurs, tels que le type de migration (migrants économiques ou réfugiés), le mode d'organisation du marché du travail, et le degré de complémentarité entre les travailleurs migrants et nationaux. D'autre part, l'impact pourrait être négatif ou plus faible à court terme, du fait de l'ajustement de l'économie et du stock de capital en fonction des variations du nombre de travailleurs migrants.

Une question importante, toutefois, au-delà de l'impact sur le revenu par habitant du pays est de savoir comment ces gains sont redistribués au sein de la population. Si la totalité des bénéfices est captée par les détenteurs du capital et les PDG des entreprises, l'ensemble de la population pourrait n'en tirer aucun parti et voir en fait sa situation se dégrader.

Notre analyse suggère cependant que les gains liés à l'immigration sont largement partagés — encore que les travailleurs dans certaines professions puissent être lésés initialement (graphique 2). L'immigration fait croître le revenu moyen par habitant tant des 90 % inférieurs que des 10 % supérieurs, encore que les gains des migrations de travailleurs hautement qualifiés se répercutent surtout sur les plus hauts salaires — peut-être du fait de la plus forte synergie entre les travailleurs migrants et nationaux hautement qualifiés. De plus, rien ne montre que l'immigration exacerbe les inégalités parmi les 90 % inférieurs.

Améliorer le goût du lait

La migration a initialement un coût : l'intégration peut être lente, et certains travailleurs nationaux peuvent être pénalisés. Mais il y a

des avantages à long terme qui sont largement partagés. Le meilleur moyen d'en tirer parti est de veiller à l'intégration des migrants sur le marché du travail (Aiyar *et al.*, 2016).

Diverses initiatives peuvent aider les immigrants, notamment l'apprentissage de la langue et l'aide à la recherche d'emploi; la reconnaissance de leur niveau d'instruction et de leur expérience professionnelle, et la facilitation de la création d'entreprise. Il faut parallèlement faciliter l'adaptation des travailleurs nationaux, par exemple en les aidant à perfectionner leurs compétences, ou en réduisant les éventuels goulets d'étranglement pour faciliter le recours aux services publics tels que la santé et l'éducation.

Le Japon est un bon exemple de pays où l'immigration a toujours été très faible, en partie à cause des barrières linguistiques et culturelles. L'immigration temporaire a augmenté récemment à la suite de la pénurie de main-d'œuvre due à la diminution de la population en âge de travailler, si bien que les entreprises forment maintenant des immigrants.

En fin de compte, la réalité économique peut venir à bout des résistances culturelles à l'égard de l'immigration et, comme dans la légende, une cuillerée de sucre peut améliorer le goût du lait. ■

Florence Jaumotte, Ksenia Koloskova et Sweta Saxena sont, respectivement, économiste principale, économiste et économiste principale au Département des études du FMI.

Cet article est basé sur la note du FMI sur les effets de contagion 2016, «Impact of Migration on Income Levels in Advanced Economies», rédigée par les auteurs.

Bibliographie :

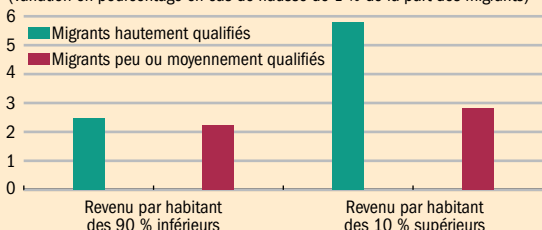
- Aiyar, Shekhar, Bergljot Barkbu, Nicoletta Batini, Helge Berger, Enrica Detragiache, Allan Dizioli, Christian Ebeke, Huidan Lin, Linda Kaltani, Sebastian Sosa, Antonio Spilimbergo, and Petia Topalova, 2016, *The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges*, IMF Staff Discussion Note 16/02 (Washington: International Monetary Fund).
- Alesina, Alberto, Johann Harnoss, and Hillel Rapoport, 2016, "Birthplace Diversity and Economic Prosperity," *Journal of Economic Growth*, Vol. 21, No. 2, p. 101–38.
- Borjas, George J., 2003, "The Labor Demand Curve Is Downward Sloping: Reexamining the Impact of Immigration on the Labor Market," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 118, No. 4, p. 1335–74.
- Card, David, 2001, "Immigrant Inflows, Native Outflows, and the Local Market Impacts of Higher Immigration," *Journal of Labor Economics*, Vol. 19, No. 1, p. 22–64.
- , Christian Dustmann, and Ian Preston, 2012, "Immigration, Wages, and Compositional Amenities," *Journal of the European Economic Association*, Vol. 10, No. 1, p. 78–119.
- Cortés, Patricia, and José Tessada, 2011, "Low-Skilled Immigration and the Labor Supply of Highly Skilled Women," *American Economic Journal: Applied Economics*, Vol. 3, No. 3, p. 88–123.
- D'Amuri, Francesco, and Giovanni Peri, 2014, "Immigration, Jobs, and Employment Protection: Evidence from Europe before and during the Great Recession," *Journal of the European Economic Association*, Vol. 12, No. 2, p. 432–64.
- Ortega, Francesc, and Giovanni Peri, 2014, "Openness and Income: The Role of Trade and Migration," *Journal of International Economics*, Vol. 92, No. 2, p. 231–51.
- Peri, Giovanni, 2014, "Do Immigrant Workers Depress the Wages of Native Workers?" *IZA World of Labor*, 2014:42.

Graphique 2

Un coup de main bienvenu

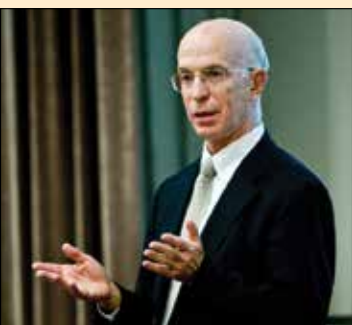
Les migrants accroissent les revenus par habitant tant pour les plus hauts salaires que pour les 90 % inférieurs.

(variation en pourcentage en cas de hausse de 1 % de la part des migrants)



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'échantillon est composé de 18 pays avancés, 1980–2010.



Avantages et inconvénients

La politique américaine devrait promouvoir la mondialisation en transformant les perdants des échanges mondiaux en gagnants

Alan S. Blinder

ÊTES-VOUS pour ou contre la mondialisation? C'est une question qui n'a pas de sens, à vrai dire, un peu comme si on vous demandait si vous êtes pour ou contre le lever du soleil, qui aura lieu, de toute façon. Vous pouvez choisir d'en tirer le meilleur parti, de profiter de la chaleur et de la verdure, ou au contraire de vous plaindre des coups de soleil ou des piqûres d'orties. Vous pouvez aussi fantasmer à votre aise en fermant les rideaux et en faisant comme si le soleil ne s'était pas levé.

Certains semblent privilégier la seconde option. Mais les États-nations n'ont pas le choix. Les forces historiques et technologiques poussent en avant la mondialisation depuis des décennies — depuis que la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale en ont temporairement mais décisivement inversé le cours. Et ça va continuer, ce qui signifie que chaque pays doit décider comment exploiter les avantages de la mondialisation, tout en limitant au possible les inconvénients qu'elle comporte par ailleurs.

Cela non plus n'a rien de nouveau. Depuis David Ricardo au début du XIX^e siècle, les économistes ont compris que le commerce international fait des perdants et des gagnants. Et les perdants se sont insurgés contre la mondialisation, avant même qu'elle ait reçu un nom. Ils la combattent encore, mais il est grand temps que les économistes prêtent plus d'attention à leurs griefs. Ils plaident peut-être pour une cause spéciale, mais la perte de leur emploi justifie un plaidoyer spécial. Ils veulent peut-être mettre les atouts de leur côté, faute de quoi la technologie et le commerce les livreront au camp adverse.

Le monde semble se diviser de plus en plus en deux groupes : ceux qui ont le talent, l'inclination et peut-être tout simplement la chance de récolter les fruits de la mondialisation, et les laissés-pour-compte. Le problème économique de notre ère consiste peut-être à combler ce fossé, ou plutôt à l'amenuiser.

Les économistes proclament que le commerce est un jeu à somme positive : les profits des gagnants dépassent les déconvenues des perdants. C'est au fond pourquoi nous sommes tous pour le libre-échange. Les profits nets de la nation (en fait de l'ensemble des nations) permettent de dédommager les perdants, grâce aux transferts des gagnants. Arithmétiquement, il est possible, *en principe*, à chacun d'en sortir gagnant. Mais ce n'est pas ce qui arrive *en pratique*. Les transferts et autres indemnités compensatoires sont rarement suffisants pour changer les perdants bruts en gagnants nets — même dans les pays d'Europe occidentale dotés de généreux systèmes de protection sociale. Les États-Unis ne font guère d'effort en ce sens.

L'insuffisance des indemnités a deux principales conséquences. Premièrement, l'ouverture commerciale peut exacerber les inégalités de revenus. Le libre-échange a bien plus la faveur

de ceux qui ont des qualifications et des revenus élevés que des travailleurs peu qualifiés. Ce n'est pas un hasard : les plus privilégiés bénéficient en général davantage de la mondialisation que les plus défavorisés. Deuxièmement, les perdants, des accords commerciaux par exemple, y sont souvent opposés parce qu'ils ne s'attendent pas à en tirer le moindre profit.

Il y a donc lieu d'être plus secourable envers les perdants du commerce, pour des considérations d'équité (moins d'inégalité) et d'économie politique (plus d'échanges commerciaux). Comment s'y prendre? Les nations qui font déjà beaucoup pour aider leurs travailleurs à s'adapter à l'évolution économique — par exemple au moyen de solides systèmes de protection sociale, de politiques actives du marché du travail, de vastes et efficaces programmes de recyclage professionnel et de marchés du travail à haute pression — peuvent ne pas avoir besoin de programmes spécifiquement conçus pour les victimes du *commerce*. Mais de tels programmes peuvent être nécessaires dans d'autres pays.

C'est le cas des États-Unis. L'objectif du programme d'assistance à l'ajustement au commerce (*Trade Adjustment Assistance*), mis en place en 1962, consiste à établir un filet de protection spécial pour ceux qui perdent leur emploi à cause de l'évolution du commerce extérieur. Mais il ne touche qu'un très petit nombre de travailleurs déplacés. Il est aussi censé les aider à retrouver un emploi, par exemple grâce à un recyclage ou une aide au reclassement. Mais il semble privilégier l'*assistance* au détriment de l'*ajustement*. D'autres idées, telles que l'assurance-salaire, sont à l'examen depuis des décennies, mais restent lettres mortes.

L'opposition féroce à la mondialisation aux États-Unis dont témoigne la dernière campagne présidentielle est à la fois ironique et importante. Elle est importante parce que les États-Unis restent la première puissance mondiale à presque tous égards. S'ils ne militent pas pour la mondialisation, qui le fera? Elle est ironique, parce que les États-Unis semblent être particulièrement bien placés pour tirer d'énormes profits de la mondialisation. Qui d'autre peut fournir la monnaie de réserve du monde? Quelle autre nation peut égaler la souplesse du marché, la concurrence interne, la créativité économique, le zèle entrepreneurial et la propension à travailler dur des États-Unis?

Ces attributs et d'autres font que les États-Unis sont quasiment assurés de sortir gagnants du jeu de la mondialisation. L'amélioration des indemnités compensatoires pour amortir les déboires des perdants pourrait permettre à l'ensemble de la nation d'en récolter les bienfaits. ■

Alan Blinder est professeur d'économie et affaires publiques à l'université de Princeton et associé invité à la Brookings Institution.

Dans la richesse et la pauvreté

Le commerce international peut creuser les inégalités dans les pays en développement

Nina Pavcnik

DEPUIS 30 ans, les pays en développement se sont davantage intégrés sur le marché mondial. La diminution des obstacles au commerce, conjuguée à l'amélioration des moyens de communication et de transport, a aidé les entreprises à réorganiser et gérer leur production au plan international en intégrant la main-d'œuvre relativement bon marché de ces pays.

Cette évolution est souvent jugée responsable de l'aggravation des inégalités et de la fin des emplois manufacturiers dans les pays développés, et contribue au rejet actuel du commerce international.

Beaucoup de pays en développement ont aussi vu les inégalités de revenus se creuser depuis 30 ans, surtout en Asie. Selon le Pew Research Center, 80 % à 96 % des habitants de pays émergents tels que le Brésil, la Chine, l'Inde et le Viet Nam considèrent que les inégalités sont un problème majeur dans leur pays. Mais seuls 1 % à 13 % jugent que le commerce en est le principal responsable.

Goldberg et Pavcnik (2007) constatent en effet que le commerce a contribué à creuser les inégalités dans les pays en développement, mais n'en est pas la principale cause.

Les conséquences du commerce sur les inégalités sont complexes, car le commerce influe sur les revenus et la consommation de plusieurs façons et ses effets varient en fonction du contexte. La nature de l'intégration commerciale, la facilité avec laquelle les travailleurs et les capitaux passent d'une entreprise, d'un secteur et d'une région à l'autre, et la position des personnes concernées dans la répartition des revenus jouent tous un rôle. Cet article apporte un éclairage sur ces questions à partir d'études récentes sur les répercussions inégales du commerce dans plusieurs pays en développement.

Inégalités des revenus

Généralement, un pays bénéficie du commerce s'il se spécialise et si les travailleurs sont redéployés des secteurs exposés à la concurrence des importations vers les secteurs exportateurs. Les revenus dans le premier secteur diminuent alors, et les revenus des travailleurs des secteurs exportateurs augmentent, du moins à court terme.

Les effets inégaux du commerce sur les revenus agissent aussi autrement.

Le commerce international peut créer des inégalités de revenus entre travailleurs au sein d'un même secteur. Les entreprises les plus performantes sont plus susceptibles d'exporter. Deux études récentes sur l'Argentine et le Mexique révèlent que les entreprises

gagnantes bénéficient des nouvelles possibilités d'exportation et partagent leurs revenus supplémentaires avec leurs employés

Les pays en développement ne sont pas en état de faire face à l'aggravation des inégalités des revenus et des chances.

sous forme d'une hausse des rémunérations (Verhoogen, 2008; Brambilla, Lederman et Porto, 2012).

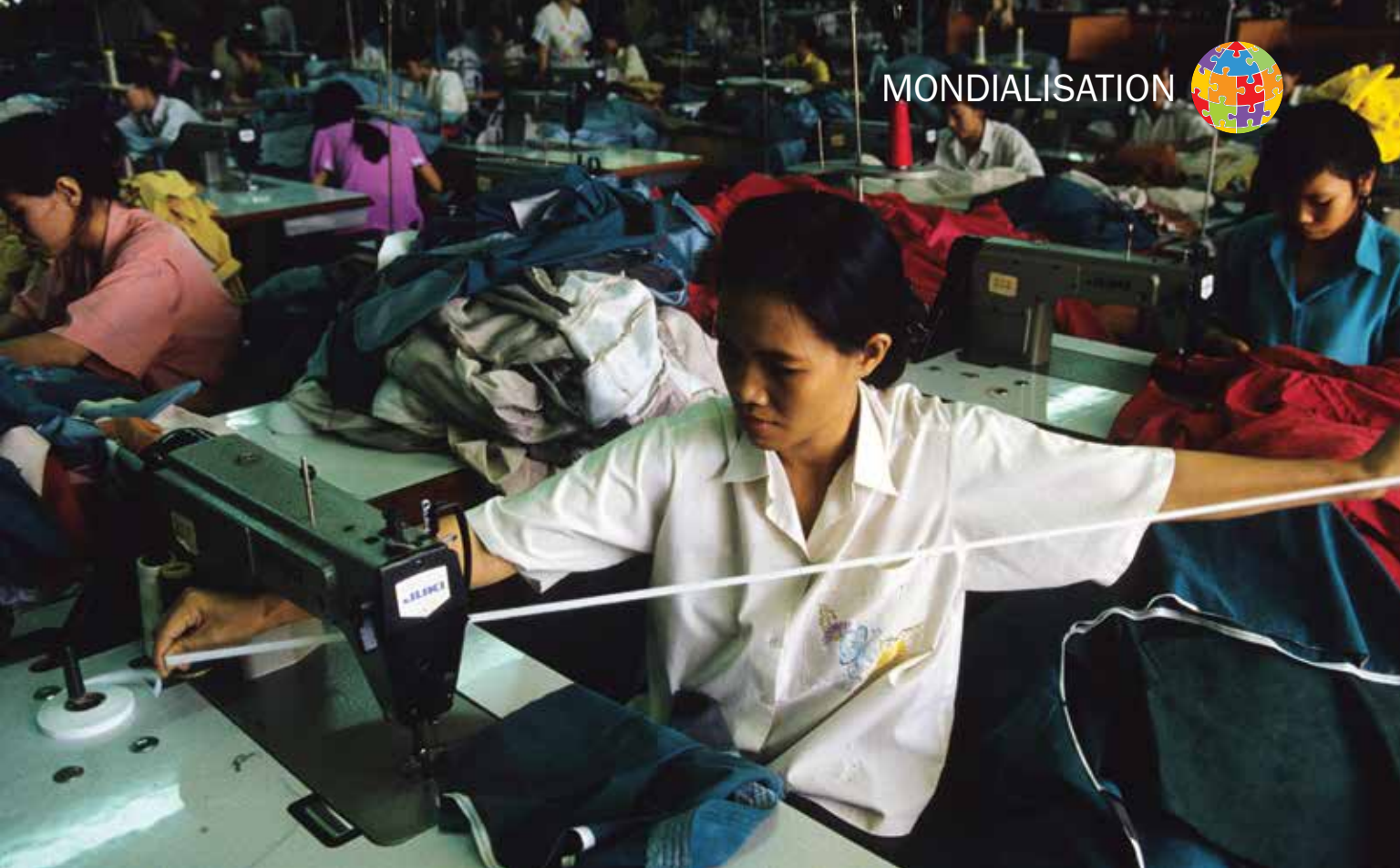
De plus, dans les entreprises exportatrices vers des pays à revenu élevé, les travailleurs plus instruits gagnent davantage, car les consommateurs de ces pays exigent des produits de meilleure qualité que dans les pays en développement. La production et la commercialisation de produits de qualité demandent des travailleurs plus qualifiés ou davantage d'efforts, et l'écart se creuse entre la rémunération des deux types de travailleurs au sein des entreprises.

Enfin, plusieurs études montrent que le commerce a un effet inégal sur les rémunérations dans les marchés locaux de l'emploi au sein d'un même pays.

Prenons le Viet Nam. En 2001, un accord commercial avec les États-Unis a diminué de 23 points de pourcentage les tarifs sur les exportations vietnamiennes. Cette baisse a été très variable selon les secteurs. Les provinces vietnamiennes se spécialisent dans différents secteurs, et l'emploi dans certaines provinces était concentré dans des secteurs bénéficiant de fortes baisses. La diminution du coût des exportations a donc eu un effet différent selon les provinces.

Enfin, la pauvreté a diminué davantage dans les provinces où la baisse des coûts d'exportation était la plus forte (McCaig, 2011), car l'accès au marché américain a stimulé la demande de travailleurs locaux et relevé les salaires provinciaux, en particulier des travailleurs ayant au plus une instruction primaire. Les provinces les plus bénéficiaires étaient déjà plus riches au départ, de sorte qu'à mesure que le commerce s'est développé, les inégalités de salaires régionales se sont creusées.

On voit ainsi que le commerce international crée un écart de revenus entre les régions d'un même pays, certaines y étant plus exposées que d'autres de par la nature de leur production.



Ouvrières du textile à Hô-Chi-Minh-Ville, Viet Nam.

Les différences de rémunération peuvent être profondément enracinées, car les travailleurs et les capitaux ne circulent pas librement et il y a peu de redistribution entre les régions, surtout dans les pays en développement. Les effets du commerce international sur les travailleurs varient donc en fonction de ses répercussions sur l'économie locale.

Le cas de l'Inde

L'Inde comptait un tiers de la population pauvre du monde lorsque le pays a commencé à libéraliser ses échanges en 1991. Il a réduit les restrictions quantitatives au commerce et ramené les droits d'importation de 87 % à 37 % en 1996. Petia Topalova (2010) a étudié l'effet de cette baisse, qui a intensifié la concurrence étrangère.

Au niveau national, la pauvreté a reculé, mais moins dans les zones rurales plus exposées à la concurrence des importations. La pauvreté relative a augmenté, car la baisse des droits de douane a réduit la demande de main-d'œuvre locale et les salaires dans l'industrie et l'agriculture, ce qui a nui aux pauvres de façon disproportionnée. Les familles des 10^e et 20^e centiles inférieurs de la distribution des revenus ont connu la plus forte baisse relative de la consommation par habitant.

Les disparités régionales de revenu peuvent diminuer alors que les travailleurs quittent les régions en proie à la concurrence étrangère vers des régions à plus hauts salaires. Cela ne s'est pas produit en Inde puisque moins de 0,5 % de la population rurale et 4 % de la population urbaine se sont déplacés pour des raisons économiques dans la décennie suivant la réforme du commerce. La mobilité géographique a été particulièrement faible chez les Indiens sans instruction ou pauvres.

Pourquoi si peu de mouvement ?

Il est coûteux de plier bagage, et difficile d'emprunter. Dans un pays en développement comme l'Inde, la famille et des institutions comme le système des castes constituent une assurance sociale informelle qui freine la mobilité. Il arrive aussi que les travailleurs ignorent tout simplement qu'il existe de meilleures perspectives d'emploi ailleurs ou que les compétences et l'expérience des travailleurs touchés par la concurrence des importations ne répondent pas aux besoins des secteurs en développement dans d'autres régions.

On constate que la concurrence des importations a des répercussions sur les marchés de l'emploi locaux qui peuvent s'aggraver avec le temps. Une étude récente examine comment les travailleurs se sont adaptés pendant les deux décennies suivant la libéralisation des droits de douane au Brésil, qui a réduit les droits d'importation au début des années 90 (Dix-Carneiro et Kovak, 2015). Comme en Inde, la réforme a réduit les revenus dans les régions les plus exposées à la concurrence des importations, mais les inégalités entre les régions brésiliennes ont reculé, car les régions les plus touchées étaient plus riches au départ. Étonnamment, les effets négatifs sur les revenus régionaux se sont aggravés avec le temps, car la demande de main-d'œuvre a lentement diminué à mesure que les entreprises locales réduisaient leurs effectifs ou fermaient devant la concurrence des importations, après dépréciation du capital. La demande de services a alors diminué, ce qui a pesé encore plus sur le marché de l'emploi local. Comme en Inde, les travailleurs n'ont pas quitté les régions en déclin, et beaucoup ont fini par trouver un emploi dans le secteur informel.

Ainsi, les obstacles à la mobilité influent sur les effets inégaux du commerce international. Il faut mieux comprendre les principaux

obstacles à la mobilité (entre entreprises, secteurs ou régions) qui empêchent les victimes de la concurrence des importations de trouver des emplois dans les secteurs en expansion.

Consommation : pauvres contre riches

L'intégration dans le marché mondial profite aux consommateurs des pays en développement en mettant à disposition des importations meilleur marché. Elle leur donne aussi accès à des biens non produits par des entreprises nationales, médicaments et téléphones portables par exemple. Ces avantages ne se limitent pas à la consommation. Un agriculteur kényan emploie son portable non seulement pour contacter ses amis et sa famille, mais aussi pour utiliser des services bancaires mobiles ou s'informer sur le prix des cultures de rente.

Dans le même temps, les effets positifs sur la consommation peuvent être inégaux et radicalement différents entre riches et pauvres. Les pauvres consacrent souvent une part plus grande de leur budget aux biens marchands (nourriture et vêtements) qu'aux services non marchands (logement et éducation). Une étude de 40 pays, dont 12 en développement, montre que l'intégration mondiale du commerce bénéficie davantage à la consommation des pauvres, car les prix internationaux des biens marchands baissent davantage que les prix des services non marchands, qui tendent à être consommés par les riches (Fajgelbaum et Khandelwal, 2016).

D'autres facteurs sont à prendre en compte.

Les effets de l'intégration peuvent varier selon le type de libéralisation et les habitudes d'achat des ménages à tous les niveaux de revenu. Plusieurs pays à revenu intermédiaire et en transition, dont le Mexique et l'Argentine, ont récemment ouvert la grande distribution aux chaînes étrangères, ce à quoi l'Inde s'oppose fermement à ce jour. On a constaté qu'au Mexique, si les pauvres bénéficient de l'arrivée de chaînes étrangères, ils en profitent moins que les riches.

De plus, selon une étude à paraître, les consommateurs mexicains, à tous les niveaux de revenu, bénéficient de l'ouverture des chaînes de magasins étrangères, car elles offrent des prix plus bas, une gamme de produits plus large et de meilleurs aménagements (emplacement et parking par exemple; Atkin, Faber et Gonzalez-Navarro). Elles ont cependant davantage d'effets positifs sur la consommation des ménages dans la tranche supérieure de 20 % de la répartition des revenus que dans la tranche inférieure de 20 %, car les ménages riches ont beaucoup plus de chances de reporter leurs achats sur les chaînes étrangères.

De plus, des prix inférieurs aux frontières ne se traduisent pas nécessairement par des prix inférieurs sur les marchés isolés. Les effets positifs du commerce sur la consommation sont répartis inégalement dans les pays du fait des mauvaises infrastructures internes et de la faible concurrence dans les secteurs de gros et de détail des pays en développement. Une étude récente montre que les consommateurs des régions isolées d'Éthiopie et du Nigéria bénéficient peu des importations, car le coût des transports intérieurs et des intermédiaires absorbe la plupart des avantages éventuels (Atkin et Donaldson, 2015).

En somme, si le commerce bénéficie aux consommateurs, ses effets positifs sur la consommation sont inégaux. Les pauvres des pays en développement consacrant une grande partie de

leurs revenus aux biens marchands, il ne faut pas oublier cet aspect des inégalités.

Pour l'égalité des chances

Les populations du Brésil, de Chine, d'Inde et du Viet Nam semblent favorables à une libéralisation du commerce international, selon des enquêtes récentes du Pew Research Center.

On ne doit pas pour autant négliger les effets inégaux du commerce et les inégalités croissantes dues au commerce ou à d'autres facteurs. Le rejet actuel du commerce dans des pays développés comme les États-Unis sert d'avertissement. Dans le même temps, les pays en développement ne sont pas en état de faire face à l'aggravation des inégalités des revenus et des chances. Leurs dépenses d'éducation sont inférieures, leurs dispositifs de protection sociale sont plus faibles et leur population n'a pas accès équitablement aux biens publics. Les possibilités limitées d'instruction sont particulièrement inquiétantes, car les travailleurs très instruits sont très demandés dans l'économie mondiale d'aujourd'hui et s'adaptent plus facilement aux chocs négatifs sur le marché du travail.

La réflexion doit porter sur les moyens d'exploiter les institutions nationales pour assurer l'égalité des chances, en particulier en matière d'éducation de qualité et de mobilité géographique, et de partager les avantages du commerce plus largement avec les laissés-pour-compte. ■

Nina Pavcnik est titulaire de la chaire Niehaus Family d'études internationales et professeure d'économie au Dartmouth College.

Bibliographie :

Atkin, David, and Dave Donaldson, 2015, "Who's Getting Globalized? The Size and Implications of Intranational Trade Costs," NBER Working Paper 21439 (Cambridge, Massachusetts, National Bureau of Economic Research).

Atkin, David, Ben Faber, and Marco Gonzalez-Navarro, forthcoming, "Retail Globalization and Household Welfare: Evidence from Mexico," Journal of Political Economy.

Brambilla, Irene, Daniel Lederman, and Guido Porto, 2012, "Exports, Export Destinations, and Skills," American Economic Review, Vol. 102, No. 7, pp. 3406-38.

Dix-Carneiro, Rafael, and Brian Kovak, 2015, "Trade Liberalization and Regional Dynamics," unpublished (Durham, North Carolina: Duke University).

Fajgelbaum, Pablo, and Amit Khandelwal, 2016, "Measuring the Unequal Gains from Trade," Quarterly Journal of Economics, Vol. 131, No. 3, pp. 1113-80.

Goldberg, Pinelopi, and Nina Pavcnik, 2007, "Distributional Effects of Globalization in Developing Countries," Journal of Economic Literature, Vol. 45, No. 1, pp. 39-82.

McCaig, Brian, 2011, "Exporting out of Poverty: Provincial Poverty in Vietnam and U.S. Market Access," Journal of International Economics, Vol. 85, No. 1, pp. 102-13.

Topalova, Petia, 2010, "Factor Immobility and Regional Impacts of Trade Liberalization: Evidence on Poverty from India," American Economic Journal: Applied Economics, Vol. 2, No. 4, pp. 1-41.

Verhoogen, Eric, 2008, "Trade, Quality Upgrading, and Wage Inequality in the Mexican Manufacturing Sector," Quarterly Journal of Economics, Vol. 123, No. 2, pp. 489-530.



Sushi zoulou et autres espoirs

La mondialisation n'a guère profité à l'Afrique

Kumi Naidoo

EN TANT qu'Africain, je ne peux guère militer contre la mondialisation : elle m'a fait découvrir le sushi. L'Afrique du Sud a fusionné ce mets délicat avec la viande crue dont le pays raffole et l'a fièrement baptisé «sushi zoulou». En théorie, la mondialisation est notre vision pour l'Afrique : l'intégration économique, technique et même culinaire, partout dans le monde. Cela peut signifier un partage de la responsabilité du bien-être de l'humanité.

Mais ce n'est pas la mondialisation dont nous avons été témoins en Afrique, qui enrichit une petite coterie aux dépens de la multitude. L'Afrique aujourd'hui est sous l'empire d'intérêts étrangers, qui s'emparent du contrôle interne.

Des règles injustes

À l'origine, les jeunes nations africaines espéraient que le Cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay leur ouvrirait des débouchés dans le monde développé. Mais les élites économiques étaient favorables à des règles qui avantageaient les pays avancés — et forçaient les pays en développement d'Afrique et d'ailleurs à s'y conformer (Kumar, 2002). Les traités d'investissements bilatéraux et de libre-échange portés par les pays riches accrochés à leur domination faussaient l'espace de négociation.

Trente ans plus tard, les membres de l'Organisation mondiale du commerce ne sont toujours pas prêts à promouvoir une croissance solidaire et durable. L'échec du Cycle de Doha l'an dernier symbolisait le déséquilibre entre les pays développés et ceux en développement (Keating, 2015). Les règles qui protègent les pays industrialisés, d'où sont issus la plupart des auteurs de la réglementation, leur ont permis de devenir les géants qu'ils sont aujourd'hui. Mais ces pays ont besoin d'être approvisionnés constamment et, à l'instar des pays émergents, dont la Chine, ils s'attaquent maintenant aux ressources et aux marchés de l'Afrique.

La demande de ressources africaines a tiré la croissance économique du continent : plus de 5 % par an en moyenne au cours des dix dernières années. Mais elle a aussi donné lieu à des sorties de capitaux illégales qui étaient le fait de pays étrangers et de multinationales — 850 milliards de dollars entre 1970 et 2008 (CENUA, 2015).

Les politiques qui favorisaient cette croissance bienvenue ont creusé le sillon des inégalités et de la pauvreté. Pendant les dix dernières années de libéralisation des échanges et de hausse de la production globale, les inégalités internes se sont amplifiées (Ortiz et Cummins, 2011). La concurrence avec les travailleurs sur le marché international de l'emploi fait baisser les salaires, et la concurrence entre les pays peut se solder par des coupes dans les dépenses sociales et une fiscalité moins progressive.



Anciennement à la tête de Greenpeace et CIVICUS, Kumi Naidoo est Directeur de campagne du mouvement Africans Rising.

En dépit de l'amélioration des chiffres officiels de la pauvreté au cours des 50 dernières années, 48,5 % vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. La moitié d'un continent, soit un demi-milliard d'Africains, vit dans une pauvreté absolue, deux-tiers vivent avec moins de 4 dollars par jour, 90 % sont en-dessous du seuil de la classe moyenne, qui vit avec 10 à 20 dollars par jour.

Le revenu ne dit pas tout. Les Africains survivent avec si peu parce que deux-tiers dépendent entièrement de l'agriculture et n'ont aucun moyen d'améliorer leur sort. Et le loup est à la porte. Dans le monde entier, plus de 46 millions d'hectares de terres agricoles ont été achetés par des étrangers, pour la plupart en Afrique (Kachika, 2011). Cette mainmise sur les terres a exproprié de chez elles ou réduit en

esclavage sur leurs terres des millions de personnes et menace la sécurité alimentaire et la subsistance des Africains les plus pauvres.

Des milliards de perdants

Pour nous, la mondialisation a fait très peu de gagnants et des milliards de perdants, elle a fait augmenter le nombre de partenariats inégaux et les inégalités, a freiné le développement et a perpétué l'exploitation et l'exclusion. Les règles ne nous sont pas favorables, elles ne l'ont jamais été. Mais les gouvernements africains n'osent pas remettre en question le système, de peur de compromettre le bien-être financier de leurs économies.

Nous, Africains, devons nous lever et reprendre ce qui nous appartient — exiger de nos gouvernants qu'ils nous rendent d'abord des comptes, exposer la corruption, éradiquer la pauvreté et mettre fin aux inégalités tout en combattant le changement climatique et en faisant honneur à la beauté, la générosité et l'indulgence de notre continent. ■

Bibliographie :

- Kachika, Tinyade, 2011, Land Grabbing in Africa: A Review of the Impacts and Possible Policy Responses (London: Oxfam International).*
- Keating, William E., 2015, "The Doha Round and Globalization: A Failure of World Economic Development?" (New York: CUNY Academic Works).*
- Kumar, Pranav, 2002, "Impact of the Uruguay Round on the Multilateral Trading System," in The Reality of Trade: The WTO and Developing Countries (Ottawa: North South Institute).*
- Ortiz, Isabel, and Matthew Cummins, 2011, Global Inequality: Beyond the Bottom Billion—A Rapid Review of Income Distribution in 141 Countries (New York: UNICEF).*
- United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), 2015, "Illicit Financial Flows: Report of the High level Panel on Illicit Financial Outflows from Africa" (Addis Ababa).*

L'évolution de l'alimentation

Il est essentiel d'accroître l'efficacité et la productivité agricoles pour assurer la sécurité alimentaire

Plus de 750 millions de travailleurs agricoles dans le monde produisent les aliments dont ont besoin les 7,4 milliards d'habitants de la planète.

Bien que la production alimentaire mondiale puisse alimenter toute la population, la sécurité alimentaire reste un problème dans beaucoup d'endroits. Comme la plupart des aliments sont consommés localement, les marchés et la distribution sont influencés par des facteurs propres à chaque pays, tels que les conditions climatiques, les infrastructures insuffisantes et la pauvreté. L'alimentation ne représente qu'une petite partie du commerce mondial, mais la souveraineté alimentaire et la protection de longue date dans les négociations commerciales.

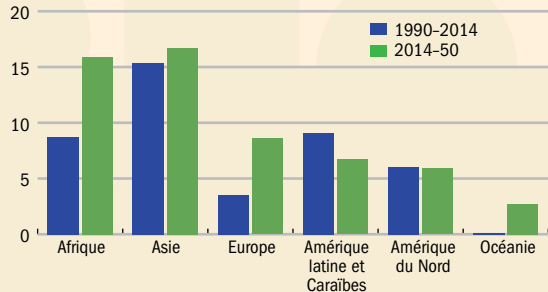
La population a augmenté plus vite que la production alimentaire nationale dans bien des pays, principalement dans les villes, d'où une

hausse des importations dans plusieurs d'entre eux. Depuis 1990, 27 pays exportateurs nets de produits alimentaires sont devenus des importateurs. Ce n'est pas un problème pour les pays riches, mais certains pays pauvres ont du mal à financer ces nouvelles importations. De plus, ce nouveau besoin coïncide avec une chute des prix des produits de base non alimentaires qui a réduit leurs recettes d'exportation.

Le nombre de pays qui seront confrontés à l'insécurité alimentaire va certainement augmenter. Si toutes les terres agricoles disponibles aujourd'hui étaient utilisées d'ici 2050, le monde pourrait nourrir, au mieux, seulement 9 milliards de personnes, sur une population attendue de 9,7 milliards. Cette estimation fait fi des aspects

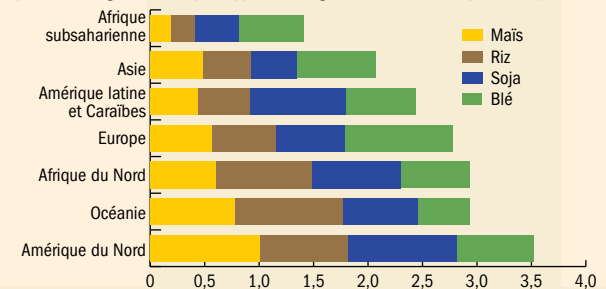
Étant donné l'urbanisation accrue, surtout en Afrique, en Asie et en Europe, les pays dépendront davantage du commerce; certains pays à faible revenu pourraient avoir du mal à financer leurs importations alimentaires.

(variation en pourcentage de la population urbaine)

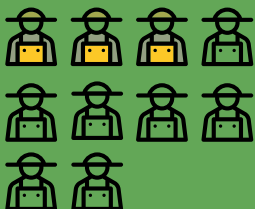


L'Afrique subsaharienne est particulièrement susceptible d'accroître les disponibilités alimentaires en accroissant la productivité des terres déjà cultivées.

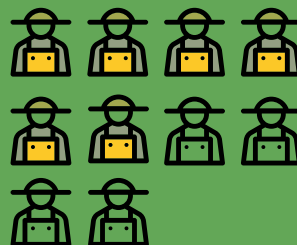
(rendement agricole, ratio par rapport à la région au rendement le plus élevé)



750 millions de travailleurs alimentent 6,65 milliards de personnes.



30 %
de la main-d'œuvre mondiale travaillent dans l'agriculture



60 %
de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne travaillent dans l'agriculture

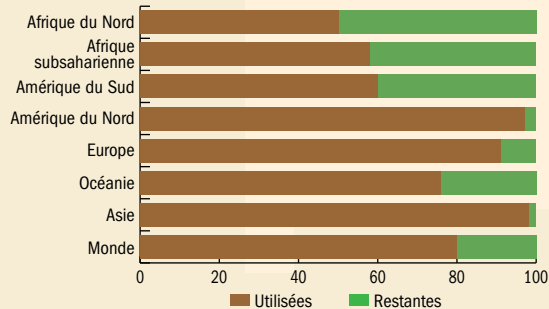
négatifs d'une expansion à grande échelle de l'utilisation des terres (déforestation, perte de biodiversité, dégradation des sols et hausse des émissions de carbone), qui contribuent tous au changement climatique et pèsent sur les rendements des cultures et la productivité du bétail. Les hausses futures des disponibilités alimentaires doivent venir d'une augmentation de la productivité des terres qui sont déjà cultivées.

La technologie pourrait aider les agriculteurs à accroître le rendement des cultures nutritives de manière durable et efficace. Par exemple, le riz C4 génétiquement modifié utilise l'eau et l'azote de manière plus efficace que le riz conventionnel et son rendement est supérieur de 50 %. Mais beaucoup s'inquiètent de la sécurité des cultures génétiquement modifiées.

La demande de produits alimentaires continuera d'augmenter parallèlement à la population mondiale, et, étant donné les déplacements des zones rurales vers les zones urbaines, davantage de pays compteront sur le commerce pour satisfaire cette demande. La hausse des revenus stimulera la demande de viande, ainsi que de produits laitiers et frais. Face à l'insécurité alimentaire, les solutions à long terme consistent à réduire la consommation excessive et les gaspillages, à éliminer les obstacles aux échanges et à accroître la productivité. Les pays à faible revenu devraient aussi s'employer davantage à attirer des capitaux et des investissements dans le secteur agricole.

Bien qu'une expansion soit possible, l'utilisation de toutes les terres agricoles disponibles est irréalisable en raison de diverses préoccupations environnementales et sociales.

(terres propres à l'agriculture utilisées/restantes, en pourcentage)



33 %

des aliments produits pour la consommation humaine **(1,3 MILLIARD DE TONNES)** sont **gaspillés** chaque année.

Rédigé par Maria Jovanović. Le texte et les graphiques s'inspirent du dossier spécial sur les produits de base qui figure dans l'édition d'octobre 2016 des Perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI.



85 %
des aliments consommés en 2015 étaient produits localement.

L'alimentation ne représente ainsi que **8 %** du commerce mondial.



Plus gros producteurs de café :

| | | | | |
|--------|----------|----------|-----------|----------|
| | | | | |
| Brésil | Viet Nam | Colombie | Indonésie | Éthiopie |

Plus gros consommateurs de café :

| | | | | |
|----|------------|--------|-------|--------|
| | | | | |
| UE | États-Unis | Brésil | Japon | Canada |

La classe moyenne en péril

Ali Alich

Les ménages américains s'enrichissent ou s'appauvrissent et la classe moyenne rétrécit

LA CLASSE moyenne américaine, constituée des ménages qui gagnent entre 50 et 150 % du revenu réel médian avant impôt, rétrécit. Sa part dans l'ensemble des ménages américains a baissé de 11 points (de 58 à 47 %) entre 1970 et 2014. Autrement dit, aux États-Unis la distribution des revenus s'est polarisée, ou creusée du fait de l'enrichissement ou de l'appauvrissement des ménages à revenu moyen (graphique 1).

De 1970 à 2000, cette polarisation était plutôt bon signe, car elle tenait au fait qu'il y avait davantage de ménages qui se hissaient aux tranches supérieures (revenus réels ou corrigés de l'inflation supérieurs à 150 % du revenu médian) que de ménages dont le revenu descendait en dessous de 50 % du revenu médian. Cependant, depuis 2000 c'est l'inverse qui se produit.

Glisser dans une tranche de revenu inférieure a de lourdes conséquences pour les ménages, surtout dans un contexte de stagnation généralisée des revenus réels moyens. Ces dernières années, l'évidement de la classe moyenne a pénalisé l'économie en freinant la consommation, principal moteur de la croissance américaine. Cette baisse de la consommation est aussi préjudiciable aux partenaires commerciaux de la première économie mondiale, ainsi qu'à bon nombre d'autres pays qui lui sont indirectement

liés par le biais des chaînes logistiques et financières mondiales.

Tendances dans la classe moyenne

Pour bien fonctionner, une économie doit s'appuyer sur une consommation et un investissement forts. Les capacités des ménages les plus modestes à consommer et épargner sont limitées. Les ménages à revenu élevé épargnent beaucoup, mais consomment trop peu en proportion de leurs revenus. À l'échelle d'une société, les ménages de la classe moyenne assurent un équilibre fiable entre consommation et épargne. Aux États-Unis, ils représentent l'essentiel de la consommation, mais aussi du capital humain, et détiennent l'essentiel du capital physique (logements, voitures, etc.). Le recul de la classe moyenne pénalise donc toute l'économie.

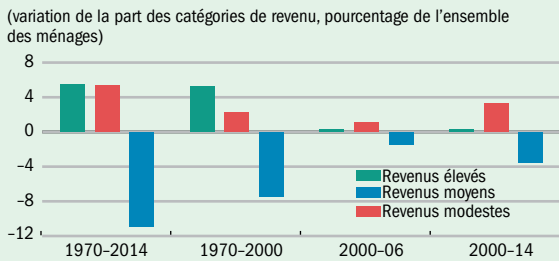
La baisse de 11 points de la part des ménages à revenu moyen depuis 1970 s'explique en partie par le progrès économique : environ la moitié de la classe moyenne a vu ses revenus augmenter, l'autre moitié subissant le mouvement inverse. Mais la tendance à long terme masque une détérioration remontant au début du siècle. La majorité des ménages à revenu intermédiaire ont accédé à des tranches de revenu supérieures entre 1970 et 2000. Depuis, cependant, seuls 0,25 % ont progressé dans l'échelle des revenus et une



Graphique 1

Une classe moyenne en recul

Depuis 1970, la part des ménages à revenu moyen diminue aux États-Unis.



Source : U.S. Census Bureau, *Current Population Survey*.

Note : Les ménages à revenu moyen sont ceux dont le revenu annuel, corrigé de la taille du ménage, se situe entre 50 et 150 % du revenu médian national. Les ménages à revenu élevé (modeste) ont un revenu supérieur (inférieur) au revenu médian.

proportion stupéfiante (3,25 %) s'est retrouvée dans la tranche des revenus faibles.

La part dans le total des revenus est une mesure indirecte du poids économique relatif d'une catégorie de revenus. À mesure que la classe moyenne se vide, sa part dans le revenu national total régresse. La part des ménages à revenu moyen a chuté d'environ 47 % du revenu américain en 1970 à environ 35 % en 2014. Ce recul fait pendant à l'augmentation de la part du revenu total détenu par les ménages les plus riches. Durant cette période, la part des ménages à revenu faible a stagné, à environ 5 % du revenu national total. La faible croissance salariale des dernières années, notamment imputable à une reprise laborieuse après la crise financière mondiale et au très faible taux de changement d'emploi, a également contribué à ces tendances (Danninger, 2016).

Inégalités et polarisation

Bien que le creusement des inégalités de revenu soit très largement étudié par les économistes, la polarisation des revenus, qui mesure le passage du milieu de la distribution aux extrémités, n'a pas reçu la même attention. L'inégalité des revenus mesure l'écart entre les revenus aux deux extrémités, c'est-à-dire entre les revenus les plus faibles et les plus élevés.

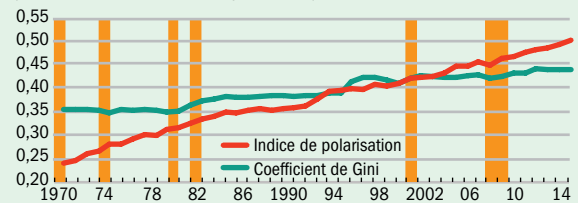
Pour mesurer ces inégalités, on se sert habituellement du coefficient de Gini, qui évalue la dispersion statistique de la distribution des revenus des ménages. Un indice similaire, bien moins connu, a été construit pour rendre compte de la polarisation des revenus. Il mesure le poids relatif des ménages dont les revenus s'approchent des valeurs extrêmes (pôles) de la distribution. L'indice de polarisation varie de 0 (tous les ménages ont le même revenu) à 1. Il augmente lorsque le revenu d'un plus grand nombre de ménages se rapproche des deux valeurs extrêmes de la distribution et atteint 1 quand certains ménages n'ont aucun revenu, tous les autres ayant un revenu identique (différent de 0). Le graphique 2 montre que la polarisation s'est accrue plus vite que les inégalités depuis 1970 (comparaison entre le coefficient de Gini et l'indice de polarisation). En outre, tandis que le premier a très peu varié depuis 2000, le second a continué d'augmenter, laissant à penser que, sur le plan socioéconomique, l'évidement de la classe moyenne observé ces dernières années est peut-être encore plus inquiétant que l'inégalité.

Graphique 2

Une polarisation rapide

Les inégalités ont cessé de se creuser, mais la polarisation des revenus s'accroît aux États-Unis.

(coefficient de Gini et indice de polarisation)



Sources : U.S. Census Bureau, *Current Population Survey*; calculs de l'auteur.

Note : Le coefficient de Gini mesure les inégalités de revenus. Il est égal à 0 quand tous les ménages reçoivent le même revenu et à 1 quand un seul ménage reçoit l'intégralité du revenu. L'indice de polarisation mesure le passage de la tranche moyenne de revenus vers les tranches inférieure ou supérieure. Il est égal à 0 quand tous les ménages reçoivent le même revenu et à 1 quand certains ménages n'ont aucun revenu et tous les autres ont le même revenu (différent de zéro). Les données sur les revenus sont pondérées en fonction de la taille des ménages. Les barres représentent des périodes de récession.

Une tendance très nette

Nous définissons la classe moyenne comme l'ensemble des ménages dont le revenu est compris entre 50 et 150 % du revenu réel médian, mais il n'existe aucune définition vraiment consensuelle. Nos travaux montrent que le rétrécissement de la classe moyenne est confirmé avec différentes hypothèses raisonnables utilisant différentes bandes supérieures et inférieures autour de la médiane pour définir le revenu moyen (par exemple entre 60 et 225 % ou entre 75 et 125 % du revenu médian).

Nous avons adopté une définition relative de la classe moyenne, dans laquelle le revenu des ménages est comparé chaque année avec le revenu médian. On pourrait également utiliser des seuils de salaires en dollars ne correspondant pas nécessairement au revenu médian. Les tendances au repli de la classe moyenne sont similaires quand les revenus sont exprimés en valeur absolue.

De surcroît, quand on exclut les ménages situés dans le centile supérieur et que l'on ventile par âge, race ou niveau d'études, les résultats sont identiques : la polarisation des revenus s'est sensiblement accentuée au cours des quatre dernières décennies. La seule exception concerne les ménages dont le chef est une femme; dans ce groupe, la polarisation s'atténue un peu après 1970, même si la tendance inverse s'observe également parmi ces ménages depuis quelques années.

L'économie s'en ressent

Quand un nombre disproportionné de ménages glisse vers le bas de la distribution des revenus, comme dernièrement, des répercussions sociales et politiques négatives ne sont pas exclues. Ce déclassement peut aussi, et souvent à juste titre, être perçu comme contraire à l'équité.

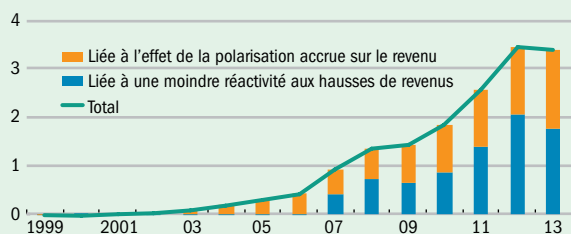
La polarisation peut également avoir des conséquences majeures pour l'économie dans son ensemble. Depuis 1998, le phénomène a essentiellement pris la forme d'un passage aux tranches de revenu inférieures. Pour toute l'économie, ce déplacement vers le bas a été synonyme de perte de revenus et, partant, de consommation. La polarisation serait à l'origine d'environ un semestre de perte de croissance de la consommation entre 1999 et 2013, soit une perte cumulée de 1¼ point (graphique 3).

Graphique 3

Une année perdue

Depuis 1999, l'effet combiné de la polarisation des revenus et de la moindre réactivité aux hausses de revenus a fait perdre l'équivalent d'une année de croissance de la consommation aux États-Unis.

(perte de consommation, points de pourcentage)



Sources : Université du Michigan, Panel Study on Income Dynamics; calculs de l'auteur.

Pire encore, des éléments récents semblent indiquer qu'une hausse similaire des revenus pour l'ensemble des ménages n'entraîne pas la même hausse de la consommation que celle qui aurait été observée il y a encore peu de temps; dans le jargon des économistes, cela signifie que la propension marginale des ménages à consommer a diminué, contrairement aux prédictions selon lesquelles l'augmentation du nombre de ménages modestes allait l'orienter à la hausse. La pression à la baisse sur la consommation s'est donc accrue. La perte totale de consommation enregistrée entre 1999 et 2013 en raison de la réaction plus molle de la consommation aux hausses de revenus a également été estimée à environ 1 3/4 point, soit l'équivalent d'un autre semestre de croissance de la consommation.

On ne peut qu'émettre des hypothèses quant aux causes de cette polarisation croissante dont les conséquences pour l'économie sont inquiétantes. Elle s'explique peut-être notamment par les politiques fiscales et migratoires. Le progrès technique et la désyndicalisation jouent probablement un rôle aussi, de même que les récessions. Les chercheurs devraient étudier ces pistes et les autres causes éventuelles.

Comprendre l'origine de la polarisation aiderait les autorités à définir des politiques permettant de rompre ce cycle, de garantir à la majorité de la population une amélioration de son niveau de vie à terme et de s'attaquer aux effets socioéconomiques de la polarisation chez les plus modestes.

Un phénomène mondial

Bien que notre article se concentre sur la polarisation des revenus aux États-Unis, le recul de la classe moyenne semble se manifester ailleurs aussi (graphique 4). Au Canada et en Allemagne par exemple, la polarisation paraît plus forte qu'aux États-Unis depuis quelques décennies, tandis qu'elle semble avoir ralenti ou diminué en France, en Italie et au Royaume-Uni (Bigot *et al.*, 2012).

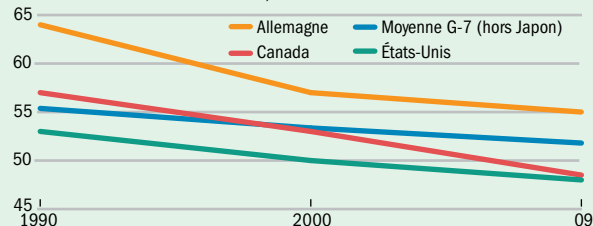
Les données pour les pays émergents sont rares, mais la Banque mondiale calcule régulièrement l'indice de polarisation pour de nombreux pays, qui, en règle générale, montrent une accentuation du phénomène d'évidement. En utilisant des données de la Banque mondiale sur un groupe de neuf pays asiatiques, le FMI (2006) a constaté par exemple qu'à une seule exception près, la

Graphique 4

Polarisation

La classe moyenne se vide aux États-Unis comme dans d'autres pays avancés.

(pourcentage de la population dont le revenu est compris entre 75 et 150 % du revenu médian)



Source : Bigot *et al.* (2012).

Note : Le G-7 est le Groupe des Sept pays avancés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni). Les données agrégées sur le G-7 excluent le Japon.

polarisation s'y était accrue entre le milieu des années 90 et le milieu de la décennie suivante. L'accentuation la plus sensible a été observée en Chine et la plus faible au Sri Lanka. Durant la période examinée, la polarisation ne s'est atténuée qu'en Thaïlande.

Nous avons étudié les données jusqu'en 2014, mais des chiffres récents montrent que le revenu médian des ménages a bondi de manière impressionnante en 2015 (+5 1/4 %) et que le taux de pauvreté a baissé. Toutefois, la tendance ne devrait pas se poursuivre en 2016. Premièrement, la hausse est largement imputable aux revenus ne provenant pas du travail, du fait notamment de l'augmentation des aides directes et indirectes liées à la loi américaine sur les soins abordables («Affordable Care Act»), qui a étendu la couverture de l'assurance santé. Les politiques de ce type produisent ponctuellement une forte hausse des revenus, qui ne dure pas si les politiques n'évoluent pas. Deuxièmement, l'année 2015 a été marquée par une croissance spectaculaire de l'emploi. Comme l'économie américaine tourne pratiquement à plein régime, les créations d'emploi devraient ralentir. Au premier semestre 2016 déjà, le chiffre mensuel des créations d'emplois salariés a été nettement plus bas qu'en 2015 et la croissance moyenne des salaires réels a décéléré aussi. ■

Ali Alichy est économiste principal au Département Hémisphère occidental du FMI.

Le présent article s'inspire du document de travail n° 16/121 du FMI intitulé «Income Polarization in the United States» et coécrit par l'auteur, Kory Kantenga et Juan Solé.

Bibliographie :

Bigot, Régis, Patricia Croutte, Jörg Muller, and Guillaume Osier, 2012, "The Middle Classes in Europe: Evidence from the LIS Data," LIS Working Paper Series 580 (Luxembourg Income Study).

Danninger, Stephan, 2016, "What's Up with U.S. Wage Growth and Job Mobility?" IMF Working Paper 16/122 (Washington: International Monetary Fund).

International Monetary Fund (IMF), 2006, "Rising Inequality and Polarization in Asia," in Regional Economic Outlook, Asia and Pacific (Washington, September).



Rogner sur la **QUALITÉ**

Culture de la vigne à Perdiel, Mendoza (Argentine).

Natalie Chen et Luciana Juvenal

LES ÉCHANGES commerciaux internationaux ont chuté de 30 % en valeur nominale entre le troisième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009, à la suite de la crise financière mondiale. Même après correction de l'inflation, cela représente un recul massif de 18 %.

Un autre indicateur, le ratio commerce mondial/PIB, dénote un effondrement tout aussi spectaculaire. En effet, la crise a eu un impact disproportionné sur le commerce de biens de consommation durable et d'investissement, qui représente une grosse part des échanges mondiaux, mais seulement une mince fraction du PIB mondial.

Mais il semble que ce n'est pas seulement la réduction des achats des consommateurs qui réduit la valeur des importations et exportations mondiales. L'étude des exportations de vin argentin nous montre que la valeur nominale (avant inflation) du commerce mondial a aussi chuté parce que les consommateurs optaient pour des produits meilleur marché et de moins bonne qualité, au lieu de produits plus onéreux et de qualité supérieure.

Impact de la récession

Lorsque le revenu baisse, comme c'est en général le cas en temps de crise ou de récession, les ménages réduisent leur consommation. Parce qu'une partie de ce qu'ils consomment est importée, la demande de produits étrangers baisse aussi. Mais, détail qui a son importance, lorsque les ménages se serrent la ceinture, cela peut avoir une incidence

non seulement sur la quantité, mais aussi sur les *types* de biens qu'ils achètent. En particulier, puisque la consommation de produits haut de gamme est en général plus sensible à la variation des revenus que les articles de moindre qualité, une baisse soudaine du revenu (choc négatif dans le jargon qu'affectionnent les économistes) peut amener les ménages affectés par la crise à «rogner sur la qualité» et non seulement sur la quantité. Cela devrait par ricochet entraîner une contraction plus sensible des importations de meilleure qualité. Nous cherchons à déterminer si la crise financière mondiale a induit un recul général de la qualité des biens échangés. C'est le cas s'agissant des vins produits en Argentine.

Il est difficile de mesurer la qualité, parce que qu'il n'existe pas de comparateur unique pour les divers types de produits. Mais nous avons contourné cet obstacle en centrant notre étude sur l'industrie vinicole, dont les produits font l'objet d'évaluations régulières par des experts de renom. Nous nous basons sur leurs notations, qui donnent une appréciation précise de la qualité, et sur une base unique de données consacrée aux producteurs argentins — riche d'informations sur les entreprises, la valeur des exportations à destination de pays spécifiques et le volume des différents crus exportés. Nous constatons une nette régression du volume de produits de qualité exportés. Nos résultats suggèrent en outre que le changement de composition des exportations peut expliquer jusqu'à 9 points de baisse de la valeur du commerce des vins argentins au cours de la période de crise.

Les exportations vinicoles de l'Argentine révèlent une préférence des consommateurs pour les biens de moindre qualité après la crise financière mondiale

Essor spectaculaire

Depuis le début des années 90, l'industrie vinicole a connu un essor extraordinaire. Au milieu de la décennie suivante, l'Argentine était devenue le cinquième producteur et le huitième exportateur de vins dans le monde. Nous avons basé notre analyse sur les statistiques douanières du pays. Pour chaque exportation, nous notons le nom de la société exportatrice, le pays de destination, la date d'expédition, la valeur (en dollars) et le volume (en litres) de vin exporté. La base de données est très documentée, car elle indique le nom (la marque), le cépage (chardonnay ou malbec, par exemple), la catégorie (blanc, rouge ou rosé) et le millésime de chaque vin exporté. Pour l'évaluation de la qualité des différents vins, nous avons retenu les notations d'experts réputés : le magazine *Wine Spectator* et le critique Robert M. Parker Jr. L'un et l'autre attribuent à chaque vin une note allant de 50 à 100 (voir le tableau).

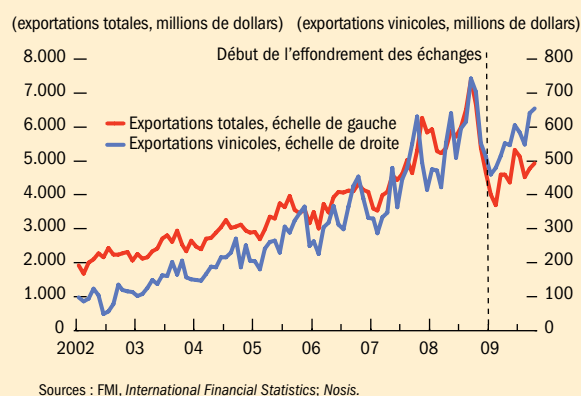
Nous datons l'effondrement des échanges commerciaux en comparant mois par mois la valeur des exportations totales de l'Argentine et celle de ses exportations de vin (en dollars nominaux, donc sans correction de l'inflation). Tant les exportations totales que les exportations vinicoles ont chuté à partir de leur pic de septembre 2008 jusqu'en janvier 2009 et ont entamé un lent redressement qui a duré jusqu'à la fin 2009. La période de crise commence en octobre 2008 et se termine en septembre 2009 (voir le graphique).

Nous cherchons ensuite à savoir si, au cours de la crise, les exportations haut de gamme ont diminué plus sensiblement que celles de produits de moins bonne qualité. Nous constatons qu'avant la crise, les exportations de vins de qualité supérieure ont augmenté plus vite que les autres, mais que la tendance s'est inversée durant la crise. En moyenne, pour chaque progression d'une unité sur l'échelle de qualité, il y a eu une baisse de 2 points de pourcentage de la croissance des exportations pendant la période de crise. Nous remarquons en outre que l'effondrement de la valeur nominale des exportations de vins de qualité supérieure a été dû principalement à la diminution des quantités exportées, et non à la baisse des prix — preuve que la crise financière a surtout affecté l'économie réelle. Nous prenons en compte toutes les sortes de chocs qui ont pu affecter l'offre et la demande de vin, que ce soit la conjoncture économique globale, qui affecte uniformément toutes les exportations vinicoles, ou les problèmes spécifiques à chaque entreprise (productivité ou crédit limité). Nous tenons aussi compte des facteurs liés aux pays de destination, tels que la croissance du PIB, les mesures protectionnistes et les taux de change bilatéraux.

Il y a plusieurs facteurs qui peuvent expliquer la baisse plus prononcée des exportations de qualité supérieure. Premièrement, nous constatons que le recul des exportations de qualité tient

Croissance interrompue

Les exportations totales et vinicoles de l'Argentine ont connu un essor spectaculaire du début des années 90 jusqu'à la fin 2008. Elles ont commencé à se redresser vers la fin 2009.



principalement à la chute de la demande globale due à la crise. Les exportations de vins argentins de qualité supérieure ont baissé davantage dans les pays les plus touchés par la crise, tels que les États-Unis ou le Royaume-Uni. Deuxièmement, la descente en gamme a été plus marquée dans des pays tels que la France et l'Italie, où les ménages pouvaient se rabattre sur les crus locaux. Le recul qualitatif est aussi plus prononcé dans le cas des petites entreprises, qui produisent en général en faible quantité des vins de qualité supérieure et sont plus durement pénalisées par la chute des revenus des ménages.

Nous constatons enfin qu'après la crise, la reprise de croissance des exportations a été plus forte pour les vins de qualité supérieure dès lors que l'économie mondiale a commencé à se remettre de la récession. Cela suggère que les effets commerciaux de la crise n'ont été que passagers.

Différents scénarios

Pour déterminer dans quelle mesure la qualité explique le comportement des exportations de vin, nous calculons la trajectoire des exportations vinicoles de l'Argentine selon deux scénarios différents. Dans le premier cas de figure, nous supposons que la qualité de tous les vins exportés a augmenté pendant la crise, pour atteindre le niveau maximum de notre base de données (soit la note de 96). Dans le second, nous envisageons l'autre extrême, à savoir que tous les vins ont été déclassés et n'obtiennent plus que la note la plus basse (68). Ces deux scénarios imaginaires fixent les limites inférieures et supérieures de l'évolution du commerce pendant la crise, du fait du changement de la composition qualitative des exportations.

Nous calculons les valeurs prédites de la croissance des exportations pour chaque vin exporté vers chaque destination et nous les comparons aux valeurs prédites obtenues selon chaque scénario. Selon le premier (note de 96 pour tous les vins), nous calculons que le total des exportations de l'Argentine aurait chuté de 38,94 %, soit près de 2,5 points de moins que la baisse effective (36,53 %). Par contre, selon le deuxième scénario, la chute des exportations aurait été bien moindre (30 %). Il y a donc un écart non négligeable de près de 9 points entre les deux scénarios. Cela suggère qu'il peut y

Avis des experts

Deux importants experts de la qualité vinicole, le magazine *Wine Spectator* et Robert M. Parker Jr., utilisent une échelle de notation de 50 à 100.

| <i>Wine Spectator</i> | | Robert M. Parker Jr. | |
|-----------------------|----------------|----------------------|----------------------------------|
| 95–100 | Superbe | 96–100 | Extraordinaire |
| 90–94 | Excellent | 90–95 | Excellent |
| 85–89 | Très bon | 80–89 | Au-dessus de la moyenne/très bon |
| 80–84 | Bon | 70–79 | Moyen |
| 75–79 | Médiocre | 60–69 | En dessous de la moyenne |
| 50–74 | Non recommandé | 50–59 | Inacceptable |

Source : FMI (2016).

avoir une grande différence entre les trajectoires des exportations selon que les pays se spécialisent dans le haut ou le bas de gamme.

Bien que l'examen détaillé des données sur les exportations des entreprises mette en évidence un recul qualitatif des biens échangés, comme la démarche empirique, notre analyse comporte plusieurs limites. Premièrement, dans la mesure où nous nous limitons aux vins argentins, nous ne pouvons pas intégrer l'éventualité que les consommateurs des pays touchés par la crise aient cessé d'acheter des vins chers du Vieux Continent, au profit de crus argentins meilleur marché, ce qui aurait eu pour effet d'empêcher une baisse plus prononcée des exportations de l'Argentine.

Deuxièmement, puisque notre étude porte sur un secteur spécifique d'un seul pays, nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos conclusions soient généralisables. Mais en ayant recours à diverses bases de données et à différentes méthodologies, certaines études (par exemple celles de Bems et di Giovanni, à paraître, et de Burstein, Eichenbaum et Rebelo, 2005) aboutissent à des conclusions qui s'accordent avec les nôtres. Cela suggère que nos conclusions peuvent sans doute s'appliquer à d'autres secteurs et pays, auquel cas il est possible de tirer un certain nombre d'implications macroéconomiques de notre étude.

Premièrement, en montrant que la composition des échanges a une incidence sur la manière dont les flux commerciaux réagissent aux crises économiques, notre analyse peut aider les décideurs et les économistes à comprendre le comportement probable des exportations de divers pays en période de récession. En particulier, puisque les pays riches produisent en général des produits de qualité supérieure, il est possible que leurs exportations soient excessivement pénalisées en période de récession (Berthou et

Emlinger, 2010, montrent que les pays spécialisés dans le haut de gamme subissent des pertes commerciales plus lourdes en temps de crise mondiale). Deuxièmement, la crise affecte le volume de vin exporté plus que le prix des biens échangés, ce qui montre que les crises financières ont des effets plus marqués sur l'économie réelle. Enfin, notre étude peut servir à comprendre les effets distributifs des épisodes de crise : le recul qualitatif causé par l'effondrement des revenus peut porter atteinte au bien-être des consommateurs. Plus précisément, pour les consommateurs friands de variété, mais aussi de qualité, le recul qualitatif des produits consommés altère le bien-être. ■

Natalie Chen est professeure associée d'économie à l'Université de Warwick et a été chercheuse invitée à l'Institut du FMI pour le développement des capacités. Luciana Juvenal est économiste à l'Institut du FMI pour le développement des capacités.

Cet article s'appuie sur le document de travail du FMI n° 16/30(2016) rédigé par les auteures et intitulé «Quality and the Great Trade Collapse».

Bibliographie :

Bems, Rudolf, and Julian di Giovanni, forthcoming, "Income-Induced Expenditure Switching," American Economic Review.

Berthou, Antoine, and Charlotte Emlinger, 2010, "Crises and the Collapse of World Trade: The Shift to Lower Quality," CEPII Working Paper 2010-07 (Paris: Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales).

Burstein, Ariel, Martin Eichenbaum, and Sergio Rebelo, 2005, "Large Devaluations and the Real Exchange Rate," Journal of Political Economy, Vol. 113, No. 4, pp. 742-84.



En écoutant,
nous pouvons en
apprendre beaucoup
sur le monde

Écoutez les **PODCASTS DU FMI**, avec
les **esprits les plus brillants** du monde
de l'économie et du développement.

À l'adresse **IMF.org** ou sur votre appli
podcast favorite.

Des montagnes de billets

La Suisse va à l'encontre de la tendance mondiale en maintenant une tradition d'argent liquide

David Pedroza



LES SUISSES sont rarement en retard. Mais la fabrication d'une nouvelle série de billets de banque est en cours depuis 2010. La mise en circulation des nouveaux billets a enfin débuté, à commencer par celui de 50 francs plus tôt cette année.

La dernière série de billets suisses arrive tandis que d'autres formes de paiement gagnent en popularité dans le monde et que les espèces, en particulier les grosses coupures, sont surveillées de près afin d'éviter la contrefaçon et les infractions.

En Suisse, cependant, la tradition l'emporte sur la tendance. L'argent liquide reste la méthode de paiement préférée et il est peu probable que cela change sous peu. En fait, la circulation des billets a augmenté d'une valeur nominale de 40 milliards de francs en 2007 à plus de 65 milliards en 2015.

Fünfzig Franken
Schuncanta Francs

Recto et verso du nouveau billet de 50 francs suisses.

«En dépit des progrès technologiques rapides dans le domaine des paiements, l'argent liquide reste prédominant; en effet, il reste une option largement utilisée et populaire en Suisse», selon le président de la Banque nationale suisse (BNS), Thomas Jordan.

Une étude récente de la Banque des règlements internationaux confirme cette tendance : le ratio paiements par carte de crédit/PIB n'est que de 10 % en Suisse, contre 25 % en Suède et 34 % au Royaume-Uni.

Un millier de raisons

D'autres pays éliminent leurs grosses coupures, comme le billet de 10.000 dollars de Singapour et le billet de 500 euros, en raison des craintes relatives au financement d'activités criminelles et de fraude fiscale. «Nous n'envisageons pas de retirer le billet de 1.000 francs; il est beaucoup utilisé en Suisse comme moyen de paiement», note toutefois M. Jordan. En fait, la popularité de ce billet, dont la valeur faciale est la plus élevée au monde après le billet de 10.000 dollars de Brunéi, est montée en flèche lorsque les taux d'intérêt suisses sont devenus négatifs en décembre 2015. Selon la BNS, 45,2 milliards de francs suisses en billets de 1.000 francs étaient en circulation en décembre 2015, contre 40,5 milliards l'année précédente. La nouvelle série inclura un billet de 1.000 francs.

Le franc suisse est la sixième monnaie la plus négociée dans le monde et il est donc exposé à un risque élevé de contrefaçon. Néanmoins, les billets suisses figurent parmi les plus sûrs du monde.



L'argent liquide reste la méthode de paiement préférée.

Dans son rapport annuel 2015, la BNS note que seulement 2.400 billets contrefaits ont été saisis, soit environ 6 pour 1 million en circulation.

Mais même les Suisses ne laissent rien au hasard et comptent sur une technologie de pointe pour préserver une tradition d'argent liquide et de grosses coupures.

Le nouveau billet de 50 francs comporte 15 éléments de sécurité pour éviter la contrefaçon. S'il est incliné d'une certaine manière, il offre un paysage des Alpes suisses dans les couleurs de l'arc-en-ciel. Une croix suisse, à l'image du drapeau national, est visible aussi sous un angle particulier.

Dans la continuité d'une tendance internationale, le nouveau billet suisse comporte un noyau de polymère entre deux couches de fibres de coton. Les nouveaux billets devraient avoir une durée de vie de 15 ans au moins.

Conception

Les Suisses ne sont peut-être pas pressés de changer la manière dont ils utilisent leurs billets de banque, mais il en va autrement lorsqu'il s'agit de les concevoir. La nouvelle série abandonne

Recto du billet actuel de 1.000 francs et projet du nouveau billet de 50 francs.

les personnalités suisses au profit de concepts plus nuancés et abstraits.

Dans le cadre du thème «La Suisse aux multiples facettes», chaque billet évoque un concept différent dans une perspective helvète. «Chaque aspect est représenté par une action, un lieu en Suisse et d'autres éléments graphiques», note la BNS.

Le billet de 50 francs, sur lequel figurait précédemment le portrait de l'artiste dada Sophie Taeuber-Arp (la seule femme de l'ancienne série de billets), a le vent comme motif principal, pour symboliser la richesse des expériences que la Suisse offre, avec un pissenlit et un globe au recto et un parapentiste traversant les Alpes au verso. Les autres coupures comporteront des éléments relatifs au temps, à l'eau, à la matière et à la langue.

La nouvelle série inclut aussi des éléments tactiles qui aident les malvoyants à distinguer les différentes coupures.

Si la conception finale du prochain billet de la série reste à voir (la diffusion du billet de 20 francs est prévue en 2017), on peut dire que la Suisse continuera à faire les choses différemment de manière à ce que d'autres traditions soient préservées. ■

David Pedroza est chargé de communication au Département de la communication du FMI.



Gare aux chocs budgétaires

Les gouvernements doivent comprendre et gérer les risques liés aux dépenses et à l'endettement

Dégâts provoqués par un tremblement de terre à Christchurch (Nouvelle-Zélande).

Benedict Clements, Xavier Debrun, Brian Olden et Amanda Sayegh

UNE DES TÂCHES cruciales des responsables de la gestion des finances publiques est de prévoir l'évolution à plus ou moins long terme des recettes et des dépenses de l'État, des déficits budgétaires et de la dette publique. Armés de ces informations, ils peuvent décider s'il y a lieu de modifier la politique fiscale et le programme de dépenses publiques pour préserver la stabilité économique globale.

Cependant, les voies des finances publiques sont souvent imprévisibles. Les déficits et la dette publique augmentent souvent plus que prévu à cause d'aléas défavorables. Autrement dit, les finances publiques sont exposées à des «risques budgétaires» — qui peuvent se traduire par des divergences entre les résultats budgétaires et les anticipations ou prévisions, en raison d'une évolution macroéconomique (ralentissement de l'activité économique, par exemple) ou de la réalisation d'«engagements conditionnels» — des obligations déclenchées par un événement incertain. Il peut s'agir soit d'engagements explicites, à caractère juridique (par exemple la garantie publique d'un crédit aux agriculteurs en cas de destruction des récoltes), soit d'engagements implicites, le contribuable comptant sur la responsabilité de l'État, bien qu'elle ne soit pas établie en droit (par exemple le renflouement des banques après une crise financière).

Il est essentiel de mieux comprendre les risques budgétaires et la façon de les gérer pour éviter des hausses considérables et imprévues de la dette publique qui font dérailler la politique budgétaire.

Risques budgétaires

Pour apprécier la taille et la nature des risques budgétaires auxquels les pays ont été confrontés, le FMI a entrepris une analyse

exhaustive (2016) de la dette publique de 80 pays au cours des 25 dernières années, ciblant les «chocs» budgétaires — le moment où les risques budgétaires se concrétisent et affectent les finances publiques. L'analyse a confirmé que les chocs budgétaires sont amples et fréquents et que les pays subissent en moyenne un choc négatif de 6 % du PIB tous les 12 ans et un incident grave — qui coûte plus de 9 % du PIB — tous les 18 ans (voir le graphique). Ces chiffres sont seulement des moyennes, et l'ampleur et la fréquence des chocs peuvent varier d'un pays à l'autre.

Les causes des chocs budgétaires sont multiples. Les chutes brutales du rythme de la croissance économique (chocs macroéconomiques) et les opérations de sauvetage du secteur financier sont celles qui causent le plus de dégâts, avec un coût unitaire moyen d'environ 9 % du PIB. Mais les revendications juridiques contre l'État, le renflouement des entreprises publiques et les réclamations des collectivités locales (provinces, États ou municipalités) ont aussi imposé des coûts budgétaires considérables, respectivement d'environ 8 et 3½ % du PIB en moyenne. Bien que le coût des catastrophes naturelles se chiffre en moyenne à environ 1½ % du PIB, de tels événements sont plus fréquents et ont un impact beaucoup plus lourd sur les pays très exposés. Dans certains cas, leur coût a été beaucoup plus élevé, par exemple après le tremblement de terre de Canterbury en Nouvelle-Zélande en 2010 (environ 5 % du PIB), ou celui qui a touché l'Est du Japon en 2011 (4 % du PIB). Outre les chocs macroéconomiques, la majorité des chocs budgétaires ont été dus à des engagements conditionnels implicites plutôt qu'explicites.

Malgré leur fréquence et leur coût, les chocs budgétaires sont mal compris et gérés. Par exemple, un quart seulement des pays

étudiés publient des bilans — incomplets dans bien des cas. Un peu moins d'un tiers publient des estimations chiffrées de l'impact que l'évolution des variables macroéconomiques clés, telles que les taux de change ou d'inflation, a sur les finances publiques, et moins d'un cinquième révèlent le montant de leurs engagements conditionnels.

Pratiques optimales

Les pays devraient s'efforcer de mieux comprendre leurs risques budgétaires et de se doter de stratégies de gestion précises. Cela suppose un processus en quatre étapes : identifier les sources de risques budgétaires et évaluer leur impact potentiel sur les finances publiques, décider des mesures à prendre pour réduire les risques, décider s'il faut prévoir des ressources pour faire face aux risques qui ne peuvent pas être circonscrits, et déterminer s'il faut prévoir une plus ample marge de sécurité (sous forme d'une réduction de la dette publique) pour faire face à une partie ou à la totalité des risques qui ne peuvent pas être couverts ou circonscrits. Une marge de sécurité plus élevée peut permettre aux pays d'encaisser la plupart des chocs négatifs sans porter l'endettement à un niveau excessivement élevé.

Identifier et chiffrer les risques budgétaires : Il s'agit d'en déterminer l'ordre de grandeur et, si possible, d'en estimer la probabilité. Par exemple, le Chili, la Colombie et le Pérou utilisent des simulations pour calculer le montant des engagements conditionnels liés aux garanties de revenu minimum pour les entrepreneurs privés dans le cadre des partenariats public-privé. La Suède calcule les prix garantis en fonction des données sur les prix du marché et des options, et à l'aide de simulations. Lorsqu'il est trop difficile de chiffrer les risques, on peut les classer en fonction de leur probabilité (probable, possible, ou improbable).

Circonscire les risques budgétaires : Étant donné la diversité des chocs potentiels, il n'y a pas de recette miracle pour préserver la santé des finances publiques, et il faut utiliser toute une panoplie d'instruments. Leur choix dépend de la nature des risques, du rapport coût-avantage selon que l'on choisit de les amenuiser ou de s'en accommoder, et des capacités institutionnelles. Le contrôle direct ou la limitation des risques financiers peuvent en restreindre l'étendue. Par exemple, l'Islande fixe une limite à l'endettement des

administrations locales, et la Hongrie restreint les émissions de nouvelles garanties. On peut aussi recourir à la réglementation ou à des incitations pour réduire les comportements à risque (beaucoup de pays obligent, par exemple, les banques à respecter un ratio de fonds propres à titre de provisions pour pertes; la Suède réclame une prime de risque aux bénéficiaires de garanties publiques). Dans certains cas, les risques sont transférés à des tierces parties, par exemple en souscrivant une assurance (ce qu'a fait la Turquie pour les catastrophes naturelles). Les gouvernements des pays dont les recettes sont issues des matières premières peuvent aussi se prévaloir d'instruments de couverture pour fixer à l'avance le prix de vente et se prémunir contre une chute des cours. Les obligations-catastrophes émises par le Mexique sont un autre moyen de transférer aux investisseurs les risques liés à certaines catastrophes naturelles. Si une catastrophe spécifiée se produit, les investisseurs annulent la dette de l'État mexicain. Autrement, le Mexique continue à rembourser le capital et les intérêts, comme pour les obligations ordinaires.

Provisions budgétaires : Les dirigeants doivent intégrer dans le budget le coût des risques hautement probables (par exemple les garanties de crédit aux États-Unis ou le non-remboursement des prêts aux étudiants en Australie); prévoir une réserve budgétaire pour les risques modérés et possibles (les catastrophes naturelles aux Philippines, par exemple); et envisager de constituer une réserve d'actifs financiers au cas où des risques plus graves se matérialiseraient (à l'exemple du fonds de stabilisation du Chili, qui est abondé lorsque les recettes des exportations de cuivre sont élevées).

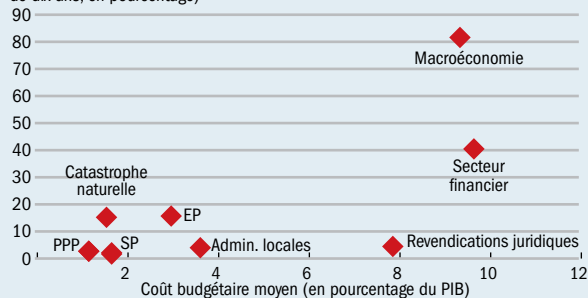
S'accommoder des risques résiduels : Il se peut que certains risques soient trop considérables pour être garantis, coûtent trop cher à circonscrire, ou ne soient simplement pas connus avec précision. Par exemple, certains risques à faible probabilité (tels que les catastrophes naturelles, qui se produisent une fois tous les cent ans) sont trop coûteux à garantir, ou les marchés peuvent manquer de liquidités ou être trop peu développés pour que les pays très dépendants des matières premières puissent se couvrir complètement contre le risque de chute des cours. Les gouvernements doivent prendre en compte ces risques en fixant des objectifs d'évolution à long terme de la dette publique, de manière à avoir une marge de sécurité, tout en restant en deçà du plafond d'endettement correspondant à leurs règles budgétaires. Pour calculer la marge de sécurité nécessaire, il est utile de déterminer comment l'évolution des variables macroéconomiques et budgétaires pourrait infléchir la trajectoire de la dette publique. Comme il n'est pas possible de prédire avec précision les mouvements de ces variables, les pays peuvent envisager une méthode probabiliste pour prédire la trajectoire de la dette publique dans le cadre de la gestion des risques budgétaires (voir l'encadré).

Les pays doivent aussi élaborer des méthodes d'analyse des risques budgétaires plus perfectionnées et intégrées. Les gouvernements devraient recourir à l'analyse traditionnelle des risques, qui est en général centrée sur l'impact des chocs plausibles et espacés, et soumettre périodiquement les finances publiques à des tests semblables à ceux qui servent à vérifier l'état de santé du système bancaire. Ces tests permettraient aux autorités d'évaluer l'incidence des divers chocs sur les variables macroéconomiques clés comme les taux d'intérêt et de change et les prix des logements. Il faudrait tenir compte de l'interaction des chocs et de la réalisation des engagements conditionnels sur la liquidité, la viabilité et la solvabilité financières. Ainsi, les tests pourraient comporter des scénarios semblables à ce qui s'est passé

Risque de réalisation

Les chocs budgétaires coûteux, dus aux catastrophes naturelles, à la régression économique ou au sauvetage du secteur financier, sont fréquents.

(probabilité de matérialisation des coûts budgétaires sur une période de dix ans, en pourcentage)



Sources : Bova et al. (2016); calculs des auteurs.

Note : PPP = partenariats public-privé; EP = entreprises publiques; SP = sociétés privées non financières; admin. locales = échelons subalternes de l'administration publique (États, provinces et municipalités). Les données portent sur 80 pays avancés et émergents pour la période 1990-2014.

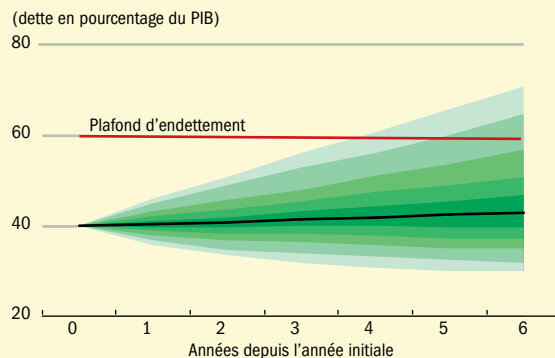
Prévisions en périodes d'incertitude

La plupart des prévisions budgétaires commencent avec la définition d'un scénario de référence reposant sur des hypothèses macroéconomiques spécifiques — par exemple au sujet de la croissance économique. Si l'évolution macroéconomique s'écarte de ces hypothèses, cela affecte les finances publiques. Pour bien cadrer les résultats possibles, des graphiques en éventail qui font apparaître les différents trajectoires possibles du ratio dette/PIB à partir d'un point initial donné sont utiles. La base de ces trajectoires probables est un ensemble d'estimations économétriques de la relation entre les différentes variables macroéconomiques et la manière dont la politique budgétaire antérieure a réagi à ces variations. En général, les pays dont les variables macroéconomiques et budgétaires sont sujettes aux fluctuations les plus fortes présentent un éventail plus large de résultats potentiels, avec un niveau d'incertitude supérieur.

Ces informations peuvent être utiles pour la gestion des risques budgétaires des pays. Dans le graphique, par exemple, un pays qui a pour règle budgétaire de limiter sa dette à 60 % du PIB, le ratio initiale dette/PIB est d'environ 40 %. Le scénario de référence suppose que le ratio dette/PIB reste inchangé au cours des six années suivantes. Sur la base de cette projection, il paraît évident que le pays pourrait rester en dessous du plafond de 60 %. Mais, compte tenu de la variabilité antérieure de la conjoncture économique globale et de son effet sur les résultats budgétaires, il y a 15 % de chances pour que le ratio dette/PIB dépasse le plafond dans six ans. Les dirigeants pourraient tirer parti de cette information pour décider s'ils doivent ou non abaisser leur ratio dette/PIB actuel pour faire en sorte que

Perspectives d'évolution de la dette

En général, pour les pays dont les variables macroéconomiques (telle la croissance économique) et budgétaires sont sujettes à de fortes fluctuations, l'éventail des prévisions d'évolution du niveau futur de la dette peut être plus large.



Source : calculs des auteurs.

Note : Dans cet exemple, le pays émergent a au départ un niveau d'endettement de 40 % du PIB et un plafond d'endettement de 60 % du PIB. Mais, au bout de six ans, il y a un vaste éventail de valeurs possibles de la dette (y compris un niveau supérieur à 60 %), étant donné l'incertitude de l'évolution future de la conjoncture économique globale et de la politique budgétaire.

le pays dispose d'une marge de sécurité suffisante pour rester en dessous du plafond, compte tenu des priorités gouvernementales et de la mesure dans laquelle les dirigeants sont prêts à risquer de dépasser le plafond d'endettement.

pendant la crise financière mondiale, quand les finances publiques ont subi les effets conjugués de la crise du logement, de la crise financière et du ralentissement marqué de l'activité économique. Dans cette configuration, les dépenses servant à étoffer le système de protection sociale peuvent monter en flèche, alors que le revenu national et donc les recettes fiscales se retrouvent en chute libre.

Lors de l'élaboration de leurs stratégies de gestion des risques budgétaires, les gouvernements doivent aussi tenir compte de ce qu'il en coûte de les circonscrire. Cette analyse doit s'appuyer sur les données décrivant la probabilité des risques, leurs conséquences macroéconomiques et les préférences de la société. Certains pays peuvent préférer des programmes de dépenses dont la population bénéficie à court terme (tels que les investissements publics), plutôt que la constitution de fonds en vue de faire face aux conséquences d'éventuelles catastrophes naturelles. Et, dans certains cas, il peut ne pas être souhaitable d'éliminer tous les risques. Pour sécuriser complètement le système financier, il faudrait imposer la garantie des dépôts et une réglementation des coefficients de fonds propres, qui étoufferaient indûment le crédit et la croissance économique.

Des priorités différentes

Les efforts visant à affiner l'analyse et la gestion des risques budgétaires doivent prendre en compte les différents niveaux d'aptitude des pays à manier des systèmes perfectionnés de suivi et d'analyse quantitative de leurs risques financiers.

Par exemple, les pays ayant des capacités limitées dans ce domaine devraient s'attacher d'abord à établir des bilans financiers de base, à définir des règles empiriques pour tester la sensibilité des finances

publiques aux principales variables macroéconomiques, et à mieux comprendre et présenter les principaux engagements conditionnels. Les pays ayant des capacités plus développées pourraient s'attacher à évaluer l'ampleur et la probabilité de leurs engagements conditionnels et à effectuer des tests de résistance périodiques pour déterminer leur niveau d'exposition à des événements extrêmes.

Les stratégies visant à circonscrire les risques doivent aussi être adaptées aux capacités des pays. Ceux qui ont des capacités restreintes devraient se cantonner à limiter les risques liés aux garanties, aux partenariats public-privé et aux autres engagements budgétaires explicites par un système de contrôle direct et de plafonnement. Les pays ayant des capacités plus développées pourraient s'appuyer plus efficacement sur la réglementation, les incitations et les instruments de transfert des risques et comptabiliser et provisionner les risques résiduels dans leurs budgets et leurs plans financiers. ■

Benedict Clements est Chef de division au Département Afrique, Xavier Debrun est Chef de division au Département des études, Brian Olden est Chef de division adjoint et Amanda Sayegh est Conseillère à l'assistance technique, tous deux au Département des finances publiques du FMI.

Bibliographie :

Bova, Elva, Marta Ruiz-Arranz, Frederik Toscani, and H. Elif Ture, 2016, "The Fiscal Costs of Contingent Liabilities: A New Dataset," IMF Working Paper 16/14 (Washington: International Monetary Fund).

Fonds monétaire international (FMI), 2016, "Analyzing and Managing Fiscal Risks—Best Practices," IMF Policy Paper (Washington).

L'exemple vient d'en haut

Ashraf Khan

LE GOUVERNEUR Bashir semble désarçonné et légèrement amusé lorsqu'on l'interroge sur les forces du conseil d'administration de sa banque centrale. Haut fonctionnaire aguerri, le septuagénaire somalien n'a jamais eu à répondre à cette question. «Eh bien, dit-il en désignant ses collègues, ils veulent reconstruire la banque centrale. Alors ils ont tous voulu être ici.»

«Ici» désigne un séminaire du FMI à l'intention du Conseil d'administration de la Banque centrale de Somalie en mai 2016. Dans ce pays déchiré par la guerre, la banque centrale a du mal à installer ses fonctions de base, l'un de ses problèmes les plus ardues étant celui du faux-monnayage omniprésent. Certains penseront que l'institution avait mieux à faire qu'à se livrer à une session d'introspection. Pourtant, les sept administrateurs (gouverneur y compris) ont participé volontiers à une évaluation des forces et faiblesses de la

banque et de son conseil. L'exercice a été utile : la clarification des rôles et responsabilités des membres exécutifs et non exécutifs, la réflexion autour de la stratégie et la définition des règles d'information financière interne (qui reçoit quelle information et quand) ont éradiqué les inefficiences et permis aux administrateurs de consacrer leurs temps précieux aux sujets qui requièrent toute leur attention.

La Somalie pourrait sembler faire figure d'exception, mais les banques centrales prennent conscience que le changement commence chez soi, au sommet. Dans tous les pays, les administrateurs détiennent certaines cartes maîtresses. Or une prise de décision efficace dépend de la solidité de ces personnes, dont le recrutement et la sélection sont donc surveillés de près.

On se souvient de l'audacieuse offre d'emploi pour le poste de gouverneur publiée par la Banque d'Angleterre (BoE) dans *The Economist* en septembre 2012. Qualités recherchées :

Les évaluations internes sont tout aussi bénéfiques aux conseils d'administration des banques centrales qu'à ceux des entreprises

«être un bon communicant, posséder de bonnes compétences relationnelles et présenter une intégrité et une réputation irréprochables.» La qualité des administrateurs est une composante incontournable de l'efficacité décisionnelle du conseil, mais elle est loin d'être la seule. Depuis la crise financière mondiale, les organes de réglementation bancaire militent pour l'instauration d'évaluations obligatoires des conseils d'administration des banques commerciales, pour compléter les exigences d'honorabilité et de compétence. Ces évaluations comprennent souvent un travail régulier (disons annuel), réalisé à titre indépendant ou avec l'assistance d'experts externes. Elles concernent généralement le conseil dans son ensemble, ses commissions et ses membres pris individuellement. L'objectif principal est d'améliorer l'efficacité et la qualité des actions des principaux acteurs. Dans ses derniers principes de gouvernance à l'intention des banques, publiés en 2015, le Comité de Bâle — organe de normalisation mondial pour les banques commerciales — a inséré une rubrique consacrée aux évaluations des conseils d'administration. Les banques centrales peuvent, elles aussi, évaluer leurs instances de direction, de gestion ou de supervision pour améliorer leur efficacité décisionnelle.

L'exemple des banques commerciales

Tout comme leurs homologues commerciales, les banques centrales ont quatre bonnes raisons d'évaluer leur conseil d'administration. Tout d'abord, la psychologie et la sociologie montrent qu'un groupe est avant tout composé de personnes exposées aux dangers de la pensée de groupe, de l'orgueil, de la domination et d'autres pressions, quels que soient les institutions ou le contexte. Les économistes comportementalistes tels que Daniel Kahneman, Cass Sunstein, Dan Ariely, George Akerlof et Rachel Kranton ont examiné les effets de ces concepts psychologiques et sociologiques, par exemple, dans le contexte des prises de décisions en matière de *politique monétaire*. Au cours des deux dernières décennies, la BoE a remplacé les décisions isolées des gouverneurs par des décisions collégiales sous la forme, par exemple, de comités de politique monétaire. Selon une étude du FMI de 2006, une commission est susceptible de fonctionner mieux lorsque la diversité et la variété des points de vue sont dûment prises en considération dans sa composition (Vandenbussche, 2006). La Banque des règlements internationaux a noté que «les conseils ou comités chargés de prendre les décisions [...] sont désormais répandus et font l'objet de nombreuses études» (BRI, 2009).

Mais il est possible d'améliorer les choses. Sans tomber dans le cas extrême du film classique *Douze hommes en colère*, qui dépeint la complexité du consensus au travers des délibérations d'un jury, il est indéniable que lorsqu'il faut trancher vite des questions complexes aux répercussions majeures, l'équité et l'équilibre de la prise de décision peuvent être mis à mal. En 2014, la banque centrale des Pays-Bas a été une des premières au monde à évaluer son conseil d'administration. Le gouverneur et les administrateurs ont procédé à une évaluation indépendante de leur interaction et de leur performance. Ils ont recruté deux experts externes dotés de compétences en sociologie, en dynamique de groupe et en gouvernance. Par le biais d'entretiens et de questionnaires, ces animateurs ont aidé le conseil à

réfléchir à sa stratégie et à sa vision, ainsi qu'à l'optimisation de ses délibérations. Cette initiative a notamment débouché sur le remplacement des réunions générales de direction par des sessions stratégiques axées sur un thème précis.

La deuxième raison justifiant les évaluations réside dans la complexité des banques centrales. Elles mettent en œuvre un large éventail de mandats, notamment la stabilité des prix et du système financier, mais aussi l'intégrité financière, parfois sous l'angle de la protection des consommateurs, et, dans beaucoup de pays émergents, le vaste concept d'«objectif de développement». Face à un environnement qui ne cesse d'évoluer, les banques centrales ont un intérêt *tout particulier* à se concentrer sur l'évaluation et le renforcement continu de leurs dirigeants.

Troisièmement, les banques centrales doivent montrer l'exemple. Elles imposent aux banques commerciales les normes de gouvernance les plus strictes, notamment des évaluations annuelles des conseils d'administration. Elles doivent donc

L'évaluation du conseil d'administration peut aider à promouvoir la diversité mieux que ne le ferait la simple fixation de quotas.

se soumettre aux mêmes normes. Aux Seychelles, la banque centrale s'efforce de donner le ton, y compris en matière d'évaluation des conseils.

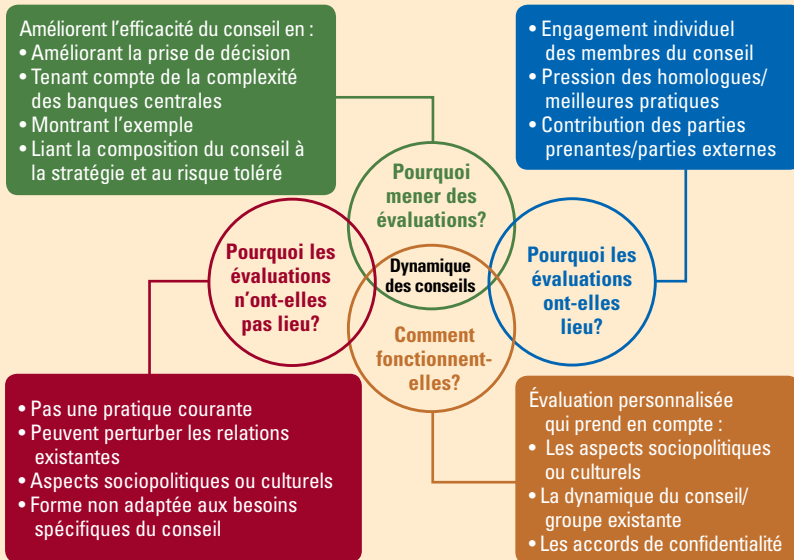
Enfin, l'évaluation du conseil d'administration peut également aider à promouvoir la diversité mieux que ne le ferait la simple fixation de quotas et, partant, à améliorer la prise de décision. Par exemple, s'agissant de la diversité de genre, de récentes études ont mis en lumière une corrélation entre la présence de femmes dans les conseils d'administration et une plus grande aversion au risque (voir par exemple Masciandaro, Profeta et Romelli, 2016). En se concentrant sur les forces et les faiblesses du conseil d'administration, les évaluations peuvent définir des domaines de compétences ou des parcours en phase avec la vision, les politiques et le profil de risque de la banque : une alternative aux quotas. Les conseils d'administration doivent définir le niveau de risque acceptable et veiller à ce que leurs membres épousent la stratégie, les politiques et le niveau de tolérance du risque de l'institution. Il importe de trouver la bonne *personne* pour le poste.

Astuces et chausse-trappes

Cependant, les évaluations peuvent se retourner contre leurs initiateurs. En général, il y a une sensibilité dans la dynamique de groupe et l'interaction humaine. Une autoévaluation imposée peut révéler des préférences personnelles, des idées et mêmes des préjugés qui peuvent déranger. S'il existe une tension entre le gouverneur et un autre membre, ils rechigneront peut-être à évoquer ce point lors d'une évaluation, même si les résultats restent généralement confidentiels. Par ailleurs, un conseil peut

Les administrateurs aux commandes

Les évaluations des conseils sont souhaitables mais souvent inexistantes



Source : Ingley et van der Walt (2002).

comporter des représentants de différents groupes et régions, ce qui souligne l'importance du contexte sociopolitique et en quoi il peut exercer une forte influence sur la dynamique de groupe et perturber l'évaluation. Les administrateurs responsables de l'audit interne, le président de la commission d'audit ou un directeur non exécutif de premier plan sont autant de bons candidats pour le rôle d'animateur. Du fait de son indépendance, le chef du département d'audit interne peut aussi convenir, tout comme un secrétaire du conseil d'administration. En tout cas, tout dépend du statut de cette personne vis-à-vis des administrateurs, qui ne doit jamais être celui d'un subordonné.

Il est possible de choisir un animateur externe. Les administrateurs devraient quand même préparer l'évaluation et lui donner suite, mais l'animation proprement dite et l'analyse préalable seraient menées par un expert externe. Cette personne doit avoir la confiance de l'ensemble des administrateurs et jouir d'une certaine indépendance; elle doit aussi maîtriser la facilitation. Il peut s'agir d'un homme politique à la retraite, d'un intellectuel de renom, d'un membre haut placé dans une organisation internationale ou même d'un homologue d'une autre banque centrale.

Certains administrateurs de banques centrales disent qu'ils disposent déjà d'un contrôle interne. Les banques centrales ont souvent des administrateurs non exécutifs ou sont dotées d'un organe de supervision indépendant, et la plupart ont des auditeurs internes et externes. Certaines sont soumises à d'autres formes de supervision externe, soit par une institution telle qu'une cour des comptes soit par un bureau d'évaluation indépendant. Cependant, une surveillance officielle sera toujours différente d'une évaluation avec et par le conseil d'administration. Elle veille à ce que la direction de la banque mène sa mission correctement et garantit la responsabilité vis-à-vis des actionnaires de la banque (l'État, le secteur financier, les

institutions internationales). Une autoévaluation est une phase d'introspection, de renforcement des liens entre les membres du conseil et de stimulation de l'efficacité de la prise de décision collective. Si une surveillance officielle peut apporter des contributions, une autoévaluation donne les clés aux membres du conseil d'administration (graphique).

Évolution future

Dans certains pays, les évaluations ont nettement amélioré la prise de décisions en clarifiant les rôles et les responsabilités (par exemple, en Somalie) ou en optimisant l'organisation interne (par exemple, aux Pays-Bas). Dans d'autres, elles ont montré la voie au secteur financier (par exemple, aux Seychelles). Les administrateurs s'étant déjà prêtés à cet exercice devraient partager leur expérience avec leurs collègues d'autres banques centrales, en particulier leurs homologues les plus proches. Les institutions internationales et les organes normalisateurs

devraient considérer ces évaluations comme des outils de gouvernance supplémentaires. Les critères de compétence et d'honorabilité pour les membres des conseils d'administration, ainsi que les dispositions en matière de transparence et de diffusion n'en seront que renforcés.

Les évaluations des conseils d'administration invitent à une prise de conscience au sein des banques centrales. Elles ne sont pas une simple formalité ou de la poudre aux yeux. Elles constituent un outil puissant qui, utilisé correctement, peut renforcer la prise de décision de l'une des institutions publiques les plus respectées. Comme Peter Drucker (Drucker, 1973) l'a déclaré : «La planification à long terme ne traite pas des décisions futures, mais du futur des décisions actuelles». Les évaluations des conseils d'administration des banques centrales peuvent veiller à ce que la prise de décision des banques centrales soit et reste optimale. ■

Ashraf Khan est expert du secteur financier au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.

Bibliographie :

- Bank for International Settlements (BIS), 2009, "Issues in the Governance of Central Bank" (Basel).
- Drucker, Peter F., 1973, Management: Tasks, Responsibilities, Practices (New York: Truman Talley Books/E.P. Dutton).
- Ingley, Coral, and Nick van der Walt, 2002, "Board Dynamics and the Politics of Appraisal," Corporate Governance, Vol. 10, No. 3, pp. 163-74.
- Masciandaro, Donato, Paola Profeta, and Davide Romelli, 2016, "Gender and Monetary Policymaking: Trends, Drivers and Effects," BAFI CAREFIN Centre Research Paper 2015-12 (Milan).
- Vandenbussche, Jérôme, 2006, "Elements of Optimal Monetary Policy Committee Design," IMF Working Paper 06/277 (Washington: International Monetary Fund).

Bonnes fêtes!



Jonathan Tepperman

The Fix

How Nations Survive and Thrive in a World in Decline

Tim Duggan Books/Crown, New York, 2016, 320 pages, 28 dollars (relié).

Nous vivons des temps agités, à l'heure où le monde regorge de problèmes économiques, politiques et sociaux qui paraissent insurmontables. Nous voyons partout des inégalités flagrantes, qui souvent ne cessent d'empirer. Les extrémistes de tout poil se montrent tenaces et très dangereux. Et le rêve du développement économique durable déçoit nos espoirs.

Jonathan Tepperman nous offre à point nommé un ouvrage réconfortant qui réfute l'idée que ces problèmes sont insolubles. Il propose une analyse détaillée de 10 situations très diverses, face auxquelles des dirigeants ont su résoudre avec fermeté des problèmes spécifiques — la corruption à Singapour, l'immigration au Canada, la pauvreté au Brésil, et bien d'autres — avec des résultats impressionnants et durables.

Ce sont des histoires importantes que Tepperman raconte avec talent. En qualité de rédacteur en chef du magazine *Foreign Affairs*, il a ses entrées auprès de personnalités de renom et il a étudié à fond la presse et les travaux des chercheurs qui l'alimentent (pour tout dire, il cite quelques-uns de mes écrits). L'ouvrage se lit facilement et chacun des

chapitres donne à réfléchir. J'ai l'intention d'en reprendre certains passages dans les prochaines années pour un cours sur l'avenir de l'économie mondiale que j'enseigne au Massachusetts Institute of Technology. C'est aussi un excellent cadeau de Noël pour vos amis et votre famille — si vous souhaitez faire figure de membre optimiste mais réaliste de votre réseau social.

Dans ce contexte, sans décrier le travail et l'éloquence de Tepperman, je proposerais trois thèmes qui méritent d'être approfondis par chacun d'entre nous.

Premièrement, *The Fix* met en exergue trois exemples de réussite économique durable de pays dont le revenu par habitant est monté en flèche au cours des 50 dernières années : Singapour, la Corée du Sud et le Botswana. Ce sont des modèles frappants et instructifs. Mais sont-ils transposables ailleurs? Dans quel autre pays que Singapour peut-on trouver à la fois des fonctionnaires bien payés et une absence pratiquement totale de corruption? Recommanderiez-vous, à l'instar de la Corée du Sud, d'encourager — voire de subventionner — la création de puissants conglomerats familiaux? Et le code de l'industrie du diamant pour lequel a opté le Botswana est-il la panacée pour tous les pays vivant de la manne des ressources naturelles, ou est-ce l'exception qui confirme la règle?

Deuxièmement, au vu de la perspective mondiale de cet ouvrage, le petit nombre de réussites indiscutables donne à réfléchir. La gestion du programme de lutte contre la pauvreté Bolsa Família au Brésil force le respect, de même que la façon dont le Canada a su laisser la porte ouverte aux immigrants alors même que d'autres la leur claquent au nez. Certaines autres démarches sont plus originales, mais aussi moins convaincantes. New York s'est-elle dotée d'un système équivalent *de facto* à une force de défense nationale — ou bien n'est-ce réalisable qu'à l'échelle du pays tout entier? Le Mexique a-t-il vraiment inversé la dynamique de son évolution économique et politique? L'Indonésie a-t-elle trouvé la parade à l'extrémisme islamique?

Et le Rwanda a-t-il bâti une économie et une paix sociale qui survivront au gouvernement qui les a édifiées?

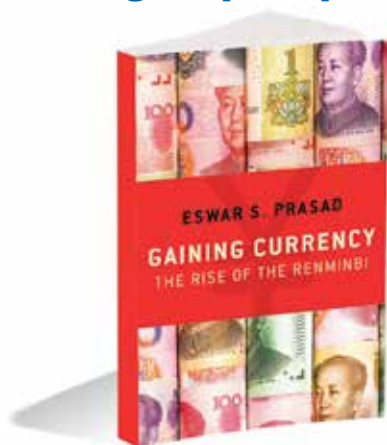
Troisièmement, peut-être faut-il nuancer la prémisse de base du raisonnement. Certes, la mondialisation et ses conséquences donnent lieu à bien des inquiétudes et des arguties politiques. Mais le tableau d'ensemble est différent et beaucoup plus positif, comme le souligne Arvind Subramanian, qui est passé par le FMI et est aujourd'hui conseiller économique en chef du gouvernement indien. Un énorme fossé en matière de revenus et de niveaux de vie s'est creusé à l'ère de la Révolution industrielle, pendant la première moitié du XIX^e siècle. Et ces écarts entre les nations riches et pauvres ne se sont pas comblés durant les guerres, la décolonisation et les cycles alternant expansion et récession au cours du XX^e siècle. Mais les 20 ou 30 dernières années (la plus récente ère de mondialisation) ont été marquées non seulement par la montée en puissance de la Chine, mais aussi par les bienfaits des réformes économiques et des échanges commerciaux dans une vaste gamme de pays. Dans les nations les plus démunies, le niveau des revenus continue à se rapprocher de celui des pays riches. La mondialisation fait certes des mécontents, mais dans bien des cas, elle a aussi eu des effets bénéfiques pour des centaines de millions (et peut-être des milliards) de personnes.

Tepperman a raison de mettre en lumière les personnages charismatiques et leurs contributions. Son ouvrage se lit bien et est passionnant. Mais est-ce que, pour l'histoire — et le développement économique —, ce sont les grands hommes (et presque tous ceux que cite Tepperman sont du genre masculin) ou plutôt les processus plus amples qui font naître une classe moyenne, permettent à la démocratie de s'installer et encouragent l'avènement de droits de l'homme plus efficaces, protecteurs et inclusifs?

Simon Johnson

Professeur Ronald A. Kurtz
d'entrepreneuriat, MIT Sloan School of
Management; Senior Fellow, Peterson
Institute for International Economics

Longue perspective



Eswar S. Prasad

Gaining Currency

The Rise of the Renminbi

Oxford University Press, 2016, 344 pages, 29,95 dollars (relié).

Comment ne pas apprécier un livre qui met en scène tour à tour Kubilai Khan, Mao Tsé-Toung et Donald Trump?

Telle est l'ampleur de la perspective du nouvel ouvrage d'Eswar Prasad, *Gaining Currency: The Rise of the Renminbi*. L'auteur profite de la fascination pour tout ce qui a trait à la Chine pour raconter comment le renminbi est devenu une monnaie internationale et décrire les défis que le pays doit relever pour se transformer en une économie de marché et s'intégrer pleinement dans le système mondial.

Jusqu'à présent, la Chine a suivi un cheminement remarquable et singulier pour faire du renminbi une monnaie mondiale et Prasad montre bien comment elle a évité la voie habituelle de la libéralisation des mouvements de capitaux et choisi à la place d'assouplir çà et là le contrôle des changes pour permettre la libre circulation des capitaux. Autres particularités de la stratégie chinoise : la récente inclusion du renminbi dans le panier de monnaies du DTS, les efforts déployés en vue de la création de nouvelles institutions de coopération financière internationale telles que la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et l'expansion des intérêts politiques

et économiques par le biais des aides financières transfrontalières. Enfin, Prasad révèle toute l'ampleur de l'exception chinoise en décrivant la démarche sans précédent qu'a entreprise le pays pour passer à un système libéral d'économie de marché tout en préservant «un régime de parti unique sans ouverture politique ni justice indépendante».

Prasad nous guide sur le chemin sinueux qui mène la Chine à prendre dans le système mondial un rang correspondant à son poids économique. Il décrit les faux-pas et les avancées d'une administration centralisée à Pékin, qui planifie à long terme et saisit habilement la moindre occasion de promouvoir les intérêts nationaux de la Chine. Il décrypte avec soin la rhétorique réformatrice opaque et dépeint les réalités du terrain, au-delà de ce que disent les communiqués officiels.

Un des atouts de cet ouvrage tient à ce que Prasad prend le temps d'expliquer ce qu'est une monnaie de réserve ou encore l'«internationalisation» du renminbi et comment ces concepts sont liés à l'ouverture du compte de capital. Sans doute est-ce un effet de mes préférences d'économiste, mais j'aurais apprécié que Prasad ajoute à son récit quelques graphiques pour l'élucider.

Les passages les plus intéressants et éclairants sont ceux où l'auteur tente de percer l'écran de fumée pour expliciter les motivations des différents choix stratégiques. Comment ont été prises les décisions de rattacher la monnaie au dollar, puis de l'en détacher? Pourquoi l'inclusion du renminbi dans le DTS est-elle devenue si cruciale pour la Chine? Quelles sont les probabilités de réformes des systèmes économique, politique et judiciaire? Prasad met en lumière les contradictions et la schizophrénie des élites politiques qui veulent la liberté de choix inhérente à l'économie de marché, mais font en même temps montre d'une profonde aversion aux risques, ce qui les ramène à une mentalité de planification centrale et à

la réaffirmation du primat du contrôle de l'État sur les résultats, (surtout lorsque la croissance semble fléchir). Il met aussi les choses en perspective en décrivant les réactions internationales aux initiatives chinoises, notamment en ce qui concerne les relations compliquées avec les États-Unis à propos du taux de change dollar-renminbi.

Le seul reproche mineur que je ferai à cet ouvrage est qu'il donne aux motivations politiques chinoises vues des coulisses un caractère un peu trop définitif. La politique chinoise est labyrinthique et opaque. Le Parti communiste chinois est tout sauf monolithique, et les dissensions et désaccords n'apparaissent jamais au grand jour. Et il y a une concurrence

En dehors du sérail, il est impossible de savoir ce qui se passe vraiment.

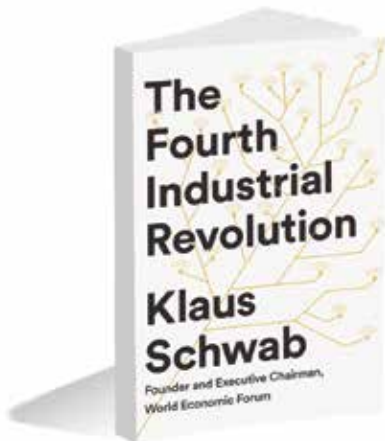
idéologique active au sein de l'administration, où les alliances se nouent et se dénouent sans cesse. Pour toutes ces raisons, il est extrêmement difficile de diagnostiquer, disséquer, interpréter et extrapoler les motivations politiques qui déterminent les choix stratégiques. Quiconque cherche à deviner ce qui meut ces machinations en coulisses doit humblement reconnaître qu'en dehors du sérail, il est impossible de savoir ce qui se passe vraiment.

D'après un ancien proverbe chinois, ceux qui sont au cœur de l'action peuvent être aveugles, tandis que le simple spectateur voit les choses clairement. C'est assurément le cas de ce livre. N'étant pas aveuglé par l'idéologie politique ou l'intérêt national, Prasad conduit le lecteur à travers le dédale des enjeux géopolitiques et économiques complexes liés au renminbi, de manière à la fois informative et captivante.

Nigel Chalk

Directeur adjoint, Département
Hémisphère occidentale du FMI

Révolution évolutive



Klaus Schwab

The Fourth Industrial Revolution

Crown Business, New York, 2017, 192 pages, 28 dollars (relié).

L'admirable livre de Klaus Schwab, mince et captivant, nous entraîne au cœur d'une révolution technologique, économique et sociale. La première révolution industrielle nous a fait passer de la force musculaire à la puissance mécanique entre 1760 et 1840, la deuxième nous a apporté la production de masse à la fin du XIX^e et au XX^e siècle, et la troisième a vu naître les gros ordinateurs, les portables et l'Internet dans les années 90. D'après Schwab, la quatrième prend appui sur celle qui l'a précédée, mais est bien plus ample et considérable. Les machines deviennent intelligentes et connectées, ce qui mène à une fusion dynamique des technologies physiques, numériques et biologiques, source de changement «comme l'humanité n'en a jamais connu auparavant».

L'analyse des implications économiques et sociales de la révolution technologique en cours n'offre plus guère de surprises. Ce qui distingue cet ouvrage est «l'esprit de Davos». Schwab est le fondateur et président du Forum économique mondial (WEF), ONG internationale indépendante ayant pour but de rendre le monde meilleur et célèbre pour les réunions qu'elle organise chaque année à Davos, qui rassemblent des «chefs d'entreprises, responsables politiques et

représentants de la société civile, des cultes, des milieux universitaires et de la jeune génération». Schwab puise auprès de ses contacts et dans le riche fonds de rapports publiés par le WEF la matière pour décrire ce que cette révolution signifie pour les entreprises, les États, les individus et la société.

Le livre commence par une tournée éclair des grandes tendances de la révolution en cours : intelligence artificielle, robotique, objets connectés, véhicules sans chauffeur, impression 3D, nanotechnologie, biotechnologie, etc. Schwab met en exergue non pas les technologies spécifiques, mais l'ampleur du changement — la prolifération sans précédent des «perturbateurs» tels que Airbnb, l'iPhone, et maintenant les voitures autonomes — et le rôle décroissant de la main-d'œuvre. Les «trois grandes» entreprises de la Silicon Valley affichaient en 2014 des revenus égaux à ceux des trois grands constructeurs automobiles de Detroit en 1990, avec trois fois leur capitalisation boursière et dix fois moins d'employés.

Une ère de formidable croissance économique va s'ouvrir. Schwab ne souscrit pas à la vision pessimiste de Robert Gordon, selon lequel, aux États-Unis du moins, il n'y a pas eu une envolée mais un recul de la croissance de la productivité depuis 1970, mis à part une brève période d'expansion due à l'Internet dans les années 90. Si les résultats se font attendre, c'est, d'après ce que lui expliquent ses contacts au WEF, parce que la quatrième révolution industrielle ne fait que commencer et que les dirigeants ont du mal à mettre en œuvre ce qui doit être une révolution des structures économiques et organisationnelles, indispensable pour en tirer parti.

Le reste de l'ouvrage décrit tout une série d'enjeux et d'opportunités qui s'offrent aux entreprises, aux institutions nationales et internationales, aux États, à la société et aux particuliers. La révolution va-t-elle produire une nouvelle vague de prospérité et donner aux travailleurs de nouveaux emplois productifs, ou provoquer un chômage

de masse? Selon Schwab, «à en croire l'histoire, on aboutira sans doute à une situation intermédiaire», «et l'essentiel est de promouvoir des résultats positifs et d'aider ceux qui se retrouvent au milieu du gué».

Est-ce que l'économie à la demande, façon Uber, ainsi que la souplesse et la mobilité de l'économie numérique mondiale vont tirer l'activité vers le haut ou déclencher une spirale descendante? Pour Schwab, «l'enjeu consiste à imaginer de nouvelles formes de contrats sociaux et professionnels [...] qui limitent les risques [...] sans brider le développement des marchés du travail ni empêcher les gens de travailler comme ils l'entendent [...]. À chacun de choisir.»

La partie la plus convaincante du livre est sans doute l'usage que Schwab fait de ses contacts et connections avec le WEF pour souligner les défis que doivent relever les membres individuels d'organisations face à la révolution. Cela a confirmé ma conviction que, de même que le requin doit nager pour survivre, nous devons apprendre et nous adapter. «Les choses vont aller de plus en plus vite, et il est donc nécessaire de vérifier sans complaisance si les organisations en question sont capables de réagir avec rapidité et souplesse.»

Il m'a fallu un certain temps pour saisir la teneur de nombreuses conclusions; je suppose que je m'attendais à des recommandations spécifiques. Mais pour comprendre le but de cet ouvrage, il faut revenir à Davos et à l'idée que la collaboration permet «une perception globale de ce qui est à l'œuvre» et qu'il est essentiel «d'élaborer et de mettre en œuvre des idées et des solutions qui se traduiront par des changements durables». Ce but vise une compréhension globale de la quatrième révolution, mais je crains (comme Schwab lui-même, j'en suis sûr), que la compréhension collective des élites mondiales ne soit pas suffisante face aux enjeux à venir.

Andrew Berg

*Directeur adjoint
Institut du FMI pour le
développement des capacités*

Gains élevés et faibles pertes

L'édition de juin 2016 de *Finances & Développement* citait des remarques de Dani Rodrik à propos des gains et des pertes occasionnés par la libéralisation du commerce («Le rebelle visionnaire»). Rodrik est cité en ces termes : «plus les gains nets sont importants, plus il faut de redistribution. Faire valoir que les gains sont importants alors que le montant redistribué est faible n'a aucun sens.» Je tiens à signaler que ces affirmations ne sont en général pas exactes, pour les raisons exposées ci-après. Il est important de nuancer ces jugements, car ils pourraient servir à retarder la libéralisation.

Supposons que lorsqu'un marché s'ouvre au commerce, le prix intérieur diminue et le produit est importé. Puisque le prix baisse, les producteurs en pâtissent, alors que les consommateurs en profitent. En jargon technique, le «surplus du producteur» diminue et le «surplus du consommateur» augmente. L'ampleur de la perte du premier et du gain du second dépend, entre autres, des élasticités du prix à l'offre et à la demande, et il n'y a pas de raison de croire qu'elles sont systématiquement liées l'une à l'autre. Donc, pour une baisse donnée du prix, le gain (surplus du consommateur) sera très élevé, et la perte (surplus du producteur) très faible, lorsque les élasticités du prix à l'offre et à la demande sont toutes deux fortes. Les gains et pertes que subissent les différents groupes du fait de l'ouverture commerciale dépendent, entre autres, de la valeur des élasticités et on ne peut la déterminer que de manière empirique. Il se peut que les élasticités soient telles que les gains sont élevés, alors que les pertes, autrement dit les «redistributions», sont faibles.

Le niveau de la production intérieure par rapport à la consommation, et donc celui des importations, ont aussi une

incidence sur l'ampleur des gains et des pertes. Si un produit n'est pas fabriqué localement, la consommation est entièrement satisfaite par les importations. En pareil cas, réduire un obstacle au commerce revient à accroître le surplus du consommateur, *sans aucune diminution du surplus du producteur*. Donc, dans ce cas, l'ouverture d'un marché au commerce n'occasionnerait aucune redistribution. Est-ce réaliste? Tout à fait.

Pour ne citer qu'un exemple, beaucoup de pays en développement ne produisent pas d'automobiles, et pourtant, ils en limitent de diverses manières l'importation. La suppression des restrictions à l'importation produirait alors un avantage pour le consommateur, mais ne causerait pas de perte pour le producteur, et donc pas de redistribution. Ainsi, lorsque la production intérieure est très faible par rapport à la consommation intérieure, et que les importations sont très abondantes, les consommateurs peuvent y gagner beaucoup, tandis que les producteurs n'y perdent guère. Là encore, tout dépend du pays. Les ordinateurs et les smartphones sont d'autres bons exemples où les gains pourraient être élevés et les pertes minimales.

En bref, l'ampleur des gains et des pertes découlant de l'ouverture d'un marché au commerce dépend des élasticités de la demande et de l'offre, ainsi que du niveau de la production intérieure par rapport à la consommation. Ce sont des facteurs cruciaux, qui nuancent les propos de Rodrik. Il serait intéressant d'approfondir cette question en utilisant les chiffres effectifs des différents pays.

Stephen Tokarick

Économiste principal

Département des études du FMI



Vous aimez ce que vous lisez?

Alors, aimez-nous sur Facebook!

www.facebook.com/financeanddevelopment



Statement of Ownership, Management, and Circulation required by 39 USC 3685

1. Title: *Finance & Development*. 2. Publication No. 123-250. 3. Date of filing: October 24, 2016. 4. Frequency: Quarterly. 5. Number of issues published annually: four. 6. Annual subscription price: \$27. 7/8. Complete mailing address of known office of publication/publisher: *Finance & Development*, International Monetary Fund, 700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431. 9. Full names and complete mailing address of publisher, editor, and managing editor: Jeffrey Hayden, Camilla Lund

Andersen, Marina Primorac, International Monetary Fund, Washington, DC 20431. 10. Owner: International Monetary Fund, 700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431. 11. Known bondholders, mortgagees, and other security holders owning or holding 1 percent or more of the total amount of bonds, mortgages, or other securities: None. 12. Tax status: has not changed during preceding 12 months. 13. Publication title: *Finance & Development*. 14. Issue date for circulation data below: September 2016.

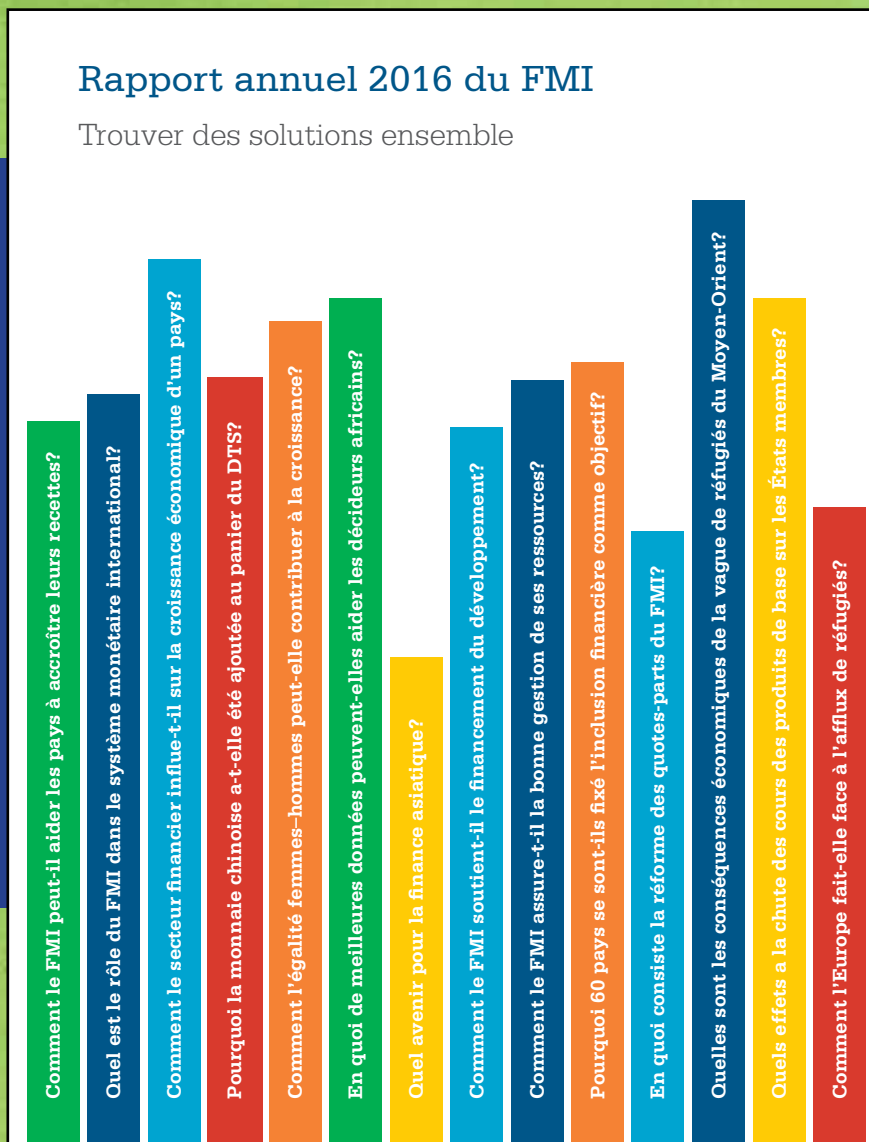
| 15. Extent and nature of circulation | Average no. of copies each issue in preceding 12 months | Actual no. of copies of single issue published nearest to filing date (September 2016) |
|---|---|--|
| A. Total number of copies | 16,770 | 17,000 |
| B. Paid distribution through the USPS | 171 | 99 |
| C. Total paid distribution | 177 | 105 |
| D. (4) Free or nominal rate distribution outside the mail | 12,349 | 12,286 |
| E. Total free or nominal rate distribution | 14,432 | 14,308 |
| F. Total distribution | 14,609 | 14,413 |
| G. Copies not distributed | 2,161 | 2,587 |
| H. Total | 16,770 | 17,000 |
| I. Percent paid and/or requested circulation | 1.21 | 0.73 |

I certify that the statements made by me above are correct and complete.
Jeffrey Hayden, Publisher

Vient de paraître!

Rapport annuel 2016 du FMI

Trouver des solutions ensemble



- Un examen approfondi des conseils, des financements et du développement des capacités
- Mise en exergue de faits saillants, y compris réforme des quotes-parts et nouveau panier du DTS
 - Un format en ligne interactif pour ordinateur, tablette et portable

Lire le rapport en ligne à l'adresse
<http://www.imf.org/external/french/index.htm>

Finances & Développement, décembre 2016



MFIFA2016004